



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE SAINTES**

**PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 8 DÉCEMBRE 2022**

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'est réuni à l'Auditorium de la Cité entrepreneuriale de Saintes le 8 décembre 2022, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON,
Monsieur Eric PANNAUD,
Monsieur Francis GRELLIER,
Madame Marie-Line CHEMINADE,
Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Alexandre GRENOT (sauf pour les
délibérations n° 2022-209 à 2022-248),
Madame Véronique CAMBON,
Monsieur Fabrice BARUSSEAU,
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,
Monsieur Jérôme GARDELLE,
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS (sauf pour la
délibération n° 2022-236),
Monsieur Philippe CALLAUD,
Monsieur Pascal GILLARD,
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON
Madame Caroline AUDOUIN,
Monsieur Alain MARGAT,
Madame Evelyne PARISI,

Monsieur Gérard PERRIN,
Monsieur Jean-Michel ROUGER,
Monsieur Eric BIGOT,
Monsieur Bernard CHAIGNEAU,
Monsieur Joseph de MINAC,
Madame Agnès POTTIER,
Monsieur David MUSSEAU,
Monsieur Berbard COMBEAU,
Madame Mireille ANDRE,

Monsieur Jean-Marc AUDOUIN (jusqu'à la
délibération n° 2022-228),
Monsieur Michel ROUX,
Madame Françoise LIBOUREL,

Monsieur Jean-Luc FOURRE,
Madame Annie GRELET,
Monsieur Dominique LUCQUIAUD,
Monsieur Cyrille BLATTES,
Monsieur Philippe ROUET (sauf pour les
délibérations n° 2022-242 et 2022-243),
Madame Christine MESLAND,
Monsieur Jean-Claude LANDREIN,
Madame Martine MIRANDE,
Madame Amanda LESPINASSE,
Madame Charlotte TOUSSAINT (sauf pour les
délibérations n° 2022-234 à 2022-236),
Monsieur Thierry BARON,
Monsieur Joël TERRIEN,
Monsieur François EHLINGER (jusqu'à la
délibération n° 2022-211),
Monsieur Laurent DAVIET,
Monsieur Jean-Philippe MACHON (Sauf pour les
délibérations n° 2022-229 et 2022-230),
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,
Monsieur Rémy CATROU,
Madame Florence BETIZEAU,
Madame Joëlle DUJARDIN

Madame Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU donne pouvoir à Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,
Madame Aurore DESCHAMPS donne pouvoir à Monsieur Jérôme GARDELLE,
Monsieur Gaby TOUZINAUD donne pouvoir à Monsieur Eric PANNAUD,
Mme Claudine BRUNETEAU donne pouvoir à Monsieur Francis GRELLIER,
Monsieur Alexandre GRENOT donne pouvoir à Monsieur Bruno DRAPRON (sauf pour les délibérations
n° 2022-249 à 2022-253),
Monsieur Ammar BERDAI donne pouvoir à Madame Marie-Line CHEMINADE,
Monsieur Philippe CREACHCADEC donne pouvoir à Mme Véronique ABELIN-DRAPRON,
Monsieur Pierre MAUDOUX donne pouvoir à Monsieur Jean-Philippe MACHON (sauf pour les délibérations
n° 2022-229 et 2022-230),
Madame Céline VIOLLET donne pouvoir à Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,
Monsieur Pierre HERVE donne pouvoir à Monsieur David MUSSEAU,
Mme Eliane TRAIN donne pouvoir à Madame Françoise LIBOUREL.

Mesdames et Messieurs Jean-Luc MARCHAIS (pour la délibération n° 2022-236), Jacki RAGONNEAUD, Philippe ROUET (pour les délibérations n° 2022-242 et 2022-243), Jean-Marc AUDOUIN (à partir de la délibération

n°2022-229), Renée BENCHIMOL-LAURIBE, Charles DELCROIX, Dominique DEREN, Pierre DIETZ, François EHLINGER (à partir de la délibération n°2022-212), Jean-Philippe MACHON (pour les délibérations n°2022-229 et 2022-230), Pierre MAUDOUX (pour les délibérations n°2022-229 et 2022-230), Véronique TORCHUT et Charlotte TOUSSAINT (pour les délibérations n°2022-234 à 2022-236) sont excusés.

Monsieur Jean-Luc FOURRE est désigné secrétaire de séance.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Président ouvre la séance de Conseil communautaire à 18h00, il procède à l'appel des élus présents et énonce les pouvoirs.

Madame Nathalie RODRIGUES remercie les élus de lui accorder l'occasion de présenter le rôle d'ENEDIS dans la sécurisation du passage de l'hiver 2022-2023. Elle travaille à la Direction territoriale en Charente-Maritime, et est l'interlocutrice privilégiée des collectivités locales.

ENEDIS est actuellement gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en France, sur 95% du territoire et la totalité de la Charente-Maritime. Elle est mobilisée auprès des pouvoirs publics et de RTE, le Réseau de Transport de l'Électricité, qui a la charge de l'équilibre entre l'offre et la demande d'électricité en France. ENEDIS a présenté une étude prévisionnelle pour l'hiver, avec une période de vigilance qui va s'étendre jusqu'à mars. Le système électrique est relativement tendu en ce moment. La situation de vulnérabilité est due d'abord à l'impact de la guerre en Ukraine. La France ne produit pas d'électricité avec du gaz, en revanche elle est interconnectée avec des pays qui procèdent ainsi, notamment l'Allemagne. Plusieurs réacteurs nucléaires sont à l'arrêt pour de la maintenance. De plus, le potentiel de production hydraulique est actuellement réduit du fait de la sécheresse de cet été.

Pour toutes ces raisons, une organisation est mise en place afin de pallier les manques d'électricité qui pourraient survenir cet hiver. Les axes de mobilisation au niveau de l'entreprise ENEDIS sont de lisser la courbe de charge, en supprimant les pics de consommation entre 12 heures et 14 heures. Cette mesure a déjà été mise en place et a permis de réduire les consommations électriques en France. Les heures creuses n'ont pas été modifiées, en revanche les impulsions pour que les ballons d'eau chaude se mettent en route à l'heure méridienne ont été supprimées. Parmi les actions qui pourraient être mises en place, il pourrait être envisagé de baisser la tension de 5% sur le réseau électrique, sans impact sur les particuliers. Seuls les gros industriels pourraient être impactés, et devoir régler leur matériel sensible. Le dernier recours serait les coupures exceptionnelles. Il s'agit de coupures maîtrisées, localisées et temporaires. L'objectif est d'éviter un black-out, c'est-à-dire un écrasement total du réseau électrique sur l'ensemble de la France.

Une courbe de charge classique présente un pic entre 8 heures et 13 heures, et entre 18 heures et 20 heures. Les clients concernés par les coupures ne sont pas réellement choisis, il s'agit des clients qui sont desservis par une même ligne électrique. Le réseau électrique comprend des postes sources, là où arrivent les lignes de réseaux de transport, où l'électricité est transformée pour passer en HTA (moyenne tension). A partir d'un poste source, des lignes moyenne tension desservent ensuite des postes de distribution publique, lesquels permettent de distribuer l'électricité en basse tension. Si RTE demande de limiter la consommation et de couper un certain nombre de clients, la coupure aura lieu sur l'ensemble d'un départ. Le déplacement physique d'un technicien n'est pas nécessaire, l'opération s'effectue à distance. Le réseau électrique est géré en permanence par des agences régionales de conduite. Au niveau de la région, cette agence est située à Poitiers. Le réseau est truffé d'installations qui permettent de le gérer à distance. En cas de problème, il est possible d'utiliser un autre poste source pour renvoyer l'électricité.

Une communication est effectuée sur le site Monecowatt, qui correspond en quelque sorte à la météo de l'électricité. Un code couleur indique la situation électrique. Lorsqu'il devient orange, des efforts sont nécessaires afin d'éviter d'avoir recours aux mesures présentées précédemment. A J-3 d'une journée annoncée rouge, des informations circuleront dans les médias. Une information ciblée sera également distribuée, et le rôle de la direction territoriale sera de prévenir les collectivités. Elle dispose des adresses mail des mairies et des coordonnées de la plupart des maires et des référents tempête. Les clients dont les compteurs sont supérieurs à 36 kVA seront également prévenus. Les interlocuteurs dont les coordonnées sont connues seront informés que ces points sont susceptibles d'être coupés trois jours plus tard. Les clients sensibles seront également prévenus, il s'agit des patients à haut risque vital. Sans accusé de réception de leur part, une visite à leur domicile pourra être envisagée afin de s'assurer qu'ils ont bien reçu l'information. Ce point est prévu dans le dispositif. Ils ont déjà été contactés afin de vérifier leurs coordonnées.

Si tous les efforts n'ont pas été suffisants et que les coupures exceptionnelles sont inévitables, à J-1 à partir de 17 heures, les communes et les adresses concernées seront disponibles. Elles seront visibles sur Monecowatt. En tapant une adresse, il sera possible de savoir si elle est concernée par une coupure exceptionnelle et sur quel créneau horaire. Les communes seront prévenues. Les coupures pourront intervenir entre 8 heures et 13 heures et entre 18 heures et 20 heures. Elles seront de deux heures maximum.

Le site Monecowatt peut être consulté sur ordinateur, une application a également été créée. Il est possible de s'inscrire pour recevoir une alerte en cas de signal orange ou rouge.

Monsieur Eric PANNAUD souhaite savoir si les coupures concerneront l'ensemble d'un poste source, ou si elles auront lieu à un niveau inférieur.

Madame Nathalie RODRIGUES répond que la coupure aura lieu à un niveau inférieur. Un poste source comprend un certain nombre de départs de lignes à moyenne tension. En cas de coupure, un seul départ sera coupé.

Monsieur Rémy CATROU déplore le fait qu'il ne soit plus question d'usagers de service public mais de clients. Un service public fonctionnerait peut-être mieux. Il rappelle que « Gouverner, c'est prévoir ». Si la gestion de la crise énergétique est la même que celle du Covid, il faut s'attendre à quelques déboires.

En l'absence de questions sur la présentation qui vient d'être faite, Monsieur le Président donne lecture des pouvoirs qu'il a reçus. Il indique que compte tenu des incidents électriques survenus au siège et du changement de lieu du Conseil Communautaire, et face à l'impossibilité de paramétrer l'ensemble des appareils des élus présents pour permettre le fonctionnement du dispositif de vote électronique, il sera nécessaire de voter à main levée pour cette séance.

UNE AGGLOMÉRATION DOTÉE DE SERVICES SUPPORTS ET RESSOURCES

FINANCES

2022-209. Budget Primitif 2023 - Budget Principal

Monsieur Philippe CALLAUD précise que l'énergie va largement alimenter le budget 2023. L'établissement de ce dernier a été particulièrement difficile. L'inflation a progressé comme jamais depuis 35 ans en France, et notamment sur le territoire. Cette inflation a bien sûr eu des conséquences, tant sur les recettes que sur les dépenses, et sur le fonctionnement comme sur les investissements. Chacun a pu constater que les collectivités locales sont en grand danger. La CDA de Saintes est parvenue à soumettre un budget équilibré, malgré toutes ces contraintes. Elle a notamment pu faire glisser certains investissements, afin de compenser les deux millions d'euros perdus en auto-financement. L'intercommunalité montre toute sa pertinence sur le territoire. Elle intervient en complément des 36 communes qui la composent pour l'accueil des entreprises, pour l'éducation, pour les piscines, pour le tourisme, pour l'habitat, pour l'économie, pour le PLUI, pour la Flow vélo, et pour bien d'autres aspects encore.

Pour la première fois, le budget est voté en décembre. L'idée est que le budget s'applique sur l'année civile du 1^{er} janvier au 31 décembre, plutôt que de devoir voter sans cesse des avances. Une grande partie des recettes liées à la taxe d'habitation a disparu. A compter de 2023, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) va également disparaître à hauteur de 50%. Une partie de la TVA nationale viendra en remplacement. L'État communique les informations locales de plus en plus tard, et ses dotations ne varient pratiquement plus. Il sera donc plus facile pour les services de suivre l'exécution de leur mission, avec un budget opérationnel à compter du 1^{er} janvier 2023. Enfin, lorsque le compte administratif et la TVA perçue par l'État en 2022 seront définitifs, il sera possible d'ajuster les chiffres en cours d'année.

Les dépenses se sont envolées de deux millions d'euros, et l'énergie n'y est pas étrangère. Le diagramme montre que le virement à la section d'investissement, soit l'autofinancement de la CDA, est de 333 051 euros. Il était de 2,8 millions l'an dernier. Les charges à caractère général passent de 5,409 millions à 6,119 millions, soit 600 000 euros supplémentaires. L'augmentation du coût de l'énergie pour les piscines et les centres de loisirs explique ces chiffres. En ce qui concerne les dépenses de personnel, il apparaît nécessaire d'augmenter le personnel en période d'inflation. D'un point de vue budgétaire, elles représentent 18,947 millions en 2021, 19,912 millions en 2022 et 20,940 millions au BP 2023, soit deux millions de plus en deux années.

Au niveau des autres charges de gestion, les subventions aux associations représentent 2 083 000 euros. Malgré les contraintes, l'exécutif de la CDA a tenu à maintenir l'effort auprès des associations, qui constituent les forces vives du territoire. Elles subissent déjà fortement les augmentations mentionnées.

Les chapitres 14 et 67 ne présentent pas de particularités, hormis un bond concernant le reversement de la taxe de séjour à l'Office de Tourisme. Le territoire attire de plus en plus de touristes, et un effort a été réalisé sur ce point.

La subvention au budget des transports correspond habituellement à 800 000 euros. Cette année, du fait du coût de l'énergie et des matières premières, le budget nécessite 400 000 euros supplémentaires. La subvention d'équilibre s'établira donc à 1,2 million.

Les recettes de fonctionnement de 34,778 millions constituent une bonne nouvelle. Elles s'expliquent par la TVA nationale, qui est assise sur les prix. Elle augmente donc en même temps que ceux-ci. Les recettes n'étaient que de 33 millions l'an dernier.

Le produit des impôts s'élève à 22,375 millions. La fraction de TVA qui apparaît vise à compenser la taxe d'habitation qui a été supprimée. Une fraction supplémentaire est destinée à compenser la CVAE à partir du 1^{er} janvier.

Les produits des services représentent 3,6 millions, contre 3,4 millions l'an dernier. Des ressources propres sont nécessaires afin d'équilibrer le budget.

Les dotations et subventions n'appellent pas de commentaires particuliers, avec un niveau de 7,7 millions assez semblable à celui de l'année précédente.

Au niveau de l'investissement, un important travail a été mené avec l'ensemble des élus de l'exécutif. Lorsque l'autofinancement diminue, il est nécessaire d'investir un peu moins. Il était prévu d'investir 14,513 millions l'an dernier, et 12,945 millions sont prévus cette année. Le manque d'autofinancement doit être compensé. Une ligne de 500 000 euros s'intitule « neutralisation d'amortissement sur les subventions d'équipement ». Il s'agit de dépenses d'investissement passées en recettes de fonctionnement. Ce procédé budgétaire permet d'équilibrer le budget. La CDA y a recours pour la première fois.

Le budget se répartit entre les éléments du triptyque qui définit la CDA. En ce qui concerne l'Agglomération attractive et innovante, 4 millions sont dédiés à la requalification des zones d'activités économiques, aux réserves foncières, aux subventions, à l'immobilier d'entreprise et aux projets de développement économique. Développer le tourisme contribue également à développer l'économie, au travers des itinéraires de randonnée, des porteurs de projets touristiques, de la Flow vélo et de l'achèvement des Aqueducs. Ensuite, 3,745 euros sont consacrés à l'Agglomération solidaire et proche de ses habitants. Cette partie concerne les écoles, la politique de la ville à travers la mission locale, la préservation du patrimoine et l'équipement du territoire. Enfin, le dernier point concerne la transition énergétique au travers du développement des énergies durables, de la préservation des espaces naturels et de la Maison du Vélo.

Les recettes d'investissement sont égales aux dépenses, et sont équilibrées grâce à l'emprunt prévisionnel. Il ne sera sans doute pas nécessaire d'en mobiliser la totalité, le réalisé ne correspondant pas au prévisionnel. Le souhait est néanmoins que la Communauté continue à investir comme par le passé.

Monsieur Rémy CATROU considère qu'établir un budget n'est pas tant un exercice technique qu'un exercice politique. La politique s'adapte au contexte. Il ne votera pas ce budget, dont il ne parvient pas à déterminer les priorités. Une adaptation à la situation a eu lieu, et l'exercice budgétaire effectué est certainement correct et sincère. Le budget est à l'équilibre, mais il ne prend pas d'orientations politiques fermes. Les problématiques sociales et écologiques sont importantes, et elles devraient apparaître dans le budget. Ensuite, la remarque concernant la TVA prête à discussion. La TVA est l'impôt le plus injuste qui existe. Avec l'inflation qui augmente, ce sont les consommateurs qui paient toujours plus. Chacun est concerné, il n'existe pas d'exemption d'impôt pour les plus faibles revenus. La marque territoriale n'est pas clairement définie non plus, et les 50 000 euros qui lui sont consacrés pourraient constituer une économie. Enfin, la communication coûte plus cher que les fournitures scolaires. Il pourrait être intéressant d'indiquer des priorités.

Monsieur le Président souligne que les priorités ont été définies assez clairement dans le cadre du DOB. Le choix d'une Agglomération qui investit, en particulier dans le développement durable et la transition écologique, a été effectué. L'Agglomération est la seule à avoir mis en place ce dispositif pour l'école, et elle peut s'en féliciter. Pour ce qui est de la communication, il est nécessaire de montrer les actions entreprises. En ce qui concerne la marque de territoire, elle fait partie de l'attractivité du territoire. Il est nécessaire d'attirer celles et ceux qui feront la richesse du territoire de demain. Le DOB avait permis de rentrer suffisamment dans le détail, même si chacun n'est pas forcément d'accord avec les orientations prises.

Monsieur Philippe CALLAUD considère que ce budget est technique, mais qu'il est surtout très politique. Il comporte des engagements en matière d'investissement, de la solidarité envers les habitants, notamment les jeunes, ainsi qu'un engagement en matière d'écologie et de transition énergétique. Il s'agit de mesures politiques. Un troisième aspect concerne le développement économique, l'accueil des entreprises et le développement des réserves foncières. Il s'agit à nouveau de mesures politiques, le développement économique correspond à l'activité et à l'emploi.

Monsieur le Président précise qu'à Saintes, le budget dédié à l'éducation représente 19 millions d'euros. Peu de communautés disposent de la compétence éducation, et l'intercommunalité peut se féliciter du service qu'elle rend à ses écoliers et à ses écoles.

Monsieur Rémy CATROU n'a rien à redire sur ce point, il considère que les dépenses destinées aux écoles ne sont jamais superflues. Il n'empêche que de son point de vue, la construction du budget aurait été davantage politique si les objectifs affichés à la fin l'avaient été en premier. L'équilibre budgétaire est d'abord présenté. Il est certes obligatoire, mais les engagements ne semblent pas à la hauteur des enjeux.

Monsieur Jean-Philippe MACHON reprend un commentaire qu'il avait effectué, et qui rejoint celui de Monsieur CATROU, concernant les priorités. Ces priorités auraient été exposées lors du DOB. Au vu de la situation financière de la fin de l'année 2022, des choix étaient nécessaires, ce qui constitue toujours un exercice difficile, dans une conjoncture de forte augmentation des dépenses. Le mandat précédent a dû faire face à une baisse des dotations de l'État. Dans un cas comme dans l'autre, la première action à mener est de mettre en place un plan d'économies. Ce plan d'économies n'est pas clairement exprimé, et l'inflation des dépenses comme les dépenses d'études ou de cabinet se poursuit, là où il est normalement relativement facile de couper rapidement dans les dépenses de manière à équilibrer les comptes. Aucune projection d'Excédent Brut d'Exploitation ou de résultat n'est présentée. Ce budget soulève beaucoup de questions et de doutes quant à sa crédibilité. Il manque de clarté quant à la projection de 2023.

Monsieur Philippe CALLAUD explique que des démarches d'économie ont d'ores et déjà été entamées. Ainsi, en ce qui concerne l'électricité, une personne a été invitée pour exposer le problème. Les charges sont diminuées au maximum afin de permettre à l'Agglomération de vivre. Certaines collectivités sont en péril, tandis que des communes ne peuvent que très difficilement boucler leur budget et risquent de se retrouver rapidement sous tutelle. La loi de finance prévoit d'aider les collectivités. La lettre a déjà été envoyée afin d'obtenir les subsides de l'État, toutefois la CDA veille à équiper le territoire par des investissements ambitieux, même s'ils ont été réduits. Le budget continue d'être équilibré afin de fonctionner normalement, avec un budget de fonctionnement de 33 millions d'euros.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2023 s'inscrit dans le cadre du Rapport d'Orientations Budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 15 novembre dernier, conformément à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Budget Principal de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L.2312-3 et R.2312-1.

Plusieurs activités sont gérées sous forme de budgets annexes ; leur vote est proposé par chapitre.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au 15 avril 2023 (article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire opérations réelles et opérations d'ordre.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2023-188 du Conseil Communautaire en date du 15 novembre 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2023 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget principal repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 15 novembre 2022 et les derniers ajustements budgétaires.

A. SECTION DE FONCTIONNEMENT

Celle-ci s'équilibre à 34 778 821 €, soit :

Dépenses		BP 2022	BP 2023
011	Charges à caractère général	5 409 667,50 €	6 119 532,59 €
012	Charges de personnel	19 912 000,00 €	20 940 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	3 670 779,05 €	3 489 324,40 €
66	Charges financières	62 104,55 €	59 037,00 €
67	Charges exceptionnelles	800 000,00 €	800 000,00 €
67	RESERVE	8 308 071,78 €	
67	Charges exceptionnelles	17 350,00 €	22 800,00 €
014	Atténuation de produits	1 557 652,00 €	1 647 652,00 €
022	Dépenses imprévues	300 000,00 €	
023	Virement à la section d'investissement	2 852 958,63 €	333 051,01 €
042	opérations d'ordre Amort (art 6811)	1 303 000,00 €	1 334 497,00 €
042	opérations d'ordre études (art 6812)	38 230,00 €	32 927,00 €
		44 231 813,51 €	34 778 821,00 €

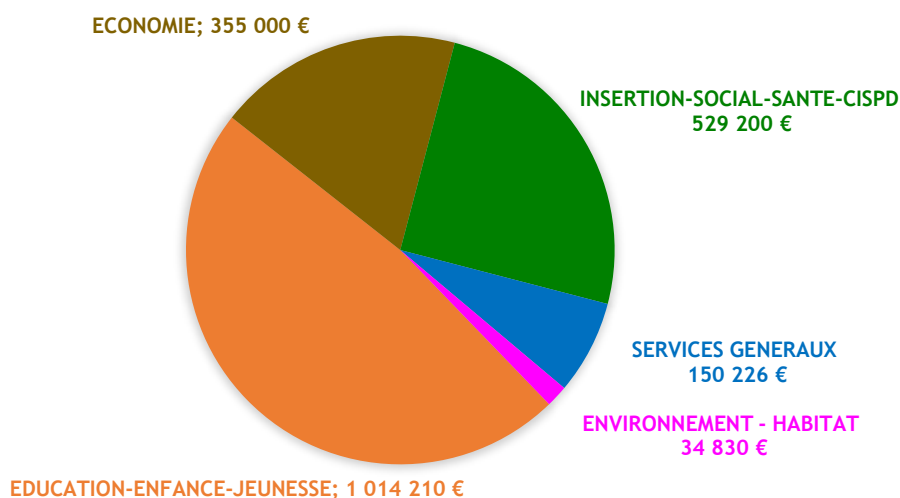
Recettes		BP 2022	BP 2023
70	Produits des services	3 485 093,00 €	3 681 275,00 €
73	Impôts et taxes	21 242 455,00 €	22 375 258,00 €
74	Dotations, subventions...	7 938 614,00 €	7 736 937,00 €
75	Autres produits de gestion courante	112 860,00 €	158 767,00 €
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels	170 000,00 €	170 000,00 €
78	Reprise sur provisions		
013	Atténuation de charges	100 000,00 €	100 000,00 €
042	Neutralisation amortissements (art 204)		500 000,00 €
042	opérations d'ordre subv amort (art 777)	57 000,00 €	56 584,00 €
042	opérations d'ordre (art 791)		
002	Excédent de fonctionnement reporté	11 125 791,51 €	
		44 231 813,51 €	34 778 821,00 €

1. Les dépenses comprennent :

- **Les charges à caractère général - chapitre 011 - s'établissent à 6 119 532,59 € et se répartissent essentiellement comme suit :**
 - **Habitat :** 203 898 € dont 188 148 € pour le suivi de l'animation de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de rénovation urbaine (OPAH-RU) ;
 - **Développement économique** dont 33 240 € soit 11 240 € au titre de la cotisation à l'association « Initiative Charente-Maritime, 10 000 € pour la cotisation à l'association « Ferrocampus » et 12 000 € pour le renouvellement de la convention d'accompagnement de la CRESS (Chambre Régional de l'Economie Sociale et Solidaire) Nouvelle Aquitaine ;
 - **Social - Santé - Insertion - Gens du voyage :** 151 300 € dont 102 000 € pour les contrats de gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage (GDV) ; 15 000 € pour la collecte des ordures ménagères des GDV ; 11 500 € de diverses prestations de services pour intervenants SISM, (Semaines d'Information sur la Santé Mentale), formation PSSM (Premiers Secours en Santé Mentale) et « Octobre Rose » ; 4 500 € de frais de nettoyage liés aux GDV ; 4 500 € pour les PAD (Points d'accès aux droits) ; 3 000 € d'interventions diverses liées également aux GDV et 3 000 € au titre du CDV (Contrat de Ville) ;
 - **Travaux :** 384 700 €. Il s'agit des différents contrats de maintenance (administration générale, nouveau siège de la CDA, agences postales, crèches, GDV) pour 50 000 € ; des fluides de manière globale (eau-électricité-gaz) pour 221 000 € (89 830 € au BP 2022). L'entretien des bâtiments est inscrit pour 38 200 € ; l'entretien des véhicules pour 20 000 € ; l'entretien des terrains pour 19 800 € ; les frais de déménagement pour 2 000 € et les travaux de voirie pour 1 500 €.

- Finances : 39 010 €, soit 13 900 € de fournitures administratives, 10 110 € pour les adhésions à l'Association des Maires de France (AMF) et l'Association Des Communautés de France (ADCF), et 15 000 € pour le Pacte Financier ;
- Environnement : 52 100 €, soit 45 000 € pour les actions liées à la démarche TEPOS -Réseau des Territoires à Energie Positive- (actions d'accompagnement des projets économiques en faveur des produits locaux, conventions avec la Chambre d'Agriculture) et 7 100 € pour diverses adhésions ;
- Education : 2 245 775 € dont l'alimentation 1 195 550 € dédiée à la restauration scolaire, aux centres de loisirs, aux accueils périscolaires, aux crèches et aux haltes garderies. S'ajoutent à cette enveloppe :
 - les fournitures scolaires (226 700 €) ;
 - les différents contrats de prestations de services (71 800 €) ;
 - les produits d'entretien pour les différents sites (129 450 €) ;
 - le transport collectif à l'occasion des sorties sportives et autres objets (93 050 €) ;
 - les fournitures de petit équipement (48 100 €) ;
- Ressources humaines : 334 000 €, dont la formation des agents en lien avec le plan de formation pour 100 700 €, les frais de prévention des Risques Psycho-Sociaux (FOCSIE) pour 19 500 €, les frais de déplacements professionnels des agents hors éducation pour 51 000 €, les frais de mise à disposition de 2 places multi-accueil pour le personnel communautaire (UDAF) pour 22 000 €, les honoraires d'avocats pour 20 000 €, la fourniture de masques afin de lutter contre le Covid pour 5 000 € ;
- Communication : 295 368,59 € dont 109 200 € pour les différents supports de communication (Esprit d'agglo- supports de communication pour les services- supports pour des événements grand public) ; 50 000 € pour la Marque Territoriale ; 35 000 € pour les vœux aux agents et institutionnels ; 32 718,59 € pour les réseaux sociaux et la refonte des sites internet ; 22 700 € pour les frais d'affranchissement ; 20 000 € pour les reportages photos et vidéos : 15 000 € pour la participation aux foires et salons ; 4 550 € pour les annonces et insertions auprès des différents médias.
- Direction générale : 70 500 € dont le carburant des véhicules de service (22 500 €), l'affranchissement (32 500 €) ;
- Informatique : 357 129 € dont la maintenance des outils informatiques pour 232 492 €, la téléphonie pour 104 490 €, la fourniture de petit équipement pour 4 300 € ;
- Piscines : 801 220 € dont les fluides pour 607 400 € (369 400 € au BP de 2022...), les contrats de maintenance, d'entretien et de contrôles pour 50 550 € ; les produits d'entretien pour 8 500 € et l'entretien des bâtiments pour 39 300 € ; 34 600 € pour la fourniture de petits équipements et 18 300 € pour la fourniture des produits de traitements.
- Espaces naturels-randonnées : 470 598 € dont 200 000 € pour la gestion des réseaux pluvial et unitaire de Saintes avec Véolia, 15 000 € pour la réhabilitation de cheminements historiques de la CDCPS, 10 000 € pour la régularisation des populations de ragondins en liaison avec la FREDON de Charente Maritime, ainsi que les abonnements auprès de la FREDON, 9 000 € pour les études et prestations Natura 2000, 70 000 € pour l'entretien du réseau hors contrat Véolia, 30 000 € pour l'entretien des équipements hors réseaux (bassins, notamment), 18 000 € pour l'installation de 20 planimètres, 6 000 € pour l'acquisition de bornes pour la restauration de cheminements historiques, 10 000 € pour l'entretien du cheminement « vélo du Coran », 15 000 € pour l'entretien de la « Flow vélo », 35 000 € pour l'étude hydrogéologique du marais de l'Anglade ;
- Projet de territoire-politiques contractuelles 3 350 € soit 750 € d'adhésion à la Commission Nationale de Coopération Décentralisée (CNCD) et 2 600 € de prestations dans le cadre de l'élaboration des contributions ;
- Affaires juridiques : 230 041 € dont les assurances (70 455 €), les locations immobilières (27 120 €), les charges locatives et de copropriété (12 000 €), les taxes foncières (36 445 €), la documentation (15 064 €), la prestation de service de la ville de Saintes pour les marchés publics (25 000 €), les honoraires, frais d'actes et de contentieux (10 000 €), les frais d'insertion occasionnés lors du lancement de consultations de marchés publics (20 000 €) ;
- Fonctionnement des zones d'activités : 294 000 €, soit 213 000 € pour l'entretien de la voirie et des espaces verts, 37 000 € de prestations refacturées par les communes, et 44 000 € de frais d'électricité (+30 % par rapport à 2022) ;

- *Tourisme : 108 000 €, dont 51 000 € pour l'organisation des 4 « Echappées Rurales », 18 000 € pour « Explore Cognac », 15 400 € pour « l'escapade Fleuve Charente », 10 000 € pour le « Pass Angoulême-Cognac-Saintes », 2 700 € pour les droits d'auteurs.*
- **Les dépenses de personnel - chapitre 012- s'établissent à 20 940 000,00 €.**
Pour mémoire, les dépenses de personnel s'élevaient à la somme de 19 912 000 € au budget primitif 2022, ce qui représente une augmentation de 1 028 000 €, soit + 5,16 % par rapport au budget primitif de 2022.
Les principaux postes de cette augmentation sont les suivants :
 - + 600 000 € pour l'évolution du point d'indice et du SMIVC, soit 58,37 % de l'écart entre 2022 et 2023 ;
 - + 160 000 € au titre du GVT (Glissement-Vieillesse-Technicité), soit 15,56 % de l'écart ;
 - + 140 000 € au titre de la déprécarisation d'une partie du personnel, soit 13,62 % de l'écart ;
 - + 106 000 € pour l'harmonisation du CIA (Complément Indemnitaire Annuel), soit 10,31 % de l'écart.
- **Les atténuations de produits - chapitre 014 - s'établissent à 1 647 652,00 €** et comprennent le versement de l'attribution de compensation de fonctionnement à certaines communes pour 1 273 020 €, le fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) pour 124 632 € et le reversement à l'EPIC tourisme de la taxe de séjour pour 250 000 €.
- **Les autres charges de gestion courante - chapitre 65 - s'établissent à 3 489 324,40 €** et se répartissent comme suit :
 - 2 083 466 € pour l'enveloppe des subventions versées aux associations (compte 6574) dont la répartition par domaine d'intervention est la suivante :



- 420 000 € pour les indemnités des élus et les charges associées ;
- 420 000 € de dotation versée à l'EPIC tourisme, soit 395 000 € de subvention et 25 000 € au titre du dispositif de soutien aux animations touristiques. Cette dotation est complétée par le reversement de la taxe de séjour estimée à 250 000 € pour l'année comme indiqué ci-dessus ;
- 444 823 € pour les participations (compte 65548) versées par la Communauté d'Agglomération de Saintes, soit 319 987 € pour la participation au Pays de Saintonge Romane, 98 836 € pour les différents syndicats en lien avec la compétence GEMAPI, 17 000 € pour le Syndicat Intercantonal des Personnes Agées et Retraitées (SIPAR) de Burie et 9 000 € pour SOLURIS ;
- 90 035 € pour le renouvellement des licences informatiques ;
- 30 000 € pour les éventuelles admissions en non-valeur et créances éteintes.

- **Les charges financières - chapitre 66 - s'établissent à 59 037 €** et concernent les intérêts des emprunts contractés.
- **Les charges exceptionnelles - chapitre 67 - s'établissent à 822 800 €** et comprennent, pour l'essentiel, la subvention prévisionnelle au budget annexe Transports et mobilité pour 800 000 € ainsi que des annulations de titres émis sur des exercices antérieurs pour 16 300 €.
- **Les opérations d'ordre de transferts entre sections - chapitre 042 - s'établissent à 1 367 424 €,** soit 1 334 497 € au titre des dotations aux amortissements portant sur les biens acquis antérieurement et 32 927 € pour l'amortissement de frais d'études et des charges liées à la crise sanitaire.

2. Les recettes comprennent :

- **Les atténuations de charges - chapitre 013- s'établissent à 100 000 €**
 - Celles-ci correspondent à des remboursements et notamment les indemnités journalières et décharges syndicales.
- **Les produits des services - chapitre 70- s'établissent à 3 681 275 € dont, pour l'essentiel :**
 - 2 650 500 € de recettes pour la direction « Education -Enfance-Jeunesse, dont : la restauration scolaire (1 617 000 €), les accueils périscolaires (462 000 €), les centres de loisirs et des animations vacances (242 000 €), les structures de petite enfance (249 000 €) ;
 - 491 226 € de recettes attendues sur les trois piscines ;
 - 526 041 € de remboursement de charges de personnel dont, par le budget annexe « transports urbains et mobilité » pour 55 618 € et par le budget annexe « Régie des déchets » pour 154 635 €, les pompes funèbres de Saintonge pour 37 000 €, la commune de Saintes pour les missions portées par la Communauté d'Agglomération de Saintes dans le cadre du règlement général de protection des données (RGPD) pour 48 650 €, la participation de la Communauté de communes « Canton de Gémovac » au coût des postes de chargés de missions dans le domaine de la santé pour 7 100 €, la prestation informatique rendue par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la ville de Saintes et au CCAS de Saintes pour 238 800 €.
- **Les impôts et taxes - chapitre 73- s'établissent à 22 375 258 €**

NB : les éléments officiels n'ont pas été communiqués, à ce jour, par l'administration fiscale.

Ce chapitre se compose des recettes fiscales prévisionnelles suivantes :

- La cotisation foncière des entreprises (CFE), la taxe d'habitation (TH) sur les résidences secondaires, la taxe sur le foncier non bâti (TFNB) et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti (taxe additionnelle sur FNB) pour 5 856 741 € (art 73111 et art 7318) ;
- La fraction de TVA destinée à compenser la taxe d'habitation ainsi que la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) qui disparaît en 2023, s'élève, pour sa part, à 11 048 202 € (art 7382) ;
- La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) est estimée à 1 097 647 € (art 73113) ;
- Les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) sont estimées à 827 444 € (art 73114) ;
- Les attributions de compensation reversées par les communes pour 1 939 266 € (art 73 211) ;

- *La taxe locale sur les publicités extérieures (TLPE) pour 350 000 € (art 7368) et la taxe de séjour pour 250 000 € (art 7362) ;*
- *La taxe GEMAPI : 268 573 € (art 7346) ;*
- *Le Fonds National de Péréquation sur les recettes Intercommunales et Communes (FPIC) pour 737 385 € (art 73223).*

• **Les dotations et participations - chapitre 74- s'établissent à 7 736 937 €**

Ce chapitre se compose pour l'essentiel des recettes prévisionnelles suivantes :

- *1 711 905 € pour la dotation d'intercommunalité (art 74124) ;*
- *2 554 549 € pour la dotation de compensation des groupements de communes (art 74126) ;*
- *38 423 € pour la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (art 748313) ;*
- *556 434 € de compensation au titre de la Contribution Economique Territoriale (CVAE et CFE) - (art 74833) ;*
- *2 875 626 € de subventions diverses dont :*
 - ✓ *30 000 € de l'ARS pour le Contrat Local de Santé (CLS) ;*
 - ✓ *68 040 € de la Région dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) plateformes de la rénovation énergétique ;*
 - ✓ *43 652 € de subvention Leader au titre de l'étude PAT ;*
 - ✓ *27 016 € de l'ANAH pour poste ingénierie CDA OPAH RU ;*
 - ✓ *169 118 € de l'ANAH et de la Banque des Territoires pour le suivi-animation OPAH-RU ;*
 - ✓ *90 000 € pour le Campus Connecté ;*
 - ✓ *655 300 € de la CAF pour le Contrat Enfance Jeunesse 2018-2022 ;*
 - ✓ *20 000 € de prestations MSA pour la petite enfance ;*
 - ✓ *180 000 € de la CAF pour la Prestation de Service Ordinaire Petite Enfance ;*
 - ✓ *92 000 € de la CAF pour la Prestation de Service Ordinaire accueil périscolaire ;*
 - ✓ *40 500 € de la CAF pour la Prestation de Service Ordinaire ALSH versée en fonction de la fréquentation ;*
 - ✓ *460 000 € de la CAF pour la Prestation de Service Unique Petite Enfance ;*
 - ✓ *50 000 € de la CAF pour la Prestation de Service RAM ;*
 - ✓ *226 000 € de la CAF pour la Prestation de Service Ordinaire accueil périscolaire ;*
 - ✓ *45 000 € pour l'aire d'accueil des Gens du Voyage et 45 000 € pour les terrains familiaux ;*
 - ✓ *18 700 € de l'ADEME pour Cit'ergie ;*

- ✓ 50 000 € de l'Etat pour le Programme de Réussite Educative (PRE) ;
- ✓ 308 000 € pour le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2018-2022 ;
- ✓ 15 000 € de participation du département pour le fonctionnement des RAM ;
- ✓ 32 000 € de subvention exceptionnelle de la CAF pour l'accueil des enfants handicapés sur le temps périscolaire et extrascolaire ;
- ✓ 25 000 € de la CDC pour les conseillers numériques ;
- ✓ 30 000 € pour l'espace France Services ;
- ✓ Enfin, 45 000 € de l'Etat et de l'Union Européenne pour le plan Natura 2000.

- **Les autres produits de gestion courante - chapitre 75- s'établissent à 112 860 €** correspondant à la redevance versée par les Pompes Funèbres de Saintonge dans le cadre de la délégation de service public (DSP).
- **Les produits exceptionnels -chapitre 77- s'établissent à 170 000 €** et concernent principalement la réinscription des versements de l'assurance en lien avec les désordres constatés au Centre Aquatique Aquarelle.
- **Les opérations d'ordre de transferts entre sections -chapitre 042- s'établissent à 556 584 €, soit 500 000 € au titre de la neutralisation totale des amortissements des subventions d'équipement versées, et 56 584 € pour l'amortissement des subventions pour 2023.**

B. SECTION D'INVESTISSEMENT

Celle-ci s'équilibre à 12 945 837,00 €, soit :

Dépenses		BP 2022	BP 2023
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	837 035,00 €	1 181 220,00 €
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	1 319 200,00 €	1 610 000,00 €
21	Autres immobilisations corporelles (hors opérations)	1 000 000,00 €	860 750,00 €
26	Capital		37 000,00 €
	Total des opérations d'équipement	8 234 978,55 €	8 388 883,00 €
27	Immobilisations financières	5 000,00 €	5 000,00 €
4581	4581497 - MO Ecole St Césaire		
041	Opérations patrimoniales		
040	Opérations d'ordre 13912-13918	57 000,00 €	56 584,00 €
040	Neutralisation amortissements subventions équipement versées-art204		500 000,00 €
16	Emprunts et dettes	296 800,00 €	306 400,00 €
020	Dépenses imprévues		
A	REPORTS	2 763 739,66 €	
		14 513 753,21 €	12 945 837,00 €

Recettes		BP 2022	BP 2023
10	Dotation, fonds divers FCTVA	1 021 955,00 €	1 060 000,00 €
13	Subvention d'investissement	2 800 516,23 €	2 371 852,23 €

16	Emprunts et dettes assimilées	800 000,00 €	7 698 613,76 €
16	Caution 165	2 500,00 €	3 000,00 €
27	Autres immobilisations financières	141 897,00 €	111 896,00 €
040	Étalement études + covid 4818-4815	38 230,00 €	
040	Amortissements	1 303 000,00 €	1 367 424,00 €
041	Opérations patrimoniales		
021	Virement de la section de fonctionnement	2 852 958,63 €	333 051,01 €
024	Cession d'immobilisations		
4582	4582497 MO St Césaire		
001	Excédent d'investissement reporté	3 367 965,07 €	
	REPORTS		
		15 613 302,28 €	12 945 837,00 €

1. Les dépenses comprennent, pour l'essentiel :

- **Des opérations en lien avec des autorisations de programme (AP) : 1 533 796 €.**

Autorisations de programme	Budget 2023	Commentaires	Numéro Opé
PLH 2017-2022	300 000 €	Logements sociaux	488
	700 000 €	Aides logement : OPAH-RU : aides aux travaux	489
	20 000 €	Soutien accession propriété centres bourgs	490
PLUi	263 796 €	Etudes Frais de procédure Assistance juridique	505
Développement des énergies renouvelables	250 000 €	Investissements projets ENR	506

- **Des opérations hors autorisations de programme (AP) : 6 855 087 € dont :**

Numéro Opé	Opérations	Budget 2023	Commentaires
385	Matériel et mobilier : écoles - restaurants scolaires- crèches	380 200 €	Travaux micro-crèche, extension de la passerelle, menuiseries phase 3 « 1-2-3 soleil », achats de mobiliers
461	ACQUEDUC	1 571 000 €	

474	Matériel informatique	294 109 €	171 459 € : logiciels 122 650 € : matériels informatiques
475	Matériel pour piscines	127 500 €	Matériels divers
477	Hydraulique	530 000 €	Désenvasement Charente GEMAPI Etang de la brèche
482	Itinéraires randonnées	67 000 €	Accès et sécurisation point d'accueil itinéraire canoé Balisage boucle des aqueducs
504	ZA Les Charriers - Bassin Versant (BV 7)	2 000 878 €	Etude et travaux
507	Nouvelle piscine	150 000 €	Etude de programmation et diagnostic de dépollution
563	La Mission Locale	460 000 €	Etudes et maîtrise d'œuvre (MO)
566	FLOW VÉLO	730 000 €	Halte, Goulebenèze à Burie
594	Requalification des ZAE	62 400 €	Eudes de programmation
596	Soutien équilibre logement social	14 000 €	
662	Réserve foncière	368 000 €	358 000 € : acquisitions de terrains, dont : parking Pidou-Aquarelle, parking aqueduc-Vénérand, bassin de rétention Les Charriers, ZAE Champs Breuillet, ZAE Les Marronniers. 10 000 € : frais d'acquisitions
700	La Maison du Vélo	100 000 €	Etudes de Maitrise d'œuvre (MO)

- **Des investissements hors opérations : 1 181 220 € dont :**

80 000 €	Etude pour révision PLH
210 000 €	Etudes diverses : Mission Locale, Office de Tourisme, Aire des grands passages, Pôle Multimodal, schéma de développement touristique
720 000 €	Espaces naturels : Plan de Corp de rue simplifié, schéma directeur des eaux pluviales urbaines, réalisation des inventaires des ZH pour le PLUi
171 220 €	Poursuite procédure PLUi
800 000 €	Subventions aux entreprises
320 000 €	Fonds de concours élargi aux communes

286 000 €	Espaces naturels : fonds de concours EPU, travaux en liaison avec Eaux17, contrat de fleuve
200 000 €	Subventions aux porteurs de projets touristiques
50 000 €	Politique de la Ville : matériel et travaux
315 000 €	Divers travaux et fournitures : réfection toiture et travaux du stand de tir, travaux immeuble Tombouctou, mobilier complémentaire / accueil / barrière entrée du nouveau siège, achat véhicule électrique et signalisation touristique
12 250 €	Support com, stand ...
405 000 €	Réalisation d'investissement des réseaux EPU
75 000 €	Fonctionnement ZAC : réfection entrée zone des coteaux et impasse du champ de tir, modernisation éclairage

- Le remboursement du capital de la dette s'élève à 306 400 €.
- L'amortissement de subventions d'équipement pour 556 584 €, soit 500 000 € pour la neutralisation totale des amortissements des subventions d'équipement versées, et 56 584 € pour l'amortissement des subventions pour 2023.

2. Les recettes comprennent :

- 1 060 000 € de remboursements du Fonds de Compensation de la TVA ;
- 1 367 424 € de dotation aux amortissements ;
- 2 371 852 € de subventions d'investissement suivantes :
 - Attributions de compensation : 333 818 € ;
 - Subventions de l'Etat : 221 044 ;
 - Subventions de la Région : 250 000 € ;
 - Subventions du Département : 574 196 € ;
 - Dotation d'équipement des territoires : 308 694 € ;
 - Dotation de soutien à l'investissement : 321 100 € ;
 - Fonds de concours EPU des communes vers la CDA : 150 000 € ;
 - Subvention de l'agence de l'eau pour l'inventaire des zones humides : 213 000 €.
- 111 896 € au titre des autres immobilisations financières, soit :
 - Cession d'immeuble à la commune de Burie : 63 413 € ;
 - Remboursements des budgets annexes : 43 483 € ;
 - Dépôts et cautionnements versés : 10 000 € (soit 2 cautions à 5 000 €).
- 333 051 € de virement de la section de fonctionnement ;
- 3 000 € de remboursement de caution bancaire ;
- La section d'investissement s'équilibre par un emprunt prévisionnel de 7 698 614 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter le budget primitif 2023 du Budget principal par nature, au niveau du chapitre, pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou « par opération » pour la section d'investissement.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 7 Voix contre (Mme Florence BETIZEAU, M. Rémy CATROU, M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET et M. Michel ROUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-210. Budget Primitif 2023 - Budget annexe Régie des déchets

Monsieur Jérôme GARDELLE déclare que ce budget est marqué par la même dynamique de dépenses que le budget général. Les impacts se font sentir au niveau de l'activité, notamment en ce qui concerne les carburants et les achats de matériaux.

La projection sur 2023 fait apparaître une évolution des charges à caractère général. Le chapitre 11 s'élèvera ainsi à 1 552 123 euros. Les charges de personnel vont augmenter d'environ 90 000 euros, du fait principalement de la revalorisation des points d'indice intervenue en cours d'année 2022. Les autres charges de gestion, dont la contribution CYCLAD, évoluent d'environ 150 000 euros. Cette contribution sert à financer le traitement des déchets. Au niveau des autres charges de gestion courante, 100 000 euros ont également été identifiés sur les admissions en non-valeur.

Les recettes d'exploitation sont essentiellement constituées de la redevance. Quelques recettes supplémentaires, comme la contribution hôpital, et quelques financements au niveau des déchèteries les complètent. Des subventions par les éco-organismes s'élèvent à 38 000 euros. Le budget de fonctionnement s'équilibrerait à 8 643 152 euros.

En ce qui concerne l'investissement, la liste des projets d'achats est présentée. Le matériel roulant représente 655 000 euros. Les travaux de modernisation des déchèteries seraient poursuivis à hauteur de 220 000 euros. La période de travail pour la nouvelle déchèterie Sud sera entamée, avec 121 000 euros fléchés sur ce point. Parmi les recettes d'investissement, il est possible d'identifier 190 000 euros de FCTVA. Elles sont complétées par l'amortissement, ainsi que par un emprunt prévisionnel, qui sera certainement non-exécuté lorsque le compte administratif sera validé.

Monsieur Rémy CATROU observe que même si ce point n'a pas été évoqué clairement, il est tout de même question d'une augmentation de 8% de la redevance pour tous.

Monsieur Jérôme GARDELLE précise que les tarifs seront évoqués dans le cadre d'une autre délibération.

Monsieur Rémy CATROU rapporte que la presse vient d'indiquer que le département de la Charente-Maritime était classé parmi les premiers en ce qui concerne le tri des déchets. La redevance incitative devient plutôt une redevance punitive. Même si les habitants font bien, cela ne les empêche pas d'être augmentés. De plus, la part qui revient au foyer n'est pas proportionnelle à ses revenus. Une personne sans revenus paie autant qu'un rentier, et une distinction doit sans doute être effectuée à ce niveau. La gestion des déchets constitue un problème politique. Il concerne également la production initiale, sur laquelle la CDA ne dispose pas de leviers. D'autres pourraient en avoir afin de limiter l'usage du carton et du plastique au sortir des usines par exemple. L'État se décharge complètement sur les collectivités, lesquelles n'ont pas d'autres solutions que d'augmenter la redevance. Une subvention de la CDA sur cette ligne permettrait de ne pas envisager d'augmentation de la redevance, mais elle est interdite. L'ensemble des augmentations actuelles pèsent très lourd sur les budgets. Les services juridiques de la CDA pourraient chercher un moyen d'alimenter une ligne qui n'existe pas encore, afin de soulager les foyers.

Monsieur Philippe CALLAUD rappelle que les charges à caractère général ont augmenté, comme le carburant, l'entretien des véhicules, les prestations de service, les achats de fournitures ou les charges de personnel. La contribution CYCLAD a augmenté de 300 000 euros entre 2021 et 2022. Le budget des déchets doit être financé par les déchets, il ne peut pas être alimenté autrement. Une collectivité publique ne peut pas déposer le bilan, et il n'existe pas d'autre solution que d'augmenter.

Monsieur Rémy CATROU l'entend. Cependant, les élus politiques peuvent remonter aux instances qui prennent les décisions que la situation n'est pas tenable. Même si les habitants fournissent des efforts en matière de tri, ils seront toujours sanctionnés par une augmentation de redevance. Le mécontentement gronde, face à une forte augmentation pour une diminution des services en contrepartie. Cette dynamique ne peut pas perdurer.

Monsieur le Président est totalement d'accord, et précise que l'augmentation n'est pas réalisée de gaité de cœur. La CDA subit également l'augmentation des autres, au travers de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP), de la facture CYCLAD ou encore du coût des énergies. Ce budget n'a pas le droit de devenir déficitaire, et le législateur doit s'emparer du sujet et revoir cette définition. La redevance incitative qui a été décidée constituait une belle idée, avec un rôle précurseur. La problématique est qu'elle a été mise en place à partir de mauvaises informations. L'ADEME estimait que les Français n'étaient pas prêts à fournir des efforts en matière de collecte des déchets. Pourtant, dès la deuxième année, quasiment personne ne se situait au-dessus de 18. Le service n'est pas cher par rapport à ce qu'il aurait dû être, et ce défaut de départ doit désormais être encaissé. D'un point de vue pédagogique, la situation est contraignante. Le service demeure de très haut niveau et moins coûteux qu'ailleurs, même s'il est toujours trop cher pour celui qui le paie.

Monsieur Michel ROUX fait savoir qu'il s'abstiendra concernant le vote de ce budget. Le problème des déchets devient davantage un problème sanitaire, pour la nature comme pour les habitants. Il s'agit d'un problème national, sur lequel l'État devrait avoir la main. Au lieu de cela, ce dernier vient ponctionner via la TGAP. Cette situation est insupportable. Les élus et les administratifs qui ont travaillé sur ce budget l'ont fait avec honnêteté, mais le système est contraint et impose d'accepter cette augmentation de 8%. Actuellement, aucun salaire n'augmente de 8%.

Monsieur Jean-Philippe MACHON salue le courage de Monsieur Jérôme GARDELLE en ce qui concerne la gestion des déchets. Cette gestion budgétaire des déchets est en effet particulièrement complexe. Toutefois, il n'est pas possible de continuer à augmenter la redevance et à baisser le nombre de collectes. Pour les foyers modestes qui subissent déjà un certain nombre d'augmentations majeures, cette augmentation de 8% est franchement insupportable. Le risque est de voir les fossés remplis de sacs plastiques et de déchets. Un élément à demander au gouvernement est certainement le fait de pouvoir abonder le budget des déchets avec des fonds autres que la redevance. A ce sujet, Monsieur MAUDOUX souhaitait demander s'il était possible pour la CDA de récupérer des ressources provenant d'autres lignes budgétaires, notamment en baissant les subventions aux entreprises pour la rénovation des immeubles, afin d'amoinrir l'effet de l'augmentation de la redevance de la régie des déchets auprès des habitants. Il n'est pas possible d'abonder d'une ligne à une autre, mais il s'agit peut-être d'une possibilité qu'il conviendrait de demander au gouvernement. Monsieur MACHON ne votera pas ce budget, non pas parce qu'il est mal construit, mais parce qu'une augmentation de 8% est carrément insupportable, en particulier pour les budgets modestes.

Monsieur Jérôme GARDELLE déplore d'avoir à proposer cette augmentation de 8%. Si un biais budgétaire avait pu être trouvé afin d'amortir ou de disposer de rentrées d'argent autres sur ce budget annexe, il aurait bien évidemment été utilisé. La loi l'interdit. Il entend les appels à ce qu'elle évolue, et partage l'opinion selon laquelle certaines personnes sont déjà en difficultés. L'ensemble des services vont augmenter, ils sont contraints d'effectuer des achats qu'ils doivent pouvoir financer. La question d'un plan d'économie à l'échelle de l'Agglomération a été soulevée dans le cadre du budget général. Le sujet a déjà été travaillé pour le budget 2023, et l'idée est d'aller plus loin en remettant sur la table l'ensemble des dépenses pour les réinterroger. La perspective n'est pas celle d'une diminution des services, les collectes ont au contraire été renforcées, notamment l'été. Au niveau des déchèteries, davantage de services et de sécurité sont apportés sur les sites. Les dépenses essentielles n'ont pas été réduites. Le choix effectué en d'autres temps de réduire les services n'est pas celui du mandat actuel. Le maintien de tarif n'est pas possible, et la hausse des dépenses est subie de plein fouet. Les aspects travaillés au cours des précédents mandats ont conduit à un écrémage au fil du temps des réserves de ce budget de fonctionnement.

Monsieur Jean-Luc FOURRÉ ne va pas voter contre ce budget, dans la mesure où il n'est pas possible de procéder autrement. Lors des réunions de la régie des déchets, un débat assez long a eu lieu. Il souhaite revenir sur l'annulation des titres, qui l'inquiète particulièrement. Une somme de 100 000 euros a été fléchée sur ce point. Un million d'euros sont toujours relevés sur ce poste, et représentent l'équivalent de trois à quatre camions en matière d'investissement. Un bureau d'études va se pencher sur la question, plusieurs pistes sont envisageables. A titre personnel, il considère que pour diminuer ces non-payés au niveau des titres, il conviendrait de taxer directement les propriétaires et non les locataires. En effet, un locataire qui s'en va ne peut pas être retrouvé, tandis que le propriétaire est toujours présent. Il pourrait s'agir d'une piste pour diminuer ces non payés, qui sont vraiment trop élevés.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2023 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientations budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 15 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Budget annexe de la Régie des déchets de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 4, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au 15 avril 2023 (article L. 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire les opérations réelles et les opérations d'ordre.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, 1, 7°) intitulé « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Vu la délibération n°2022-188 du Conseil Communautaire en date du 15 novembre 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2023 et du débat intervenu,

Vu l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la régie pour les déchets dotée de la seule autonomie financière en date du 1^{er} décembre 2022 portant sur le Budget Primitif 2023 du Budget Annexe Régie des déchets,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Régie des déchets » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 15 novembre 2022 et les derniers ajustements budgétaires,

SECTION D'EXPLOITATION

Celle-ci s'équilibre à 8 643 152,00 €, soit :

Dépenses		BP 2022	BP 2023
011	Charges à caractère général	1 469 794,50 €	1 552 123,00 €
012	Charges de personnel	3 183 059,00 €	3 274 635,00 €
65	Autres charges de gestion courante	2 800 000,00 €	3 029 410,00 €
66	Charges financières	220,00 €	1 600,00 €
67	Charges exceptionnelles	70 000,00 €	100 000,00 €
68	Provision		
014	Atténuation de produits		
022	Dépenses imprévues	352 368,72 €	
023	Virement à la section d'investissement		
042	Amortissement + étalement COVID	639 584,00 €	685 384,00 €
		8 515 026,22 €	8 643 152,00 €

Recettes		BP 2022	BP 2023
70	Produits des services	7 910 000,00 €	8 526 568,00 €

73	Impôts et taxes		
74	Dotations, subventions...	38 000,00 €	38 000,00 €
75	Autres produits de gestion courante	38 000,00 €	38 000,00 €
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels vente terrain	10 000,00 €	10 000,00 €
013	Atténuation de charges	16 500,00 €	20 000,00 €
042	Amortissement des subventions	12 800,00 €	10 584,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté	489 726,22 €	
		8 515 026,22 €	8 643 152,00 €

1. Les dépenses comprennent :

– **Les charges à caractère général - chapitre 011 - s'établissent à 1 552 123,00 € dont :**

- 536 250 € pour les frais de carburant (art 6066) ;
- 257 200 € pour les prestations de services (art 611) dont notamment 140 000 € pour la prestation de collecte des points d'apport volontaire et 40 000 € pour la prestation de lavage des conteneurs enterrés, 30 000 € pour le contrat relatif au système d'identification et de géolocalisation des bennes à ordures ménagères et 5 000 € pour la prestation de lavage des vêtements de travail ;
- 261 000 € pour l'entretien des matériels roulants (art 61551) ;
- 135 700 € pour les autres matières et fournitures (art 6068) dont 95 000 € pour les sacs jaunes et 25 000 € pour les vêtements de travail et équipements de protection ;
- 40 198 € pour les polices d'assurances (art 6161) ;
- 75 370 € pour la maintenance du matériel et des installations (art 6156) ;
- 20 375 € pour la fourniture d'eau et d'électricité (art 6061) ;
- 28 000 € pour la communication, la réalisation des calendriers de collecte et des campagnes de sensibilisation aux modalités de collecte et l'accès aux déchetteries (art 6236).

Les dépenses de personnel -chapitre 012- s'établissent à 3 274 635,00 €

- Outre la rémunération du personnel permanent, rémunération qui a fait l'objet d'une revalorisation au 1^{er} juillet 2022, ce chapitre comprend le remboursement au budget principal des charges salariales pour les fonctions supports pour 154 635 € (art 6215) et l'enveloppe destinée à financer le personnel intérimaire pour 500 000 € (art 6211).

– **Les autres charges de gestion courante -chapitre 65- s'établissent à 3 029 410,00 €**

Il s'agit essentiellement de la contribution à CYCLAD (2 927 850 €) dont :

- 2 288 550 € pour le traitement de la collecte en porte à porte pour les particuliers ;
- 564 300 € pour le traitement en déchèterie ;
- 50 000 € pour le traitement des déchets du Centre hospitalier de Saintonge ;
- 25 000 € pour le traitement de l'amiante collecté en déchetteries.

Sont également prévus :

- 25 000 € pour les créances admises en non-valeur (art 6541) ;
- 75 000 € pour les créances éteintes (art 6542) ;

- 1 560 € pour les droits d'utilisation de logiciels informatiques (art 6512).
- **Les charges financières -chapitre 66- s'établissent à 1 600,00 €.** Cette enveloppe permet le paiement des intérêts de l'emprunt contracté.
- **Les charges exceptionnelles -chapitre 67- s'établissent à 100 000,00 €.** Les crédits sont prévus pour prendre en compte d'éventuelles annulations de titres sur exercices antérieurs.
- **Les opérations d'ordre de transfert entre sections -chapitre 042- s'établissent à 685 384,00 €,** soit 677 800 € au titre des dotations aux amortissements (art 6811) et 7 584 € pour les charges à étaler (art 6812).

2. Les recettes comprennent :

Les produits des services -chapitre 70- s'établissent à 8 526 568,00 € et se répartissent comme suit :

- 8 316 568 € de recettes attendues au titre de la redevance incitative, soit un taux d'augmentation de 8% par rapport à 2022 (616 568 € de recette supplémentaire attendue) ;
- 110 000 € pour la facturation au Centre Hospitalier de Saintonge de la prestation de service « collecte et traitement des déchets assimilables aux ordures ménagères » dans le cadre d'un marché public ;
- 73 000 € pour la déchetterie de Corme-Royal ;
- 21 000 € pour la déchetterie de Burie ;
- 6 000 € pour la mise à disposition de bacs lors de manifestations.
- **Les subventions d'exploitation -chapitre 74- s'établissent à 38 000,00 €**
 - Il s'agit de subventions versées par les éco-organismes.
- **Les autres produits de gestion courante -chapitre 75- s'établissent à 38 000 €**
 - Ces crédits correspondent au remboursement, par l'Etat, de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE).
- **Les atténuations de charges -chapitre 013- s'établissent à 20 000,00 €** dont principalement l'assurance statutaire, les indemnités journalières et les remboursements au titre de décharges syndicales.
- **Les amortissements de subventions -chapitre 042- s'établissent à 10 584,00 €.**
- **Les produits exceptionnels -chapitre 77- sont de 10 000,00 €** et correspondent à des remboursements potentiels de l'assurance suite aux sinistres intervenus sur les véhicules.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Celle-ci s'équilibre à 1 321 684 €, soit :

	Dépenses	BP 2022	BP 2023
040	Amortissement des subventions	12 800,00 €	10 584,00 €
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	11 500,00 €	21 100,00 €
21	Réserve	2 738 973,36 €	
	Total des opérations d'équipement	925 000,00 €	1 261 000 €

	<i>dt Op 33 - Acquisition matériel de transport</i>	30 000,00 €	
	<i>dt Op 44 - Colonne apport volontaire</i>	50 000,00 €	125 000,00 €
	<i>dt Op 54 - travaux bâtiment collecte</i>	70 000,00 €	
	<i>dt Op 63 - Conteneurs</i>		65 000,00 €
	<i>dt Op 69 - Réhabilitation lgt gardien</i>	30 000,00 €	
	<i>dt Op 86 - Matériel roulant collecte</i>	310 000,00 €	655 000,00 €
	<i>dt Op 102- Caissons et compacteurs</i>	75 000,00 €	75 000,00 €
	<i>dt Op 103 - Polybennes</i>	280 000,00 €	
	<i>dt Op 107 - Mise aux normes déchetteries</i>	50 000,00 €	220 000,00 €
	<i>dt Op 111 - Déchetterie Sud</i>	20 000,00 €	121 000,00 €
	<i>dt Op 474 - Matériel informatique</i>	10 000,00 €	
020	<i>Dépenses imprévues</i>	75 000,00 €	
16	<i>Emprunts et dettes</i>	28 670,00 €	29 000,00 €
	REPORTS	925 114,16 €	
		4 717 057,52 €	1 321 684,00 €

	Recettes	BP 2022	BP 2023
10	<i>Dotation, fonds divers</i>	302 098,00 €	190 000,00 €
13	<i>Subvention d'investissement</i>		
16	<i>Emprunts</i>	0.00 €	446 300,00 €
27	<i>Autres immobilisations financières</i>		
040	<i>Opérations ordre</i>	639 584,00 €	685 384,00 €
021	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>		
001	<i>Excédent d'investissement reporté</i>	3 774 860,52 €	
	REPORTS	515,00 €	
		4 717 057,52 €	1 321 684,00 €

1- Les dépenses comprennent notamment :

- Les travaux d'équipement d'un montant de 1 261 000 € (voir liste ci-avant) ;
- Le remboursement du capital de la dette pour 29 000 € (chapitre 16) ;
- L'amortissement des subventions pour 10 584 € (chapitre 040) ;
- Des immobilisations corporelles (hors opérations) dont matériels de bureau et informatique pour 21 100 € (chapitre 21).

2- Les recettes comprennent notamment :

- Le remboursement de la TVA via le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) pour la somme de 190 000 € (chapitre 10) ;
- L'amortissement des immobilisations pour 685 384,00 € (chapitre 040) dont l'étalement des charges liées à la crise sanitaire pour 7 584 € ;
- L'appel à l'emprunt pour un montant de 446 300 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le budget primitif 2023 du Budget annexe « Régie des déchets », par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou « par opération » pour la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 50 Voix pour
- 4 Voix contre (Mme Florence BETIZEAU, M. Rémy CATROU, M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 4 Abstentions (M. François EHLINGER, M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET et M. Michel ROUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-211. Budget Primitif 2023 - Budget annexe Transports urbains et mobilité

Monsieur Philippe CALLAUD déclare que le budget est sensiblement le même qu'en 2022, en recettes et en dépenses. Il s'élève à 5 935 000 euros, avec un versement transport de 2,7 millions, des participations à hauteur de 1,6 million, et des recettes voyageurs pour 627 900 euros. Au niveau des dépenses, les charges de personnel sont en augmentation, passant de 224 000 à 235 000 euros. Le budget de la section d'investissement passe quant à lui de 708 341 à 724 359 euros. Une somme de 621 000 euros est prévue pour l'achat d'un véhicule neuf places. Les recettes d'investissement reposent sur un emprunt prévisionnel de 355 000 euros afin d'équilibrer. Aucun virement de la section de fonctionnement n'est prévu, qui pourrait constituer un autofinancement des investissements.

Monsieur Rémy CATROU remarque que cette problématique des transports et des mobilités avait été discutée l'an dernier, environ à la même période. Il avait insisté sur le fait que l'un de ses objectifs était de parvenir à la gratuité des transports publics. L'un des leviers était d'augmenter le versement transport des entreprises. Celui-ci a été sensiblement augmenté, et est sans doute proche de son niveau maximal. Il s'agit d'un arrangement financier. La question est de savoir s'il s'agit d'une étape vers la gratuité, ou d'un passage d'équilibre financier. Par ailleurs, au niveau de la ligne des produits des services, une très faible augmentation est observée entre 2022 et 2023. Elle signifie que les services publics de transport sont à peine plus utilisés, mais les remontées sont plutôt qu'ils ne sont pas bien adaptés aux besoins. Une réflexion mériterait peut-être d'avoir lieu à ce niveau.

Monsieur le Président n'est pas opposé à l'idée de la gratuité future, à la condition que le versement transport paie le transport. Il s'agit de la situation à Niort par exemple. Si la CDA souhaitait mettre en place la gratuité, celle-ci générerait environ 600 000 euros de recettes en moins, à ajouter au déficit de 800 000 euros. Près d'1,5 million devrait ainsi être encaissé sur le budget principal. Dans le même temps, il est nécessaire d'être prudent face aux dépenses. Afin de pouvoir continuer à investir, il convient de ne pas créer ces dépenses de fonctionnement. Le versement transport était le moins cher du département. Il a été mis au niveau de celui de Rochefort. Les recettes supplémentaires ainsi générées vont permettre d'encaisser un peu mieux le déficit structurel du service. Par ailleurs, il est certain que faire rouler des bus quasiment vides l'après-midi est regrettable. Néanmoins, pour en faire rouler de plus petits, il est nécessaire de les acheter. Ceux qui vont payer le transport sont ceux qui contribuent à la richesse du territoire, et plus les entreprises de plus de onze personnes seront nombreuses sur le territoire, plus le financement augmentera. Le service pourra peut-être être gratuit un jour, mais cette gratuité n'est pas possible actuellement.

Monsieur Rémy CATROU entend l'argumentaire, qui est cohérent et factuel. En revanche, il considère que l'urgence écologique et sociale impose de rendre ce service gratuit. La mobilité est essentielle à l'échelle d'un territoire comme celui de la CDA. Un pas en avant est effectué, mais la démarche n'est pas aboutie. Il n'existe pas d'expression claire d'un objectif au niveau de la finalité.

Monsieur le Président confirme que la volonté serait bien de disposer d'un service gratuit, toutefois ce point n'est factuellement pas possible à l'heure actuelle.

Monsieur Philippe CALLAUD ajoute que la subvention de 800 000 euros régulièrement allouée par le budget général était insuffisante en 2022.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2023 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientations budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 15 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code général des Collectivités Territoriales.

Le Budget annexe « Transports Urbains et Mobilité » de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 43, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2023** (article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire les opérations réelles et les opérations d'ordre.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2022-188 du Conseil Communautaire en date du 15 novembre 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2023 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Transports Urbains et Mobilité » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 15 novembre 2022 et les derniers ajustements budgétaires.

SECTION D'EXPLOITATION

La section d'exploitation s'équilibre à 5 935 752,00 €, soit :

Dépenses		BP 2022	BP 2023
011	Charges à caractère général	163 910,00 €	181 430,00 €
012	Charges de personnel	224 283,00 €	235 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	4 641 500,00 €	5 011 000,00 €
66	Charges financières	2 610,00 €	1 900,00 €
67	Charges exceptionnelles - RESERVE -	260 481,77 €	36 245,00 €
014	Atténuation de produits	1 200,00 €	1 200,00 €
022	Dépenses imprévues	100 000,00 €	100 000,00 €
023	Virement à la section d'investissement	183 143,00 €	
042	Amortissement des immobilisations	432 000,00 €	368 977,00 €
		6 009 127,77 €	5 935 752,00 €

Recettes		BP 2022	BP 2023
70	Produits des services	613 250,00 €	627 900,00 €
73	Impôts et taxes	2 300 000,00 €	2 700 000,00 €
74	Dotations, subventions...	1 648 646,00 €	1 636 646,00 €
75	Autres produits de gestion courante	160 000,00 €	160 000,00 €
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels Subvention (art 774)	800 000,00 €	800 000,00 €
013	Atténuation de charges		
042	Amortissement des subventions	11 300,00 €	11 206,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté	475 931,77 €	
		6 009 127,77 €	5 935 752,00 €

1. Les principales dépenses de fonctionnement comprennent :

- **Les charges à caractère général - chapitre 011- : 181 430 €**

Dont la maintenance des logiciels, de billettique et de suivi du versement transport, des frais de location des locaux, des cotisations diverses.

- **Les dépenses de personnel - chapitre 012- : 235 000 €**

Cette enveloppe relativement stable par rapport à celle du budget primitif 2022 (224 283 € au BP 2022) intègre l'augmentation des traitements et salaires intervenue au 1^{er} juillet 2022.

- **Les atténuations de produits - chapitre 014- : 1 200 €.** *Ce poste concerne les restitutions prévisionnelles de trop versé au titre du versement transport (VT).*
- **Les autres charges de gestion courante - chapitre 65- : 5 011 000 €.**

Ces dépenses sont constituées :

- *Du forfait de charges versé à l'exploitant (Kéolis) dans le cadre de la concession de service public pour 4 361 000 € ;*
- *De la convention passée avec la Région Nouvelle Aquitaine pour le transport des élèves pour 550 000 € ;*
- *De la participation versée à la ville de Saintes pour la mise en accessibilité des arrêts de bus pour 13 000 € ;*
- *De l'adhésion au syndicat mixte intermodal de la région Nouvelle Aquitaine pour 27 000 € ;*
- *De subventions aux particuliers pour 60 000 €, soit 200 € par ménage, pour l'achat de vélos à assistance électrique,*
- **Les intérêts d'emprunt - chapitre 66- pour 1 900 € ;**
- **Les charges exceptionnelles -ou RÉSERVE- d'un montant de 36 245 € (chapitre 67) :**
- **Les dépenses imprévues pour 100 000 € (chapitre 022) ;**
- **Enfin, les dotations aux amortissements - chapitre 042- pour 368 977 €.**

2. Les recettes comprennent :

- **Les produits des services - chapitre 70- : 627 900 €,** *qui correspondent au reversement, par le concessionnaire (Kéolis), des recettes des usagers ;*
- **Le versement transport (VT) - chapitre 73- : 2 700 000 € (soit une augmentation de 400 000 € par rapport au BP 2022), le taux du « versement mobilité » (participation des employeurs occupant 11 salariés et plus au financement des transports en commun) passant de 0,50 à 0,80 ;**
- **Les dotations et participations - chapitre 74- : 1 636 646 €** *correspondent aux transferts financiers 2008 et 2017 versés par la région Nouvelle Aquitaine (1 611 646 €), la compensation tarifaire versée par le CCAS de la ville de Saintes en lien avec les titres Pass'Buss (25 000 €) ;*
- **Les autres produits de gestion courante - chapitre 75 : 160 000 €** *soit 10 000 € de loyers versés par le concessionnaire pour la boutique « Buss », et 150 000 € versés par la Région Nouvelle Aquitaine aux termes de la convention passée avec la CDA ;*
- **L'amortissement de subventions - chapitre 042 : 11 206 €.**

➤ **Une subvention est versée par le budget principal pour un montant de 800 000 €.**

SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à 724 359,00 € comme suit :

Dépenses		BP 2022	BP 2023
040	Amortissement des subventions	11 300,00 €	11 206,00 €
20	Immobilisations incorporelles	40 000,00 €	45 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	473 840,00 €	576 670,00 €
020	Dépenses imprévues		
16	Emprunts et dettes	90 003,00 €	91 483,00 €
001	Déficit d'investissement reporté	38 120,16 €	
	REPORTS	55 077,89 €	
		708 341,05 €	724 359,00 €

Recettes		BP 2022	BP 2023
10	Dotation, fonds divers		
1068		51 165,05 €	
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts		355 382,00 €
27	Autres immobilisations financières		
040	Amortissement des immobilisations	432 000,00 €	368 977,00 €
	Virement de la section de fonctionnement	183 143,00 €	
021			
	REPORTS	42 033,00 €	
		708 341,05 €	724 359,00 €

1. Les dépenses comprennent essentiellement :

- Les dépenses d'équipement d'un montant de 576 670 €, dont :
 - 100 000 € pour l'achat d'un véhicule de 9 places, somme à laquelle il convient de rajouter 2 520 € d'aménagements et d'accessoires divers ;
 - 400 000 € pour les travaux de mise en œuvre du schéma directeur cyclable ;
 - 50 000 pour l'installation de Vélos box ;
 - 20 000 € de travaux divers.
- Le remboursement du capital de la dette pour un montant de 69 000 € (chapitre 16), montant auquel s'ajoute le remboursement de l'avance faite par le budget principal pour 22 483 €.
- L'amortissement de subventions - chapitre 040- pour 11 206 €.

2. Les recettes comprennent :

- L'appel à l'emprunt pour un montant de 355 382 € (article 1068) ;
- Les amortissements des biens acquis antérieurement pour 368 977 € (chapitre 040).

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le budget primitif 2023 du Budget annexe « Transports Urbains et Mobilité » par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou « par opération » pour la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de cette proposition par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 4 Abstentions (Mme Florence BETIZEAU, M. Rémy CATROU, M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-212. Budget Primitif 2023 - Budget annexe Hôtel d'entreprises

Monsieur Frédéric ROUAN indique que la section de fonctionnement s'équilibre à 55 331 euros. Les dépenses de fonctionnement comprennent principalement les dépenses courantes, relatives au fonctionnement du bâtiment et la dotation aux amortissements. Les dépenses sont principalement financées grâce aux recettes des loyers, à hauteur de 42 600 euros. Tous les boxes devraient être loués en 2023, contrairement à 2022. La section d'investissement s'équilibre à 43 253 euros. Les dépenses comprennent l'amortissement de subventions et le remboursement de l'avance de trésorerie. Les recettes sont constituées des dotations aux amortissements.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2023 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire présenté au Conseil Communautaire du 15 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Budget annexe « Hôtel d'Entreprises » de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2023** (article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire les opérations réelles et les opérations d'ordre.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2022-188 du Conseil Communautaire en date du 15 novembre 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2023 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Hôtel d'Entreprises » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 15 novembre 2022 et les derniers ajustements budgétaires.

➤ **La section de fonctionnement s'équilibre à 55 331, €, soit :**

	Dépenses	BP 2022	BP 2023
011	Charges à caractère général	32 750,00 €	12 078,00 €
012	Charges de personnel		
65	Autres charges de gestion courante		

66	Charges financières		
67	Charges exceptionnelles réserve	22 966,87 €	
014	Atténuation de produits		
022	Dépenses imprévues	2 400,00 €	
023	Virement à la section d'investissement		
042	Amortissement des immobilisations	43 253,00 €	43 253,00 €
		101 369,87 €	55 331,00 €

Recettes		BP 2022	BP 2023
70	Produits des services		
73	Impôts et taxes		
74	Dotations, subventions...		
75	Autres produits de gestion courante	27 375,00 €	42 600,00 €
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels-Sub équilibre- 774		
013	Atténuation de charges		
042	Amortissement des subventions	12 731,00 €	12 731,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté	61 263,87 €	
		101 369,87 €	55 331,00 €

Les dépenses de fonctionnement comprennent principalement :

- Les dépenses courantes relatives au fonctionnement du bâtiment (l'entretien et la réparation, les fluides, l'assurance, la maintenance et la taxe foncière) pour 12 078 € (chapitre 011) ;
- La dotation aux amortissements pour 43 253 € (chapitre 042) ;

Ces dépenses sont financées grâce aux recettes suivantes :

- 42 600 € provenant des loyers versés par les entreprises occupantes (art 752) ;
Cette prévision de loyer est supérieure à celle de l'an passé (27 375 € prévus au BP 2022), tous les box devant être loués en 2023, ce qui n'était pas le cas en 2022 ;
- 12 731 € relatifs à l'amortissement de subventions (opération d'ordre entre sections).

➤ **La section d'investissement s'équilibre à 43 253,00 €, soit :**

Dépenses		BP 2022	BP 2023
040	Amortissement des subventions	12 731,00 €	12 731,00 €
21	Immobilisations corporelles RESERVE	102 940,73 €	9 522,00 €
	Total des opérations d'équipement		
16	Emprunts et dettes	21 000,00 €	21 000,00 €
16	Remboursement caution (art 165)	1 100,00 €	
020	Dépenses imprévues		
	reports		
		137 771,73 €	43 253,00 €

Recettes		BP 2022	BP 2023
10	Dotation, fonds divers		
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts		
27	Autres immobilisations financières		
001	Excédent d'investissement reporté	94 518,73 €	

040	Amortissement des immobilisations	43 253,00 €	43 253,00 €
021	Virement de la section de fonctionnement		
	reports		
		137 771,73 €	43 253,00 €

Les dépenses d'investissement comprennent :

- L'amortissement de subventions pour 12 731 € (chapitre 040) ;
- Le remboursement de l'avance de trésorerie au budget principal pour 21 000 € (chapitre 16) ;
- Des réserves pour 9 522,00 € (chapitre 21).

Les recettes sont constituées des dotations aux amortissements pour 43 253 € (chapitre 040).

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le budget primitif 2023 du Budget annexe « Hôtel d'Entreprises » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-213. Budget Primitif 2023 - Budget annexe ZAC Centre Atlantique

Monsieur Frédéric ROUAN déclare que le budget de fonctionnement s'équilibre à 3 767 288 euros. Les dépenses comprennent notamment l'acquisition des terrains, leur aménagement, les travaux d'accès aux parcelles, ou encore l'actualisation du solde à la suite des ventes estimées. Les recettes sont composées des ventes.

La section d'investissement s'équilibre quant à elle à 1 888 644 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2023 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire présenté au Conseil Communautaire du 15 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le Budget annexe « ZAC Centre Atlantique » de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2023** (article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire opérations réelles et opérations d'ordre.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2022-188 du Conseil Communautaire en date du 15 novembre 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2023 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « ZAC Centre Atlantique » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 15 novembre 2022 et les derniers ajustements budgétaires.

La section de fonctionnement s'équilibre à 3 777 288,00 €, soit :

Dépenses		BP 2022	BP 2023
011	Charges à caractère général	2 294 211,00 €	1 888 644,00 €
012	Charges de personnel		
65	Autres charges de gestion courante		
66	Charges financières		
67	Charges exceptionnelles		
014	Atténuation de produits		
022	Dépenses imprévues		
023	Virement à la section d'investissement		
042	Sortie terrains vendus (art 71355)	6 811 953,84 €	1 888 644,00 €
		9 106 164,84 €	3 777 288,00 €

Recettes		BP 2022	BP 2023
70	Produits des services	6 811 953,84 €	1 888 644,00 €
73	Impôts et taxes		
74	Dotations, subventions...		
75	Autres produits de gestion courante		
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels		
013	Atténuation de charges		
042	Opérations d'ordre (art 71355)	2 294 211,00 €	1 888 644,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté		
		9 106 164,84 €	3 777 288,00 €

Les dépenses comprennent :

- 1 270 100 € pour l'acquisition de terrains (art 6015) ;
- 532 200 € pour l'aménagement des terrains dont 486 000 € de fouilles archéologiques compris les travaux préalables de décapage des terrains (art 6045) ;
- 10 000 € pour les travaux d'accès aux parcelles (art 605) ;
- 75 344 € de taxe sur les premières cessions de terrains nus rendus constructibles (art 608) ;
- 1 000 € de frais de publicité et de procédure de passation de marchés publics (art 608) ;
- 1 888 644 € correspondant aux flux d'actualisation du stock de terrains aménagés suite aux ventes estimées.

Les recettes comprennent :

- 1 888 644 € pour les ventes de terrains ;
- 1 888 644 € correspondant à la valorisation 2022 du stock de terrains aménagés.

La section d'investissement s'équilibre à 1 888 644 €, soit :

Dépenses		BP 2022	BP 2023
040	Opérations d'ordre (art 3555)	2 294 211,00 €	1 888 644,00 €
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)		
	Total des opérations d'équipement		
001	Déficit d'investissement reporté	5 606 689,89 €	
020	Dépenses imprévues		
	reports		
		7 900 900,89 €	1 888 644,00 €

	Recettes	BP 2022	BP 2023
10	Dotation, fonds divers		
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts	1 088 947,05 €	
27	Autres immobilisations financières		
001	Excédent d'investissement reporté		
040	Sortie terrains vendus (art 3555)	6 811 953,84 €	1 888 644,00 €
	reports		
		7 900 900,89 €	1 888 644,00 €

Les dépenses comprennent :

- La valorisation 2022 du stock de terrains aménagés pour 1 888 644 €.

Les recettes comprennent :

- Les flux d'actualisation du stock de terrains aménagés suite aux ventes pour 1 888 644 € ;

Il est proposé au conseil communautaire :

- **d'adopter** le budget primitif 2023 du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-214. Budget Primitif 2023 - Budget annexe ZA Les Charriers sud

Monsieur Frédéric ROUAN précise que la section de fonctionnement s'équilibre à 1 266 508 euros. Les dépenses de fonctionnement comprennent notamment l'acquisition des terrains et les études d'aménagement, d'environnement et de maîtrise d'œuvre.

La section d'investissement s'équilibre à 1 266 508 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2023 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire présenté au Conseil Communautaire du 15 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le Budget annexe « ZA Les Charriers sud » de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2023** (article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire opérations réelles et opérations d'ordre.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2022-188 du Conseil Communautaire en date du 15 novembre 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2023 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « ZA Les Charriers Sud » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 15 novembre 2022 et les derniers ajustements budgétaires,

La section de fonctionnement s'équilibre à 1 266 508,00 €, soit :

Dépenses		BP 2022	BP 2023
011	Charges à caractère général	202 071,00 €	1 266 508,00 €
012	Charges de personnel		
65	Autres charges de gestion courante		
66	Charges financières		
67	Charges exceptionnelles		
014	Atténuation de produits		
022	Dépenses imprévues		
023	Virement à la section d'investissement		
042D	Amortissement des immobilisations		
		202 071,00 €	1 266 508,00 €

Recettes		BP 2022	BP 2023
70	Produits des services		
73	Impôts et taxes		
74	Dotations, subventions...		
75	Autres produits de gestion courante		
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels		
013	Atténuation de charges		
042	Opérations d'ordre (art 7133)	202 071,00 €	1 266 508,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté		
		202 071,00 €	1 266 508,00 €

Les dépenses de fonctionnement comprennent :

- L'acquisition de terrains pour 1 126 233,00 € (art 6015) ;
- Les études diverses (d'aménagement, d'environnement, de maîtrise d'œuvre, de compensation collective agricole, de géolocalisation des réseaux), pour 130 875,00 € (art 6045) ;
- L'achat de matériel et d'équipement pour 50 € (art 605) ;
- Les dépenses annexes (annonces légales, enquêtes publiques, communication) pour 9 350 € (art 608).

Une recette d'ordre, en direction de la section d'investissement, vient équilibrer la section de fonctionnement et permet ainsi de valoriser le stock de terrains en cours d'aménagement.

La section d'investissement s'équilibre à 1 266 508,00 €, soit :

Dépenses		BP 2021	BP 2022
040	Opérations d'ordre (art 3355)	202 071,00 €	1 266 508,00 €
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)		
	Total des opérations d'équipement		
001	Déficit d'investissement reporté	204 910,82 €	
020	Dépenses imprévues		
	reports		
		406 981,82 €	1 266 508,00 €

Recettes		BP 2021	BP 2022
10	Dotation, fonds divers		
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts	406 981,82 €	1 266 508,00 €
27	Autres immobilisations financières		
001	Excédent d'investissement reporté		
040R	Amortissement des immobilisations		
021	Virement de la section de fonctionnement		
	reports		
		406 981,82 €	1 266 508,00 €

Comme indiqué ci-dessus, la section de fonctionnement est équilibrée via une opération d'ordre en direction de la section d'investissement d'un montant de **1 266 508,00 €**. Les dépenses d'investissement sont financées par un emprunt prévisionnel de **1 266 508,00 €**.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le budget primitif 2023 du Budget annexe « ZA Les Charriers Sud » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-215. Budget Primitif 2023 - Budget annexe ZA La Sauzaie

Monsieur Frédéric ROUAN indique que la section de fonctionnement s'équilibre à 12 000 euros. Les dépenses de fonctionnement comprennent les frais de bornage et de division de parcelles liés à la commercialisation des terrains, ainsi qu'une réserve de 10 000 euros pour travaux.

La section d'investissement s'équilibre également à 12 000 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2023 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientations budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 15 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le Budget annexe « ZA La Sauzaie » de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2023** (article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire opérations réelles et opérations d'ordre.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2022-188 du Conseil Communautaire en date du 15 novembre 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2022 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « ZA La Sauzaie » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 15 novembre 2022 et les derniers ajustements budgétaires.

La section de fonctionnement s'équilibre à 12 000 €, soit :

Dépenses		BP 2022	BP 2023
011	Charges à caractère général	13 300,00 €	12 000,00 €
012	Charges de personnel		
65	Autres charges de gestion courante		
66	Charges financières		
67	Charges exceptionnelles		
014	Atténuation de produits		
022	Dépenses imprévues		
023	Virement à la section d'investissement		
042	Sortie terrains vendus (art 7133)	99 995,87 €	
		113 295,87 €	12 000,00 €

Recettes		BP 2022	BP 2023
70	Produits des services	49 400,00 €	
73	Impôts et taxes		
74	Dotations, subventions...	50 595,87 €	
75	Autres produits de gestion courante		
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels		
013	Atténuation de charges		
042	Opérations d'ordre (art 7133)	13 300,00 €	12 000,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté		
		113 295,87 €	12 000,00 €

Les dépenses de fonctionnement comprennent :

- Des frais de bornages et divisions parcellaires liés à la commercialisation des terrains pour 2 000,00 € (art 6045) ;
- Une réserve de 10 000,00 € pour travaux divers (art 605).

Les recettes comprennent :

- Une recette d'ordre, en direction de la section d'investissement, pour équilibrer la section de fonctionnement et permettre, ainsi, de valoriser le stock de terrains en cours d'aménagement pour 12 000,00 €.

La section d'investissement s'équilibre à 12 000,00 €, soit :

Dépenses		BP 2022	BP 2023
040	Opérations d'ordre (art 3355)	13 300,00 €	12 000,00 €
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)		
	Total des opérations d'équipement		
001	Déficit d'investissement reporté	618 828,81 €	
020	Dépenses imprévues		
	reports		
		632 128,81 €	12 000,00 €

	Recettes	BP 2022	BP 2023
10	Dotation, fonds divers		
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts	532 132,94 €	12 000,00 €
27	Autres immobilisations financières		
001	Excédent d'investissement reporté		
040	Sortie terrains vendus (art 3355)	99 995,87 €	
021	Virement de la section de fonctionnement		
	reports		
		632 128,81 €	12 000,00 €

Les dépenses comprennent :

- La valorisation 2022 du stock de terrains aménagés pour 12 000 €.

Les recettes comprennent :

- Un emprunt prévisionnel pour 12 000,00 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le budget primitif 2023 du Budget annexe « ZA La Sauzaie » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-216. Budget Primitif 2023 - Budget annexe Zones d'Activités communautaires

Monsieur Frédéric ROUAN déclare que cette délibération concerne les zones de Chaniers et de Montils. La section de fonctionnement s'équilibre à 726 029,67 euros. Les dépenses comprennent l'acquisition de terrains, les études d'aménagement de terrains, ainsi que des dépenses annexes. La section d'investissement s'équilibre également à 726 029,67 euros. Il s'agit d'une opération d'ordre en direction de la section d'investissement.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2023 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientations budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 15 novembre dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Budget annexe « Zones d'Activités Communautaires » de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

Plusieurs activités sont gérées sous forme de budgets annexes ; leur vote est proposé par chapitre.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2023** (article L. 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire les opérations réelles et les opérations d'ordre.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2021-169 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2021 portant création du budget annexe « Zones d'Activités Communautaires »,

Vu la délibération n°2022-188 du Conseil Communautaire en date du 15 novembre 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2023 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Zones d'Activités Communautaires » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 15 novembre 2022 et les derniers ajustements budgétaires.

La section de fonctionnement s'équilibre à 726 029,67 €, soit :

	Dépenses	BP 2022	BP 2023
011	Charges à caractère général Fief Picaud	51 730,50 €	249 064,02 €
011	Charges à caractère général Les Brandes	402 900,00 €	472 615,00 €
012	Charges de personnel		
65	Autres charges de gestion courante		
66	Charges financières		
67	Charges exceptionnelles		
014	Atténuation de produits		
022	Dépenses imprévues		
023	Virement à la section d'investissement		
042	Sortie terrains vendus (art 71355)		4 350,65 €
		454 630,50 €	726 029,67 €

	Recettes	BP 2022	BP 2023
70	Produits des services		
73	Impôts et taxes		
74	Dotations, subventions... 508 Fief Picaud		4 350,65 €
75	Autres produits de gestion courante		
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels		
042	Opérations d'ordre 7133 Fief Picaud	51 730,50 €	249 064,02 €
042	Opérations d'ordre (art 7133) Les Brandes	402 900,00 €	472 615,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté		
		454 630,50 €	726 029,67 €

Les dépenses de fonctionnement comprennent :

- L'acquisition de terrains ;
- Les études d'aménagement de la ZAC ;
- Les dépenses annexes (annonces légales, communication).

Une recette d'ordre, en direction de la section d'investissement, vient équilibrer la section de fonctionnement pour la somme de 721 679,02 € et permet, ainsi, de valoriser le stock de terrains en cours d'aménagement. Il convient d'ajouter, également, une participation financière du SDEER de 4 350,65 € de 50 % des travaux d'éclairage.

La section d'investissement s'équilibre à 726 029,67 € soit :

Dépenses		BP 2022	BP 2023
040	opération d'ordre (art 3355) Fief Picaud	51 730,50 €	253 414,67 €
040	opération d'ordre (art 3355) Les Brandes	402 900,00 €	472 615,00 €
020	Dépenses imprévues		
	reports		
		454 630,50 €	726 029,67 €

Recettes		BP 2022	BP 2023
10	Dotation, fonds divers		
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts	454 630,50 €	721 679,02 €
27	Autres immobilisations financières		
001	Excédent d'investissement reporté		
040	Sortie terrains vendus (art 3555)		4 350,65 €
021	Virement de la section de fonctionnement		
	reports		
		454 630,50 €	726 029,67 €

Comme indiqué ci-dessus, la section de fonctionnement est équilibrée via principalement une opération d'ordre en direction de la section d'investissement. Ces dépenses d'investissement sont financées par un emprunt prévisionnel de 721 679,02 € et par une opération d'ordre de 4 350,65 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter le budget primitif 2023 du Budget annexe « Zones d'Activités Communautaires » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-217. Ajustements des Autorisations de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP) Budget Principal et des Budgets Annexes

Monsieur Philippe CALLAUD indique que les AP concernent la Sauzaie, la Flow vélo, le Programme Local de l'Habitat, le PLUI, l'informatique du nouveau siège, le soutien actif des opérations de logement social ainsi que les bâtiments scolaires. Les AP/CP permettent de passer aux opérations concrètes, votées précédemment dans le cadre du budget général.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Destinées à faciliter la gestion des investissements pluriannuels, les Autorisations de Programmes et Crédits de Paiement (AP/CP) sont régies par les articles L. 5211-36, L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Les Autorisations de Programme (AP) sont les limites supérieures des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles sont sans limite de durée jusqu'à ce qu'il soit décidé de leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pour couvrir des engagements contractés dans le cadre des AP.

En tenant compte de l'avancement des opérations, il est nécessaire d'ajuster les AP/CP soit au niveau de l'échelonnement des crédits de paiement, soit au niveau de l'autorisation de programme et des crédits de paiement, s'il y a lieu.

D'autre part, pour des questions de simplification et de meilleur suivi, il sera proposé de clore les AP / CP listées ci-dessous en 2023, à l'exception de l'AP/CP SUBVENTION D'ÉQUIPEMENT AUX COMMUNES : BÂTIMENTS SCOLAIRES dont la clôture est proposée par la présente délibération. En effet, ces crédits seront suivis par des opérations spécifiques.

- AQUEDUC ;
- RÉSERVE FONCIÈRE ;
- FLOW VÉLO ;
- REQUALIFICATION DES ZAE ;
- SOUTIEN À L'ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS DE LOGEMENT SOCIAL ;
- INFORMATIQUE DU NOUVEAU SIÈGE ;

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1612-1, L. 2311-3 et R. 2311-9,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Budget Principal

❖ AP/CP Réserve foncière :

Par délibération n°2022-35 du 5 avril 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme comme suit :

	CP réalisés		CP prévisionnels			
Autorisation de programme	antérieures (2014-2020)	2021	2022	2023	2024	2025
1 798 190 €	733 305,25 €	4 127,20 €	825 959,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	34 798,55 €

- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés		CP prévisionnels			
Autorisation de programme	antérieures (2014-2020)	2021	2022	2023	2024	2025
1 563 391,45 €	733 305,25 €	4 127,20 €	825 959,00 €	0 €	0 €	0 €

À NOTER QU'IL SERA PROPOSÉ DE CLORE CETTE AP/CP EN 2023 DONT LES CRÉDITS SERONT SUIVIS PAR L'OPÉRATION N° 662

❖ AP/CP Requalification des ZAE :

Par délibération n°2022-35 du 5 avril 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels	
	2018	2019	2020	2021	2022	2023
989 882 €	25 178,81 €	26 355,58 €	315 279,04 €	134 897,13 €	60 000,00 €	428 171,44€

Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient de diminuer le montant de l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels	
	2018	2019	2020	2021	2022	2023
561 710,56 €	25 178,81 €	26 355,58 €	315 279,04 €	134 897,13 €	60 000,00 €	0 €

À NOTER QU'IL SERA PROPOSE DE CLORE CETTE AP/CP EN 2023 DONT LES CREDITS SERONT SUIVIS PAR L'OPÉRATION N° 594

❖ **AP/CP Flow vélo :**

Par délibération n°2022-35 du 5 avril 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés					CP prévisionnels	
	antérieurs (2016-2017)	2018	2019	2020	2021	2022	2023
6 172 973 €	290 545,41 €	232 607,55 €	271 483,86 €	8 040, 00 €	123 159.84 €	595 000,00 €	4 652 136,34€

➤ Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivante, il convient de diminuer le montant de l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés					CP prévisionnels	
	antérieurs (2016-2017)	2018	2019	2020	2021	2022	2023
1 520 836,66 €	290 545,41 €	232 607,55 €	271 483,86 €	8 040, 00 €	123 159.84 €	595 000,00 €	0 €

À NOTER QU'IL SERA PROPOSE DE CLORE CETTE AP/CP EN 2023 DONT LES CREDITS SERONT SUIVIS PAR L'OPÉRATION N° 566

❖ **AP/CP Programme Local de l'Habitat 2017-2022 :**

Par délibération n°2022-35 du 5 avril 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
3 372 032 €	18 000 €	199 324,18 €	258 840,19 €	220 034,68 €	1 618 417 €	570 100 €	303 400 €	183 915,95 €

- Au vu des crédits réalisés en 2022 et des prévisions de réalisation pour les années 2023 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés				CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
3 372 032 €	18 000 €	199 324,18 €	258 840,19 €	220 034,68 €	1 618 417 €	1 020 000 €	20 000 €	17 415,95 €

❖ AP/CP Informatique : nouveau siège :

Par délibération n°2022-192 du 15 novembre 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés		CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2020	2021	2022	2023
830 000 €	54 056,42 €	100 175,86 €	484 893,82 €	190 873,90 €

- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivante, il convient de diminuer le montant de l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés		CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2020	2021	2022	2023
639 126.10 €	54 056,42 €	100 175,86 €	484 893,82 €	0 €

À NOTER QU'IL SERA PROPOSE DE CLORE CETTE AP/CP EN 2023 DONT LES CREDITS SERONT SUIVIS PAR L'OPÉRATION N° 474

❖ AP/CP Soutien à l'équilibre des opérations de logement social :

Par délibération n°2022-35 du 5 avril 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés			CP prévisionnels		
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022	2023	2024
140 000 €	0 €	0 €	0 €	14 000 €	49 000 €	77 000 €

- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient de réduire le montant de l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels		
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022	2023	2024
14 000 €	0 €	0 €	0 €	14 000 €	0 €	0

À NOTER QU'IL SERA PROPOSE DE CLORE CETTE AP/CP EN 2023 DONT LES CREDITS SERONT SUIVIS PAR L'OPÉRATION N° 596

❖ AP/CP Subventions d'équipement aux communes : bâtiments scolaires :

Par délibération n°2022-35 du 5 avril 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés			CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022	2023
4 000 000 €	0 €	0 €	8 195 €	0 €	3 991 805 €

- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivante, il convient de diminuer le montant global de l'autorisation de programme et de la clore de la façon suivante :

	CP réalisés			
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022
8 195 €	0 €	0 €	8 195 €	0 €

A noter que les crédits qui seraient nécessaires en 2023 dans le cadre de « Subventions d'équipement aux communes : bâtiments scolaires » seront inscrits sur l'opération N° 595

❖ AP/CP Développement des énergies renouvelables :

Par délibération n°2021-35 du 5 avril 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ventilé la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels				
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 000 000 €	0 €	50 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	350 000 €

- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés	CP prévisionnels				
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 000 000 €	0 €	50 000 €	250 000 €	200 000 €	200 000 €	300 000 €

❖ AP/CP « PLUi » :

Par délibération n°2022-35 du 5 avril 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a décidé d'ajuster les crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels			
Autorisation de programme	202	2022	2023	2024	2025
990 000 €	224,38 €	68 000 €	226 875 €	226 875 €	468 025,62 €

- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés	CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025
990 000 €	224,38 €	68 000 €	263 796 €	226 875 €	431 104,62 €

Budget Annexe ZAC Centre Atlantique

❖ AP/CP « ZAC Centre Atlantique » :

Par délibération n°2022-35 du 5 avril 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels	
	Réalisations cumulées au 31/12/2018	2019	2020	2021	2022	2023
12 646 292,40 €	6 687 132,95 €	700 392,22 €	582 062,93 €	47 192,89 €	2 294 211,00 €	2 335 300,41 €

- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient de prolonger la durée de l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	Réalizations cumulées au 31/12/2019	CP réalisés		CP prévisionnels		
		2020	2021	2022	2023	2024
12 646 292,40 €	7 387 525,17 €	582 062,93 €	47 192,89 €	2 294 211,00 €	1 888 644,00 €	446 656,41 €

Budget Annexe ZAC des Charriers Sud

❖ AP/CP « ZAC des Charriers Sud » :

Par délibération n°2022-35 du 5 avril 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a augmenté la durée de cette autorisation de programme et a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés		CP prévisionnels				
	Réalizations cumulées au 31/12/2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
15 993 749,84 €	210 682,55 €	703,27 €	202 071,00 €	2 173 310,10 €	1 487 469,86 €	9 372 443,45 €	2 547 069,61 €

- Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	Réalizations cumulées au 31/12/2020	CP réalisés		CP prévisionnels			
		2021	2022	2023	2024	2025	2026
15 993 749,84 €	210 682,55 €	703,27 €	202 071,00 €	1 266 508,00 €	1 487 469,86 €	9 372 443,45 €	3 453 871,71 €

Budget Annexe ZA La Sauzaie

❖ AP/CP « ZA La Sauzaie » :

Par délibération n°2022-35 du 5 avril 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a augmenté la durée de cette autorisation de programme et a ajusté les crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés			CP prévisionnels	
	Réalizations cumulées au 31/12/2019	2020	2021	2022	2023
791 887,91 €	218 137,91€	341 063,58 €	144 217,04 €	13 300,00 €	75 169,38 €

- *Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient de diminuer le montant de l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :*

	CP réalisés			CP prévisionnels	
Autorisation de programme	<i>Réalisations cumulées au 31/12/2019</i>	2020	2021	2022	2023
728 718.53 €	218 137,91€	341 063,58 €	144 217,04 €	13 300,00 €	12 000,00 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** l'ensemble des modifications d'autorisations de programme et des crédits de paiement tels que décrits ci-dessus.
- **de prévoir** l'inscription aux budgets primitifs 2023 des crédits de paiements correspondants, tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessus.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant délégué en charge des Finances à liquider et mandater les dépenses à hauteur des crédits de paiement 2023 approuvés dans les autorisations de programme et d'engagement et crédits de paiement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-218. Budget Principal - Avances sur subventions 2023 aux associations

Monsieur Philippe CALLAUD rappelle que chaque année, des avances de subventions aux associations sont votées afin qu'elles puissent commencer à fonctionner, dans la limite de 30%. Les montants sont présentés. Les associations concernées sont celles qui perçoivent plus de 23 000 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que les collectivités et leurs groupements sont libres de décider le versement d'une subvention, soit totalement, soit partiellement avant que l'opération ou la manifestation subventionnée n'ait été réalisée.

Toute décision d'attribution et/ou de versement anticipé doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire conformément à l'article L. 2311-7 du CGCT.

Le Conseil Communautaire vote tous les ans des avances de subventions à des associations, dans la limite de 30 % de la subvention de fonctionnement accordée l'année précédente, hors actions spécifiques. Il s'agit essentiellement d'associations sociales, périscolaires et de jeunesse dont la trésorerie ne permet pas de régler tous les frais de fonctionnement avant le versement de la subvention, notamment les frais de personnel. Le versement de ces avances est conditionné à la demande expresse de l'association accompagnée d'un plan de trésorerie.

C'est ainsi que l'an dernier, neuf associations dont le montant de subvention allouée était supérieur à 23 000 € par bénéficiaire, ont bénéficié d'une avance de subvention avant la conclusion d'une convention avec la CDA précisant les modalités d'attribution desdites subventions.

Pour rappel, dès lors que la collectivité a accordé une subvention, elle dispose d'un droit de contrôle sur l'utilisation des fonds alloués. L'association peut être amenée à rembourser totalement ou partiellement une subvention ou une avance si elle n'a pas respecté les conditions fixées à son octroi, ou si la subvention ou l'avance n'a pas reçu l'emploi auquel elle était destinée.

Les associations concernées par l'attribution d'une avance de subvention sont les suivantes :

	Montants versés en 2022	Avance proposée (30 %)
CENTRE DE LOISIRS LE PIDOU	300 000 €	90 000 €
MISSION LOCALE DE LA SAINTONGE	253 000 €	75 900 €
CENTRE SOCIAL BOIFFIERS BELLEVUE	238 000 €	71 400 €
CENTRE DE LOISIRS LES FRIMOUSSES	165 000 €	49 500 €
CENTRE DE LOISIRS LES AVENTURIERS	154 000 €	46 200 €
SAS - Association	120 000 €	36 000 €
CENTRE SOCIAL BELLE RIVE	120 000 €	36 000 €
COS	90 100 €	27 030 €
DO L'ENFANT DOM	24 000 €	7 200 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que certaines associations peuvent solliciter le versement d'une avance sur leur subvention afin de faire face à leurs besoins de trésorerie,

Considérant que les crédits nécessaires seront prélevés à l'article 6574 du budget principal,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **d'approuver** le versement d'une avance de subventions dans la limite de 30 % des subventions accordées en 2022, hors subventions accordées pour des actions spécifiques, au titre de l'année 2023, pour les associations désignées ci-avant, étant précisé que ces montants constituent des maxima et ne seront mandatés qu'en fonction des besoins et sur demande expresse de l'association accompagnée d'un plan de trésorerie,
- **d'autoriser** le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 44 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 13 élus ne prennent pas part au vote (M. Gérard PERRIN, M. Eric PANNAUD en son seul nom, M. Jérôme GARDELLE au nom de Mme Aurore DESCHAMPS, M. Pascal GILLARD, M. Pierre-Henri JALLAIS en son seul nom, M. Bruno DRAPRON en son seul nom, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON en son seul nom, Mme Véronique CAMBON, M. Joël TERRIEN, M. David MUSSEAU au nom de M. Pierre HERVE, Mme Amanda LESPINASSE, Mme Françoise LIBOUREL en son seul nom et M. Fabrice BARUSSEAU).

2022-219. Vote des taux de fiscalité directe locale et du produit de la GEMAPI pour 2023

Monsieur Philippe CALLAUD précise qu'il s'agit de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), de la taxe d'habitation pour les résidences secondaires, de la taxe foncière sur le bâti et le non-bâti, et du produit de la GEMAPI. Aucun changement n'est observé par rapport aux années précédentes.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que depuis 2010, la Cotisation Economique Territoriale (CET) s'est substituée à la Taxe Professionnelle. La CET est composée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), produit d'une base foncière à laquelle est appliqué un taux local, et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE) elle-même calculée à partir de la valeur ajoutée produite par les entreprises et à laquelle s'applique un taux

national. La CFE est, pour sa part, assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière ; elle est affectée en totalité aux intercommunalités.

Concernant la CVAE, après l'avoir déjà réduite de moitié en 2021, le gouvernement envisage, finalement, sa suppression pure et simple en 2023. Cette suppression devrait être compensée, à l'euro près, par une part de TVA dès 2023.

Pour l'année 2023, compte tenu des prévisions budgétaires, il est proposé de reconduire le taux de la CFE de l'année 2022, soit 25,38 %.

Le rapporteur précise que depuis 2011, suite à la réforme de la fiscalité locale introduite par la loi de Finance initiale de 2010, les Communautés d'Agglomérations percevaient une part de taxe d'habitation, ainsi qu'une part de taxe foncier bâti et non bâti. La loi de Finance de 2020 a acté la suppression définitive de la taxe d'habitation à compter de 2023 pour l'ensemble des contribuables (à l'exception de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires). Afin de compenser financièrement la perte de cette taxe d'habitation, une nouvelle répartition des recettes fiscales des collectivités territoriales est mise en œuvre depuis 2021. Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Saintes -à l'instar des autres collectivités concernées- perçoit, en compensation de la taxe d'habitation, une fraction de TVA.

Par conséquent, il n'est plus nécessaire de voter un taux de taxe d'habitation sur les habitations principales, seuls les taux de foncier bâti et non bâti demeurent avec le taux de la taxe d'habitation uniquement sur les résidences secondaires.

Pour l'année 2023, compte tenu des prévisions budgétaires, il est proposé au Conseil Communautaire de reconduire les taux de 2022 des deux taxes dont il s'agit, soit un taux de 2,33 % sur les propriétés non bâties, et 0,00 % sur les propriétés bâties.

Concernant la taxe GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), disposition issue de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite « loi Maptam », il est proposé de maintenir cette taxe au niveau de celle de 2022, soit 275 000 €. Pour mémoire, la taxe GEMAPI appelée également « taxe inondation » est une compétence qui incombe aux intercommunalités depuis le 1^{er} janvier 2018. Elle permet de financer la prévention des risques d'inondation et apparaît sur les avis de taxe foncière payée par les contribuables.

Enfin, le vote des taux de fiscalité directe locale doit intervenir avant 15 avril 2022, et doit faire l'objet d'une délibération spécifique distincte de celle portant approbation du budget, même si les taux restent inchangés et que leur examen a lieu au cours de la même séance du conseil communautaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts et notamment les articles 1639 A et 1530 bis,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022,

Vu la délibération n°2018-196 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2018 portant instauration de la Taxe GEMAPI,

Considérant les ressources nécessaires pour assurer l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant les recettes fiscales de la Communauté d'Agglomération de Saintes qui sont assises à la fois sur la fiscalité des ménages et sur la fiscalité économique,

Considérant le souhait de maintenir au niveau de 2022 les taux de fiscalité et le produit d'imposition de la taxe GEMAPI,

Considérant que cette délibération intervient avant la réception de l'état 1259 relatif à la notification des taux,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

1. **de fixer** le taux applicable à la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) à 25,38 % ;
2. **de fixer** le taux applicable à la taxe d'habitation pour les résidences secondaires à 7,85 % ;
3. **de fixer** le taux applicable à la part de taxe foncière sur les propriétés non bâties à 2,33 % ;
4. **de fixer** le taux applicable à la part de taxe foncière sur les propriétés bâties à 0,00% ;
5. **de fixer** le produit d'imposition de la taxe GEMAPI à 275 000 € ;
6. **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Finances à signer tous les documents nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-220. Neutralisation budgétaire de l'amortissement des subventions d'équipements versées

Monsieur Philippe CALLAUD indique qu'il s'agit de l'opération budgétaire permettant d'équilibrer le budget. De nombreuses collectivités y ont recours. La CDA n'en avait pas besoin jusqu'alors, mais compte tenu des dépenses précédemment évoquées, 500 000 euros de dépenses d'investissement sont passés en recettes de fonctionnement. Il s'agit d'une opération d'ordre.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que par délibération n°2018-40 du 15 mars 2018, le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération de Saintes fixait les durées d'amortissement des subventions d'équipement versées comme suit :

Biens	Durées d'amortissement
- Pour financer des biens mobiliers, du matériel ou des études	5 ans
- Pour financer des biens immobiliers ou des installations	30 ans
- Pour financer des projets d'infrastructure d'intérêt national	40 ans
- Pour les aides à l'investissement des entreprises ne relevant d'aucune de ces catégories	5 ans

Le décret n°2015-1846 du 29 décembre 2015 prévoit la possibilité de neutraliser l'impact budgétaire de l'amortissement des subventions d'équipement versées.

Ce dispositif de neutralisation vise à garantir, lors du vote annuel du budget, le libre choix par la CDA de son niveau d'épargne.

Il précise que la neutralisation peut être totale, partielle ou nulle. Elle est réalisée budgétairement de la manière suivante :

- Constatation de l'amortissement des biens, quelle que soit leur nature, conformément au plan d'amortissement (opération d'ordre budgétaire) ;
- Dépense au compte 6811 « dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (mandat de paiement) ;
- Recette au compte 2804 concerné « amortissement des subventions d'équipement versées (titre de recette) ;
- Neutralisation (facultative) de l'amortissement des subventions d'équipement versées (opération d'ordre budgétaire) pour le même montant :
 - dépense au compte 198 « neutralisation des amortissements des subventions d'équipement versées » (mandat de paiement) ;
 - recette au compte 7768 « neutralisation des amortissements des subventions d'équipements versées » (titre de recette).

La présente délibération a pour objet de se prononcer sur le projet de neutralisation totale de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par inscription d'une dépense en section d'investissement et une recette en section de fonctionnement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2321-2,

Vu les décrets n°2015-1846 du 29 décembre 2015 et n°2015-1848 du 29 décembre 2015 modifiant la durée des amortissements des subventions d'équipement versées et portant neutralisation de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées,

Vu l'instruction budgétaire et comptable,

Vu la délibération n°2018-40 du Conseil Communautaire du 15 mars 2018 fixant la durée d'amortissement des subventions d'équipement versées,

Vu l'avis favorable de la commission Finances en date du 23 novembre 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder**, à compter de l'exercice budgétaire 2023, à la neutralisation budgétaire totale de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par inscription d'une dépense en section de fonctionnement et une recette en section de fonctionnement.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à accomplir toutes les démarches liées à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-221. Décision modificative n°2 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité pour l'exercice 2022

Monsieur Philippe CALLAUD rappelle que chaque année, l'idée est d'augmenter le versement transport afin d'essayer de repasser à 800 000 euros pour satisfaire les transports urbains. Cette année, une majoration de 400 000 euros doit être votée afin d'atteindre 1,4 million de subvention d'équilibre en 2022. Des décisions ont été prises afin de revenir à un montant de 800 000 euros en 2023.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées, soit le fonctionnement et l'investissement.

Pour le fonctionnement, en raison du contexte très inflationniste du moment et compte tenu de l'indexation du forfait de charges réalisée à ce jour, il convient d'augmenter le chapitre 65 pour la somme de 400 000 €. Parallèlement, afin de couvrir cette augmentation de dépenses, il convient de majorer les recettes de 400 000 € au chapitre 77 (produits exceptionnels), ce qui correspond à une subvention complémentaire versée par le budget principal.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M43,

Vu la délibération n°CC_2022_29 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 approuvant le compte administratif 2021 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité,

Vu la délibération n°CC_2022_43 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 portant affectation des résultats de l'exercice 2021 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité,

Vu la délibération n°CC_2022_44 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 adoptant le budget primitif 2022 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité,

Vu la délibération n°CC_2022_121 du Conseil Communautaire en date du 7 juin 2022 adoptant la décision modificative n°1 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Le rapport ci-dessous expose les motifs,

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DEPENSES			
CHAPITRE	NATURE	MONTANT	COMMENTAIRES
65 - Autres charges de gestion courante	6518 - Autres	+ 400 000 €	Voir supra

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
RECETTES			
CHAPITRE	NATURE	MONTANT	COMMENTAIRES
77 - Produits exceptionnels	774 - Subventions exceptionnelles	+ 400 000 €	Voir supra

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** la décision modificative n°2 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité pour l'exercice 2022, par chapitre, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-222. Budget Principal - Détermination des attributions de compensation définitives pour 2022

Monsieur Philippe CALLAUD indique qu'il ne s'agit pas d'un sujet nouveau. A chaque début d'année, la détermination des attributions de compensation pour l'année à venir est votée. Elle sera votée en 2023. Les attributions de compensation définitives sont votées en fin d'année. La liste est disponible, les attributions provisoires sont égales aux définitives, il n'y a pas de nouveautés.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la délibération n°2021-217 du Conseil Communautaire du 14 décembre 2021, avait pour objet de fixer les attributions de compensation provisoires pour 2022 suite, notamment, aux transferts au 1^{er} janvier 2020, à la CDA de Saintes, des compétences « eau », « assainissement » et « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ».

Ces transferts ont été réalisés suite aux rapports d'évaluation des charges établis par la CLECT, lesquels ont fait l'objet d'une approbation à la majorité qualifiée requise par les conseils municipaux des communes membres de la CDA.

Aucun nouveau transfert de compétence n'ayant été réalisé dernièrement, il n'y a pas lieu de modifier les attributions de compensation prévues pour 2022, lesquelles deviennent par conséquent définitives.

Le rapporteur rappelle, également, que les attributions de compensation constituent une dépense obligatoire. Comme prévu par les dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le conseil de l'EPCI communique aux communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions au titre de ces reversements.

La présente délibération a ainsi pour objet de fixer les montants définitifs des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2022.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment l'article L. 5211-17,

Vu Code Général des Impôts (CGI) et notamment l'article 1609 nonies C,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 10°), portant sur la compétence « Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 », et l'article 6, I, 2°d) portant sur la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération n°2020-60 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 portant définition de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines »,

Vu la délibération n°2021-217 du Conseil Communautaire du 14 décembre 2021 déterminant les montants des attributions de compensation provisoires pour 2022,

Considérant que l'article 1609 nonies C du Code Général des impôts (CGI) prévoit que : « Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges ».

Considérant le rapport sur le transfert de charges de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines » de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 10 septembre 2021, adopté par celle-ci à l'unanimité,

Considérant le rapport sur le transfert de charges de la compétence « Plan Local d'urbanisme, document en tenant lieu et cartes communales » de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 10 septembre 2021 adopté par celle-ci à la majorité,

Considérant que ces derniers ont été approuvés par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux conformément aux conditions requises à cet effet.

Considérant que, conformément à l'article 1609 nonies C V. 1°bis, il est autorisé de fixer librement le montant des attributions de compensation en tenant compte des évaluations de charges figurant dans les rapports de la CLECT,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de fixer les montants définitifs des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2022 comme suit :**

	Attributions de compensation 2022 imputées en section de fonctionnement	Attributions de compensation 2022 imputées en section d'investissement	TOTAL ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2022
Burie	-3 225 €	-5 622 €	- 8 847 €
Bussac-sur-Charente	-88 404 €	-1 859 €	- 90 263 €
Chaniers	-274 994 €	-8 552 €	- 283 546 €
La Chapelle-des-Pots	-57 427 €	-1 986 €	- 59 413 €
Chérac	-54 251 €	-2 000 €	- 56 251 €
Chermignac	-94 638 €	-4 162 €	- 98 800 €
La Clisse	-59 527 €	-774 €	- 60 301 €
Colombiers	-29 874 €	-462 €	- 30 336 €
Corme-Royal	-101 789 €	-5 901 €	- 107 690 €
Courcoury	-57 312 €	-1 830 €	- 59 142 €
Dompierre sur Charente	-60 288 €	-1 510 €	- 61 798 €
Le Douhet	49 092 €	-685 €	48 407 €
Ecoyeux	-67 935 €	-4 196 €	- 72 131 €
Écurat	-49 738 €	-583 €	- 50 321 €
Fontcouverte	-122 617 €	-11 606 €	- 134 233 €
Les Gonds	-83 141 €	-8 172 €	- 91 313 €
La Jard	-30 473 €	-991 €	- 31 464 €
Luchat	-51 951 €	-359 €	- 52 310 €
Migrion	-49 926 €	-921 €	- 50 847 €
Montils	-25 778 €	-1 884 €	- 27 662 €
Pessines	-36 964 €	-1 085 €	- 38 049 €
Pisany	-56 329 €	-3 162 €	- 59 491 €
Préguillac	144 412 €	-1 728 €	142 684 €
Rouffiac	-44 151 €	-3 223 €	- 47 374 €
Saint-Bris-des-Bois	7 573 €	-247 €	7 326 €
Saint-Césaire	-53 960 €	-1 205 €	- 55 165 €
Saint-Georges-des-Coteaux	-95 103 €	-7 360 €	- 102 463 €
Saint-Sauvant	-66 493 €	-741 €	- 67 234 €
Saint-Sever-de-Saintonge	-58 220 €	-1 425 €	- 59 645 €
Saint-Vaize	11 116 €	-1 155 €	9 961 €
Saintes	1 058 661 €	-216 854 €	841 807 €
Le Seure	2 166 €	-726 €	1 440 €
Thénac	-70 457 €	-3 986 €	- 74 443 €
Varzay	-50 870 €	-1 269 €	- 52 139 €
Vénérand	-41 161 €	-1 323 €	- 42 484 €
Villars-Les-Bois	-2 270 €	-196 €	- 2 466 €
TOTAL	-666 246 €	-309 740 €	- 975 986 €

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à accomplir toutes les démarches liées à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document à cet effet.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-223. Budget Principal - Détermination des attributions de compensation provisoires pour 2023

Monsieur Philippe CALLAUD précise qu'il s'agit des attributions de compensation provisoires. Les attributions de compensation définitives seront votées en fin d'année.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la délibération n°2021-217 du Conseil Communautaire du 14 décembre 2021, avait pour objet de fixer les attributions de compensation provisoires pour 2022 suite, notamment, aux transferts au 1^{er} janvier 2020, à la CDA de Saintes, des compétences « eau », « assainissement » et « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ».

Ces transferts ont été réalisés suite aux rapports d'évaluation des charges établis par la CLECT, lesquels ont fait l'objet d'une approbation à la majorité qualifiée requise par les conseils municipaux des communes membres de la CDA.

Pour 2023, la variation du montant des attributions de compensation va résider dans l'évolution du montant des charges transférées, en matière de transfert de gestion des eaux pluviales urbaines, en investissement.

En effet, les instances ont décidé qu'il y avait lieu d'augmenter, progressivement, ces attributions de compensation, sur cinq années, soit jusqu'en 2025.

Le rapporteur rappelle, également, que les attributions de compensation constituent une dépense obligatoire. Comme prévu par les dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le conseil de l'EPCI communique aux communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions au titre de ces reversements.

La présente délibération a ainsi pour objet de fixer les montants provisoires des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2023.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment l'article L. 5211-17,

Vu Code Général des Impôts (CGI) et notamment l'article 1609 nonies C,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 10°), portant sur la compétence « Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 », et l'article 6, I, 2°d) portant sur la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération n°2020-60 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 portant définition de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines »,

Vu la délibération n°2022-222 du Conseil Communautaire du 8 décembre 2022 déterminant les montants des attributions de compensation définitives pour 2022,

Considérant que l'article 1609 nonies C du Code Général des impôts (CGI) prévoit que : « Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges ».

Considérant le rapport sur le transfert de charges de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines » de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 10 septembre 2021, adopté par celle-ci à l'unanimité,

Considérant que ce dernier a été approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux conformément aux conditions requises à cet effet.

Considérant que, conformément à l'article 1609 nonies C V. 1°bis, il est autorisé de fixer librement le montant des attributions de compensation en tenant compte des évaluations de charges figurant dans les rapports de la CLECT,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de fixer** les montants provisoires des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2023 comme suit :

	Attributions de compensation 2023 imputées en section de fonctionnement	Charges d'investissement liées au transfert de la compétence Eaux pluviales pour 2023	Attributions de compensation 2023 imputées en section d'investissement	TOTAL ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2023
Burie	-3 225 €	-4 607 €	-6 043 €	- 9 268 €
Bussac-sur-Charente	-88 404 €	-2 046 €	-2 046 €	- 90 450 €
Chaniers	-274 994 €	-7 704 €	-9 256 €	- 284 250 €
La Chapelle-des-Pots	-57 427 €	-2 186 €	-2 186 €	- 59 613 €
Chérac	-54 251 €	-2 201 €	-2 201 €	- 56 452 €
Chermignac	-94 638 €	-4 580 €	-4 580 €	- 99 218 €
La Clisse	-59 527 €	-851 €	-851 €	- 60 378 €
Colombiers	-29 874 €	-509 €	-509 €	- 30 383 €
Corme-Royal	-101 789 €	-4 883 €	-6 347 €	- 108 136 €
Courcoury	-57 312 €	-2 014 €	-2 014 €	- 59 326 €
Dompierre sur Charente	-60 288 €	-1 662 €	-1 662 €	- 61 890 €
Le Douhet	49 092 €	-754 €	-754 €	48 338 €
Ecoyeux	-67 935 €	-4 618 €	-4 618 €	- 72 553 €
Écurat	-49 738 €	-642 €	-642 €	- 50 380 €
Fontcouverte	-122 617 €	-11 364 €	-12 644 €	- 135 261 €
Les Gonds	-83 141 €	-6 335 €	-8 751 €	- 91 892 €
La Jard	-30 473 €	-1 091 €	-1 091 €	- 31 564 €
Luchat	-51 951 €	-395 €	-395 €	- 52 346 €
Migrion	-49 926 €	-1 014 €	-1 014 €	- 50 940 €
Montils	-25 778 €	-1 435 €	-2 015 €	- 27 793 €
Pessines	-36 964 €	-1 194 €	-1 194 €	- 38 158 €
Pisany	-56 329 €	-1 564 €	-3 305 €	- 59 634 €
Préguillac	144 412 €	-1 902 €	-1 902 €	142 510 €
Rouffiac	-44 151 €	-3 548 €	-3 548 €	- 47 699 €
Saint-Bris-des-Bois	7 573 €	-272 €	-272 €	7 301 €
Saint-Césaire	-53 960 €	-1 326 €	-1 326 €	- 55 286 €
Saint-Georges-des-Coteaux	-95 103 €	-6 698 €	-7 972 €	- 103 075 €
Saint-Sauvant	-66 493 €	-816 €	-816 €	- 67 309 €
Saint-Sever-de-Saintonge	-58 220 €	-1 568 €	-1 568 €	- 59 788 €
Saint-Vaize	11 116 €	-1 271 €	-1 271 €	9 845 €
Saintes	1 058 661 €	-174 198 €	-232 771 €	825 890 €
Le Seure	2 166 €	-798 €	-798 €	1 440 €
Thénac	-70 457 €	-4 387 €	-4 387 €	- 74 844 €
Varzay	-50 870 €	-1 397 €	-1 397 €	- 52 267 €
Vénérand	-41 161 €	-1 457 €	-1 457 €	- 42 618 €
Villars-Les-Bois	-2 270 €	-215 €	-215 €	- 2 485 €
TOTAL	-666 246 €	-263 502 €	-333 818 €	- 1 000 064 €

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à accomplir toutes les démarches liées à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-224. Charges à répartir entre le Budget principal et le Budget annexe Régie des déchets - Exercice 2022

Monsieur Jérôme GARDELLE précise qu'il s'agit d'une délibération habituelle, il s'agit de définir le montant du remboursement du budget annexe vers le budget général. En effet, différents services travaillent pour ce budget annexe, comme le service finances, le service travaux, le service des ressources humaines, les affaires générales et l'informatique, avec des pourcentages d'activité en fonction des Equivalent Temps Plein (ETP) mis à disposition. Le montant de remboursement fixé pour l'année 2022 serait de 150 458 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le Budget Principal supporte des dépenses de personnel d'agents intervenant pour le Budget Annexe « Régie des déchets ».

Il convient de prendre en compte les flux comptables réciproques sur chacun des budgets concernés.

En l'occurrence, il s'agit des frais relatifs aux services Finances, Ressources Humaines, Travaux, Affaires Générales et Informatique, répartis comme suit :

	Quotité budget annexe "Régie des déchets"
FINANCES	7 %
TRAVAUX	6 %
RESSOURCES HUMAINES	10 %
AFFAIRES GENERALES	6 %
INFORMATIQUE	3 %

Pour l'année 2022, au vu du coût salarial des agents concernés, le montant des charges à répartir pour le Budget Annexe « Régie des déchets » s'élève à 150 458 €.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les Instructions Comptables et Budgétaires M 14 et M 4,

Considérant que le Budget Principal supporte des charges salariales transversales en lieu et place du Budget Annexe « Régie des déchets »,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Considérant l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la régie des déchets du 1^{er} décembre 2022,

Considérant que le Budget Annexe « Régie des déchets » doit rembourser au Budget Principal la somme de 150 458 € au vu des pourcentages indiqués dans le rapport ci-avant,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** le remboursement des charges 2022 ci-dessus mentionnées, par le Budget Annexe « Régie des déchets » au Budget Principal, pour la somme de 150 458 €.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-225. Grille tarifaire 2023 de la Régie des déchets

Monsieur Jérôme GARDELLE précise que les tableaux de synthèse des évolutions entre 2022 et 2023 sont présentés. Le chiffre de 8% avait été évoqué précédemment. La notion de pourcentage a été retenue par rapport à une augmentation forfaitaire. En effet, à partir de 2022, il a été décidé de mettre en place des distinctions en fonction de la composition du foyer. Il paraissait donc logique que ces évolutions tarifaires soient proportionnelles aux distinctions opérées. Pour les foyers d'une seule personne, la hausse sera un peu moins importante que pour les foyers de deux personnes et plus.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Président rappelle que la Régie des Déchets assure un service public de collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes. A ce titre, elle organise la facturation de ce service d'élimination des déchets ménagers et assimilés au travers de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères (REOM) et de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères Incitative (REOMI). La tarification du service public est fonction du mode de collecte (équipement de pré-collecte mis à disposition des usagers, fréquence de collecte) et de l'évolution des coûts inhérents au traitement des déchets.

En 2022, un contexte inflationniste apparu depuis la crise sanitaire et particulièrement virulent avec la guerre en Ukraine, entraîne une forte progression, depuis plusieurs mois, du coût des matières premières, des matériels, des pièces détachées et du prix du carburant. Dans ce contexte, il est proposé d'appliquer une augmentation de 8% sur les tarifs de la grille tarifaire de la Régie des Déchets et d'approuver la grille tarifaire ci-jointe applicable à compter du 1^{er} janvier 2023.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2333-76,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 7°), « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés»,

Vu la délibération n°2022-167 du Conseil Communautaire en date du 5 octobre 2022 portant vote de la grille tarifaire concernant la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOMI et REOM) et autres tarifs applicables à partir du 15 octobre 2022,

Considérant que le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets a émis un avis favorable le 1^{er} décembre 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la grille tarifaire 2023 ci-jointe et son application à partir du 1^{er} janvier 2023.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document lié à l'application de cette grille.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 6 Voix contre (Mme Florence BETIZEAU, M. Rémy CATROU, M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX et M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET)
- 1 Abstention (M. Michel ROUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-226. Charges à répartir entre le Budget principal et le Budget annexe Transports urbains et mobilité - Exercice 2022

Monsieur Philippe CALLAUD indique que le principe est le même pour ce qui concerne le budget annexe transports urbains et mobilité. Le budget principal consent des dépenses, notamment en ressources humaines, pour alimenter le budget transports. Il est donc normal que celui-ci rembourse au budget général le montant de ces charges, pour un total de 53 932 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le Budget Principal supporte des dépenses de personnel d'agents intervenant pour les Budgets Annexes « Transports urbains et mobilité » et « Régie des déchets ».

Il convient de prendre en compte les flux comptables réciproques sur chacun des budgets concernés.

En l'occurrence, il s'agit des frais relatifs aux services Finances, Ressources Humaines, Travaux, Affaires Générales et Informatique, répartis comme suit :

	Quotité budget annexe "Transports urbains et mobilité"
FINANCES	5 %
TRAVAUX	2 %
RESSOURCES HUMAINES	0,4 %
AFFAIRES GENERALES	3 %
INFORMATIQUE	2 %

Pour l'année 2022, le montant des charges à répartir pour le Budget Annexe « Transports urbains et mobilité » s'élève à 53 932 €.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les Instructions Comptables et Budgétaires M 14 et M 43,

Considérant les pourcentages présentés dans le rapport ci-avant indiquant la quotité d'activité pour 2022 des personnels des services concernés rémunérés par le budget principal et travaillant pour le service des Transports urbains et mobilité,

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** le remboursement des charges 2022 ci-dessus mentionnées, par le Budget Annexe « Transports urbains et mobilité » au Budget Principal, pour la somme de 53 932 €.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2022-227. Subvention 2022 du budget principal au budget annexe Transports urbains et mobilité

Monsieur Philippe CALLAUD rappelle que la subvention comprend 400 000 euros supplémentaires cette année, pour un total d'1,2 million. L'objectif de cette contribution supplémentaire est d'adapter les tarifs.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que :

« Il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L. 2224-1.

Toutefois, le conseil municipal peut décider une telle prise en charge lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes :

1° Lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;

2° Lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;

3° Lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

La décision du conseil municipal fait l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée. Cette délibération fixe les règles de calcul et les modalités de versement des dépenses du service prises en charge par la commune, ainsi que le ou les exercices auxquels elles se rapportent. »

Dans ce cadre, la CDA envisage pour 2022 une subvention du budget principal vers le budget annexe Transports Urbains et Mobilité dont le montant s'élèverait à 1 200 000 €.

Cette subvention est plus importante que celle prévue au budget primitif (800 000 €), en raison du caractère très inflationniste de l'année 2022 entraînant une augmentation très importante des indices de révisions (+16 % pour + 6% prévu initialement) des contrats de fonctionnement concourant à l'offre de service aux usagers du service public des transports.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général de Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2224-2,

Vu les instructions budgétaires et comptables M 43 et M 14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 2°), c) « organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du Code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code »,

Vu les délibérations n°2022-39 et n°2022-44 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 relatives à l'approbation des Budgets Primitifs 2022 du Budget Principal et du Budget Annexe Transports Urbains et mobilités, et n°2022-121 du 7 juin 2022 relative à la Décision Modificative n°1 du Budget Annexe Transports Urbains et mobilité,

Considérant que l'équilibre de la section d'exploitation du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité ne peut être obtenu sans subvention du Budget Principal, celle-ci pouvant être autorisée en application de l'article L. 2224-2 du CGCT,

Considérant que la subvention versée au Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité est motivée par la volonté de pérenniser le service public des transports urbains dans des conditions acceptables pour les usagers. La non prise en charge par le Budget Principal conduirait, en effet, à une augmentation excessive des tarifs,

Considérant que la subvention 2022 est estimée à la date du 8 décembre 2022, l'exercice 2022 n'étant pas clos,

Considérant l'avis favorable de la Commission des finances du 23 novembre 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de fixer, pour 2022, le montant de la subvention du Budget Principal au Budget Annexe Transports Urbains et mobilité à 1 200 000 €.**

- **de préciser** que les crédits sont inscrits au compte 67441 pour le Budget Principal et 774 pour le Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-228. Fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Saint-Sauvant

Monsieur Philippe CALLAUD déclare qu'il s'agit de réhabiliter un bâtiment communal dit « Maison Flingou » afin d'y créer deux gîtes ruraux pouvant accueillir une clientèle PMR (Personnes à Mobilité Réduite) et une clientèle de groupe. Le coût global des travaux s'élève à 500 902 euros. Le fonds de concours sollicité est un tirage unique de 50 000 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Saint-Sauvant souhaite procéder à la réhabilitation d'un bâtiment communal dit « Maison Flingou » afin d'y créer deux gîtes ruraux pouvant accueillir, dans le premier, une clientèle PMR (Personnes à Mobilité Réduite), dans le second, une clientèle de groupe.

Cet équipement d'accueil touristique se situe « à l'étage » du bourg de Saint-Sauvant et à proximité de sa tour. Le village est une étape sur le cheminement de la vallée du Coran qui partant de Burie rejoint la « Flow vélo » à Dompierre-sur-Charente.

Il précise que le projet global estimé à 500 902 € H.T, peut bénéficier des aides financières de l'Europe (Leader), de l'État (DETR et DSIL), de la Région Nouvelle Aquitaine (contrat de ruralité) et du département de la Charente-Maritime (aide à l'équipement touristique des petites communes).

La commune sollicite, par ailleurs, l'aide de la Communauté d'Agglomération de Saintes en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du conseil communautaire en date du 10 février 2022 qui intervient sur le reste à charge de la commune.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

Organismes	Montants sollicités
Europe	100 000,00 €
Etat DSIL	39 924,97 €
Etat DETR	125 225,50 €
Conseil Régional	80 000,00 €
Département	55 200,00 €
Commune	50 551,53 €
CDA Saintes	50 000,00 €
Total	500 902,00 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours » ,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Sauvant approuvant les travaux de réhabilitation d'un bâtiment communal dit « Maison Flingou » afin d'y créer deux gîtes ruraux et sollicitant à cet égard, l'aide de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Considérant la mise en valeur et l'attractivité globale de ce projet pour la commune de Saint-Sauvant et l'ensemble du territoire,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal au compte 2041411,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 50 000 € à la commune de Saint-Sauvant pour les travaux de réhabilitation d'un bâtiment communal dit « Maison Flingou » afin d'y créer deux gîtes ruraux.

- de préciser que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-229. Garantie d'emprunt complémentaire à la SEMIS pour la résidence autonomie de Montils

Monsieur Philippe CALLAUD explique que la CDA garantit généralement les emprunts souscrits par la SEMIS afin de réaliser les opérations d'aménagement. Le coût de l'opération étant supérieur aux prévisions, il est proposé au Conseil Communautaire de garantir les emprunts complémentaires, d'un montant de 59 976 euros chacun, auprès du Crédit Coopératif.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que par délibération n°2021-138 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2021, la Communauté d'Agglomération de Saintes a décidé de garantir deux emprunts d'un montant de 1 011 000 € (au taux du livret A + 1,11 % sur 30 ans), et de 971 529 € (au taux fixe de 1,10 % sur 30 ans), emprunts souscrits par la SEMIS auprès du Crédit Coopératif dans le cadre du financement de l'opération d'acquisition et d'amélioration d'une résidence autonomie située à Montils (17800), lieu-dit « La Cloque ».

Il rappelle également que l'exercice de la compétence « Equilibre Social de l'Habitat », ainsi que le règlement d'attribution des aides à la production de logement social, prévoient l'octroi d'une garantie d'emprunt sur l'ensemble des projets portés par les bailleurs sociaux dans le cadre d'une production neuve.

Le rapporteur précise que suite à l'appel d'offres, le coût de l'opération est augmenté de 119 934 € et il nécessaire, par conséquent, d'assurer un financement complémentaire.

Après consultation de plusieurs établissements bancaires, le Crédit Coopératif a été retenu pour le financement complémentaire de ce projet.

Deux emprunts sont contractés pour la réalisation de cette opération, à savoir :

- *Prêt PLS (Prêt Locatif Social) d'un montant de 59 967 € au taux du livret A + 1,11 % sur 31 ans ;*
- *Prêt complémentaire au PLS d'un montant de 59 967 € au taux fixe de 2,60 % sur 30 ans.*

En conséquence, il est demandé au Conseil Communautaire de garantir les deux emprunts d'un montant total de 119 934 € souscrits par la SEMIS auprès du Crédit Coopératif, dont les contrats sont joints en annexe.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 à L. 2252-4 et L. 5111-4,

Vu le Code Civil et notamment son article 2298,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022 et notamment l'article 6, I, 3°), relatif à l'équilibre social de l'habitat et comprenant entre autres « les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2013-149 du Conseil Communautaire en date du 21 novembre 2013 portant définition de l'intérêt communautaire de la compétence Equilibre Social de l'Habitat et notamment des actions et aides financières en faveur du logement social,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH 2017-2022,

Vu la délibération n°2019-180 du Conseil Communautaire en date du 7 novembre 2019 portant modification de l'intérêt communautaire de la compétence « Equilibre Social de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2019-159 du Conseil Communautaire en date du 26 septembre 2019 accordant une garantie d'emprunts PLS et PLS complémentaire par la Communauté d'Agglomération de Saintes à La SEMIS pour l'acquisition et l'amélioration d'une résidence autonomie à Montils,

Vu la délibération n°2021-138 du Conseil Communautaire du 6 juillet 2021 accordant une garantie d'emprunts PLS et PLS complémentaire par la Communauté d'Agglomération de Saintes à La SEMIS pour l'acquisition et l'amélioration d'une résidence autonomie à Montils,

Vu le contrat de prêt N°A922205F, en annexe, signé entre la Société d'Economie Mixte Immobilière de la Saintonge (SEMIS), ci-après l'Emprunteur, et le Crédit Coopératif,

Vu le contrat de prêt N° J4570489, en annexe, signé entre la Société d'Economie Mixte Immobilière de la Saintonge (SEMIS), ci-après l'Emprunteur, et le Crédit Coopératif,

Considérant que cette garantie est accordée, après avoir pris connaissance du tableau d'amortissement établi par le Crédit Coopératif, en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque,

Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :

- ***de garantir les deux emprunts d'un montant de 59 967 €, chacun, souscrits par la SEMIS auprès du Crédit Coopératif, dont les contrats sont joints en annexe.***

- *d'autoriser Monsieur le Président ou le Vice-Président en charge des Finances, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre le CREDIT COOPERATIF et la SEMIS et de l'habiliter à procéder ultérieurement, sans autre délibération, aux opérations qui nécessiteraient, le cas échéant, la mise en œuvre de la garantie.*
- *d'autoriser Monsieur le Président ou le Vice-Président en charge des Finances, à signer tous les documents y afférents.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- *54 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *0 Abstention*
- *0 Ne prend pas part au vote*

RESSOURCES HUMAINES

2022-230. Forfait mobilités durables

Madame Marie-Line CHEMINADE indique que 70% des Français vont au travail en voiture. En 2015, l'ancienne région Poitou-Charentes était celle qui utilisait le plus la voiture pour les trajets domicile-travail. Le diagnostic Plan Climat Air Energie du Territorial (PCAET) du territoire montre que la production de CO2 provient essentiellement des trajets en véhicule. La CDA souhaite s'engager dans une politique incitative au transport alternatif et durable pour les trajets domicile-travail. Il est donc proposé la création d'un forfait mobilité durable, de 200 euros par an pour les agents de l'établissement qui circulent à vélo ou covoiturent pendant au moins cent jours par an.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la loi d'orientation des mobilités du 26 décembre 2019 a introduit la possibilité, pour les agents qui font le choix d'un mode de transport alternatif et durable (vélo, covoiturage) pour effectuer le trajet entre leur domicile et leur lieu de travail, de bénéficier d'une participation annuelle de leur employeur.

Le trajet domicile / travail est devenu un élément primordial de la mobilité et source de nombreux problèmes : pollution, embouteillages entre autres.

Une étude de l'INSEE publiée en 2019 énonçait que 70% des Français se rendaient sur leur lieu de travail en voiture.

Le forfait mobilités durables vient donc proposer des solutions alternatives à l'usage individuel de la voiture, et vient ainsi compléter l'accompagnement qui était réservé au remboursement des abonnements aux services de transport en commun (50% maximum de l'abonnement).

Ce forfait prévoit donc une participation, qui a été fixée à 200 € par an, à la condition d'attester sur l'honneur de l'utilisation de l'un et/ou l'autre de ces modes de déplacement à raison d'au moins 100 jours par an (vélo, covoiturage). Ce nombre minimal de jours peut être modulé en fonction de la durée de présence dans l'année et selon la quotité du temps de travail de l'agent et qu'ainsi, un agent travaillant à 80% devra avoir utilisé les modes de déplacement précisés dans cette délibération pendant 80 jours pour bénéficier du même forfait,

Ce forfait sera versé par l'employeur l'année suivant celle du dépôt de la déclaration à terme échu (Chapitre 011)

Deux documents devront ainsi être complétés : une déclaration préalable, et une attestation sur l'honneur postérieure.

Ce dispositif concerne tous les agents de la fonction publique, à l'exception de :

- *Ceux bénéficiant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail,*
- *Ceux bénéficiant d'un véhicule de fonction,*
- *Ceux ayant un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur travail*

- *Ceux transportés gratuitement par leur employeur*

Il convient enfin de préciser que ce forfait mobilités durables est exclusif du versement mensuel de remboursement des frais de transport public ou d'abonnement à un service public de location de vélos.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code du Travail et notamment les articles L.3261-1 et suivants et R.3261-13-1 et suivants relatifs à la prise en charge des frais de transport par l'employeur,

Vu la loi d'Orientation des Mobilités n°2019-1428 du 24 décembre 2019 et son article 82 visant au développement des mobilités plus propres et plus actives,

Vu le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au forfait mobilités durables dans la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du forfait mobilités durables dans la fonction publique d'Etat,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022,

Vu l'avis du Comité Technique du 25 novembre 2022,

Considérant que la mise en place d'un forfait mobilités durables encourage le développement des modes actifs et partagés pour les déplacements domicile-travail et par l'usage de moyens de transports plus vertueux pour l'environnement,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- ***de mettre en place à compter du 1^{er} janvier 2023, le forfait mobilités durables de 200 euros par an au bénéfice des agents de la Communauté d'Agglomération de Saintes dès lors qu'ils certifient sur l'honneur réaliser leurs trajets domicile-travail avec leur vélo personnel ou en covoiturage pendant un minimum de 100 jours par an, modulé selon la quotité de temps de travail et de la durée de présence dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé.***
- ***de verser annuellement ce forfait mobilités durables aux agents concernés à terme échu.***
- ***d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document à cet effet.***

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- ***54 Voix pour***
- ***0 Voix contre***
- ***0 Abstention***
- ***0 Ne prend pas part au vote***

2022-231. La journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées ou handicapées

Madame Marie-Line CHEMINADE déclare qu'après un test effectué en 2022, le lundi de Pentecôte devient un jour travaillé à la CDA. Cependant, afin de permettre à tous de contribuer comme ils le souhaitent à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, le siège de la CDA sera fermé au public. Chaque agent aura la possibilité soit de venir travailler le lundi de Pentecôte, soit de poser un jour de RTT ou de reporter un ATT. Cette journée de solidarité correspond à sept heures de travail d'un temps complet. Cette règle s'applique à l'ensemble des agents, qu'ils soient fonctionnaires, titulaires, stagiaires ou contractuels.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la journée de solidarité, destinée à financer des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, s'applique dans les trois versants de la fonction publique.

Elle prend la forme d'une journée supplémentaire non rémunérée.

Elle peut être accomplie de différentes manières au sein des administrations. Sa durée est réduite pour les agents travaillant en temps non complet, à temps partiel en fonction de leur durée de travail.

Cette journée de solidarité prend la forme d'une journée supplémentaire de travail non rémunérée par les agents et d'une contribution de 0,3 % versée par l'employeur à la Caisse de solidarité pour l'autonomie,

Ainsi, il est proposé les modalités de mise en œuvre de la journée de solidarité suivantes :

- Travailler le jour du lundi de la Pentecôte,
Ou
- Poser un jour de Réduction du Temps de Travail (RTT), ou déplacer un jour d'Aménagement de Temps de Travail (ATT) le lundi de la Pentecôte.
- que ce temps de travail soit effectué à due proportion de la durée de travail de l'agent (7h00 pour un temps complet),
- que cette mesure prenne effet le 1^{er} janvier 2023 et qu'elle soit applicable à l'ensemble des agents fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi qu'aux agents contractuels,
- que les heures liées à cette journée de solidarité soient, pour les agents annualisés, intégrées dans leurs plannings annuels, assistantes maternelles inclus.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022,

Vu la délibération du Bureau Communautaire de la Communauté de Communes du Pays Santon en date du 16 décembre 2004 portant instauration de la journée de solidarité au sein de l'établissement,

Vu la délibération n°2017-235 du 14 décembre 2017 relative au protocole d'accord fixant les modalités d'application de l'optimisation et modernisation de l'organisation du temps de travail,

Vu la délibération n°2017-236 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2017 portant journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées ou handicapées,

Vu l'avis du comité technique en date du 25 novembre 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'abroger à compter du 1^{er} janvier 2023 :

- la délibération du Bureau Communautaire de la Communauté de Communes du Pays Santon en date du 16 décembre 2004 portant instauration de la journée de solidarité au sein de l'établissement,
- la délibération n°2017-236 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2017 portant journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées ou handicapées,
- **d'approuver** les modalités de mise en œuvre de la journée de solidarité, telles que définies dans le rapport ci-dessus pour une prise d'effet au 1^{er} janvier 2023.
- **de modifier**, à compter du 1^{er} janvier 2023, l'article 1-6 intitulé journée de solidarité du protocole d'accord fixant les modalités d'application de l'optimisation et modernisation de l'organisation du temps de travail approuvé par la délibération n°2017-235 du 14 décembre 2017 tel qu'indiqué en annexe de la délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2022-232. Régime indemnitaire tenant compte de la valeur professionnelle : le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

Madame Marie-Line CHEMINADE précise que le souhait était celui d'une démarche d'harmonisation du CIA. Le montant maximum pouvant être versé à un agent est désormais fixé à 700 euros, indépendamment du temps de travail, du métier, du cadre d'emploi et de l'emploi exercé. Le CIA récompense la manière de servir l'établissement. Cette harmonisation s'appliquera dès 2023, en fonction des évaluations effectuées pour l'année 2022.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

A compter du 1^{er} janvier 2018 et conformément au principe de parité avec la Fonction Publique d'Etat, le RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) a été mis en place à la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Après l'instauration de l'IFSE (indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise), première composante du RIFSEEP, le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) a été déployé.

Le CIA est lié à l'engagement professionnel de l'agent et à sa manière de servir, deux éléments appréciés lors de l'entretien professionnel annuel.

Sont alors évalués la valeur professionnelle de l'agent, l'investissement personnel dans l'exercice des fonctions, le sens du service public, la capacité à travailler en équipe et la contribution au collectif de travail.

Après 3 années de mise en œuvre des campagnes des entretiens professionnels et de versement du CIA, il est apparu nécessaire, dans un souci d'équité sur l'engagement professionnel et la manière de servir, d'harmoniser le montant plafond du CIA à 700,00 € quel que soit le groupe, le métier, le cadre d'emploi et l'emploi exercé selon les modalités définies ci-dessous.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991, modifié, pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 susvisé,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014, modifié, portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2015, modifié, pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 susvisé,

Vu la délibération n°2017-239 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2017 fixant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement à compter du 1^{er} janvier 2018,

Vu la délibération n°2018-223 du Conseil Communautaire en date du 8 novembre 2018 relatif au régime indemnitaire tenant compte de la valeur professionnelle : le Complément Indemnitaire Annuel (CIA),

Vu la délibération n°2019-164 du Conseil Communautaire en date du 26 septembre 2019 modifiant l'application du régime indemnitaire tenant compte de la valeur professionnelle : le Complément Indemnitaire Annuel (CIA),

Vu la décision n°20-200 du Président de la CDA de Saintes en date du 25 juin 2020 relative à l'extension du régime indemnitaire tenant compte de la valeur professionnelle : le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) à certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 25 novembre 2022,

Considérant qu'après 3 années de mise en œuvre des campagnes des entretiens professionnelles et de versement du CIA, il est nécessaire, dans un souci d'équité sur l'engagement professionnel et la manière de servir, d'harmoniser le montant selon les modalités définies ci-dessous et d'abroger les délibérations et décisions en lien avec le CIA,

ARTICLE 1 : BENEFICIAIRES

Conformément au principe de parité prévu par l'article L.714-5 du Code Général de la Fonction publique, le CIA sera appliqué, sous réserve d'avoir réalisé l'entretien professionnel de l'année concernée, à tous les fonctionnaires occupant un emploi au sein de l'établissement qu'ils soient stagiaires ou titulaires à temps complet, temps non complet, temps partiel. Ce régime indemnitaire sera également appliqué aux agents contractuels de droit public à temps complet, temps non complet ou temps partiel occupant un emploi au sein de l'établissement sur poste permanent ou recrutés sur la base d'un contrat de projet de plus d'un an.

Fonctionnaires et contractuels susnommés doivent appartenir à l'ensemble des filières et cadres d'emplois suivants, selon les règles énumérées ci-après :

- Les administrateurs,
- Les attachés,
- Les conseillers socio-éducatifs,
- Les rédacteurs,
- Les techniciens,
- Les éducateurs des APS,
- Les animateurs,
- Les assistants socio-éducatifs,
- Les adjoints administratifs,
- Les agents sociaux,
- Les ATSEM,
- Les opérateurs des APS,
- Les adjoints d'animation,
- Les adjoints du patrimoine.
- Les adjoints techniques
- Les agents de maîtrise.
- Les ingénieurs territoriaux,
- Les cadres de santé,
- Les conseillers des APS,
- Les infirmiers,
- Les puéricultrices,
- Les éducateurs de jeunes enfants,
- Les auxiliaires de puéricultures.

ARTICLE 2 : PART ET PLAFOND

Le montant plafond du CIA qui peut être servi est fixé à 700,00 € quel que soit le groupe, le métier, le cadre d'emploi et l'emploi exercé. Il est calculé uniquement sur la manière de servir et sur l'engagement professionnel de l'agent évalué.

ARTICLE 3 : MISE EN PLACE DU COMPLEMENT ANNUEL INDEMNITAIRE (CIA)

1) Principe

Il est instauré au profit des cadres d'emplois, visés dans la présente délibération, l'indemnité de complément indemnitaire annuel (CIA) qui vise à valoriser l'engagement professionnel et la manière de servir. Cette indemnité repose sur une formalisation précise de critères professionnels.

Les critères professionnels à partir desquels l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent sont appréciés portent notamment sur les critères et les sous-critères ci-après définis :

CRITERES	SOUS CRITERES	NOMBRE DE POINTS
L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs	Effectuer son travail dans les temps impartis (gestion du temps)	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Gérer les priorités	
	Souci d'efficacité et de résultat	
	Fiabilité et qualité du travail	
Les compétences techniques	Maîtrise des techniques de travail (fiche de poste + fiche IFSE)	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Connaissances théoriques spécifiques de son métier (cf fiche de poste + fiche IFSE)	
	Entretien et développement de ses compétences	
Les compétences relationnelles	En relation avec le public, sens du service public	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Capacité de travail en équipe	
	Relation avec la hiérarchie et les collègues	
Les compétences d'adaptation	Innover, faire des propositions, apporter des idées	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Réagir de façon appropriée face à l'imprévu et à l'urgence	
	Capacité à replacer son action au sein des objectifs de l'établissement public	
La capacité d'encadrement	Définir des objectifs	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Animer, fédérer une équipe	
	Gérer les compétences de son équipe	
	Organiser le travail et les ressources de l'équipe	

Le nombre de points maximum sans encadrement est fixé à 52 points

Le nombre de points maximum avec encadrement est fixé à 68 points

2) Conditions d'attribution

La grille des critères est intégrée au document « entretien professionnel » et le nombre de points sera déterminé au moment de cet entretien professionnel.

Les critères évalués lors de l'entretien professionnel représenteront 100% du montant maximal pouvant être attribué au titre du CIA. L'application est fixée selon la répartition suivante des points obtenus par l'agent :

Pour les agents évalués sur 52 points :

Jusqu'à 13 points : 25% du montant du CIA
de 14 à 25 points : 50 % du montant du CIA
de 26 à 37 points : 75% du montant du CIA
de 38 à 52 points : 100 % du montant du CIA

Pour les agents évalués sur 68 points :

Jusqu'à 17 points : 25% du montant du CIA
de 18 à 32 points : 50% du montant du CIA
de 33 à 49 points : 75 % du montant du CIA

de 50 à 68 points : 100 % du montant du CIA

Une commission de médiation, composée de la Vice-présidente en charge des Ressources Humaines, de l'agent, d'une personne au choix de l'agent, de l'évaluateur de l'agent et de la DRH, est instituée dans le cadre des entretiens professionnels. Cette commission aura pour mission dans les quinze jours suivants l'évaluation, de permettre à l'agent évalué de demander une réévaluation de son entretien professionnel sur la partie spécifique liée aux critères « CIA ».

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DU CIA

1) Périodicité de versement

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet, ainsi que les agents quittant l'établissement ou étant recrutés dans l'établissement en cours d'année mais ayant eu une activité de plus de six mois, sont admis au bénéfice de cette indemnité.

2) Attribution individuelle

Suite à une absence prolongée de l'agent, un entretien professionnel doit être systématiquement proposé par l'employeur dès la reprise d'activité de l'agent.

En cas d'absence totale sur toute l'année, aucune évaluation sur la manière de servir ne sera effectuée, seuls les objectifs pourront être notifiés. Aussi, en application du principe de parité avec l'Etat, dans ce dernier cas, le CIA ne pourra être attribué.

Pour les métiers ayant des tâches quotidiennes et répétitives, un minimum de trois mois de présence consécutifs justifieront une évaluation.

Le montant individuel attribué au titre du CIA, sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération et selon les points obtenus suite à l'entretien d'évaluation.

ARTICLE 5 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

Les dispositions de la présente délibération permettront l'attribution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) à compter de 2023.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'abroger :**
 - o la délibération n°2018-223 du Conseil Communautaire en date du 8 novembre 2018 susvisée,
 - o la délibération n° 2019-164 du Conseil Communautaire en date du 26 septembre 2019 susvisée,
 - o la décision n°20-200 du 25 juin 2020 précitée.
- **d'approuver la mise en place du CIA selon les modalités susvisées qui permettront l'attribution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) à compter de 2023.**
- **d'autoriser le Président à fixer par arrêté individuel le montant du CIA versé aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus.**
- **de prévoir et d'inscrire les crédits correspondants aux budgets.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-233. Régie des déchets - Prime annuelle de rémunération pour le personnel sous contrat de droit privé

Madame Marie-Line CHEMINADE précise qu'il s'agit de la déclinaison de la délibération précédente pour la régie des déchets, dont le personnel est sous contrat de droit privé.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que les agents publics de la Communauté d'Agglomération de Saintes perçoivent sous certaines conditions le Complément Indemnitaire Annuel (CIA).

Une prime annuelle, équivalente au CIA, est versée aux agents de droit privé de la Régie des déchets en application des mêmes conditions d'attribution.

Compte tenu que les conditions d'attribution du CIA pour les agents publics vont être modifiées, il est proposé de modifier, dans les mêmes conditions, l'attribution de la prime annuelle du personnel sous contrat de droit privé de la régie des déchets en harmonisant notamment son montant selon les conditions ci-dessous présentées.

ARTICLE 1 : BENEFICIAIRES

Les métiers concernés sont :

- *Adjoint responsable collecte*
- *Adjointe au directeur/responsable accueil, redevance, proximité*
- *Agent de Brigade*
- *Agent de maintenance PAE*
- *Agent de déchetterie*
- *Agent entretien PAV*
- *Agent de rotation Benne PAE/PAV*
- *Agent de redevance*
- *Agent d'accueil*
- *Assistante de direction*
- *Chauffeur/Ripeur*
- *Responsable collecte*
- *Responsable déchetterie*
- *Responsable moyens généraux*
- *Responsable opérationnel*
- *Ripeur*

Une prime tenant compte de la valeur professionnelle sera appliquée à l'ensemble des personnels sous statut de droit privé en contrat à durée indéterminée (CDI) de la régie des déchets occupant un emploi qu'ils soient à temps complet, temps non complet ou à temps partiel.

ARTICLE 2 : PART ET PLAFOND

Le montant plafond de la prime annuelle est fixé à 700 euros quel que soit le métier exercé. Il est calculé uniquement sur la manière de servir et sur l'engagement professionnel de l'agent évalué.

ARTICLE 3 : MISE EN PLACE DE LA PRIME ANNUELLE

1) Principe

Il est instauré au profit des personnels occupant les métiers, visés à l'article 1, une prime annuelle qui vise à valoriser la valeur professionnelle. Cette prime annuelle repose sur une formalisation précise de critères professionnels.

Les critères professionnels à partir desquels la valeur professionnelle des personnels est appréciée portent notamment sur les critères et les sous-critères ci-après définis :

CRITERES	SOUS CRITERES	NOMBRE DE POINTS
L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs	<i>Effectuer son travail dans les temps impartis (gestion du temps)</i>	<i>1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant</i>
	<i>Gérer les priorités</i>	
	<i>Souci d'efficacité et de résultat</i>	
	<i>Fiabilité et qualité du travail</i>	
Les compétences techniques	<i>Maîtrise des techniques de travail (fiche de poste)</i>	

	Connaissances théoriques spécifiques de son métier (cf fiche de poste)	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Entretien et développement de ses compétences	
Les compétences relationnelles	En relation avec le public, sens du service public	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Capacité de travail en équipe	
	Relation avec la hiérarchie et les collègues	
Les compétences d'adaptation	Innover, faire des propositions, apporter des idées	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Réagir de façon appropriée face à l'imprévu et à l'urgence	
	Capacité à replacer son action au sein des objectifs de l'établissement public	
La capacité d'encadrement	Définir des objectifs	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Animer, fédérer une équipe	
	Gérer les compétences de son équipe	
	Organiser le travail et les ressources de l'équipe	

Le nombre de points maximum sans encadrement est fixé à 52 points

Le nombre de points maximum avec encadrement est fixé à 68 points

2) Conditions d'attribution

La grille des critères est intégrée au document « entretien professionnel » et le nombre de points sera déterminé au moment de cet entretien professionnel.

Les critères évalués lors de l'entretien professionnel représenteront 100% du montant de la prime annuelle pouvant être attribué. L'application est fixée selon la répartition suivante des points obtenus par l'employé :

Pour les personnels évalués sur 52 points :

Jusqu'à 13 points : 25% du montant de la prime
de 14 à 25 points : 50% du montant de la prime
de 26 à 37 points : 75% du montant de la prime
de 38 à 52 points : 100 % du montant de la prime

Pour les personnels évalués sur 68 points :

Jusqu'à 17 points : 25% du montant de la prime
de 18 à 32 points : 50% du montant de la prime
de 33 à 49 points : 75 % du montant de la prime
de 50 à 68 points : 100 % du montant de la prime

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PRIME ANNUELLE

La prime annuelle fera l'objet d'un versement annuel.

Les personnels admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, ainsi que les personnels quittant la régie des déchets ou étant recrutés en cours d'année mais ayant eu une activité de plus de 6 mois sont admis au bénéfice de la prime annuelle.

ARTICLE 5 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

Les dispositions de la présente délibération permettront l'attribution de la prime annuelle au personnel de droit privé à compter de 2023.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Travail,

Vu la Convention collective nationale des activités du déchet,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 7°), « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Vu la délibération n°2020-65 du Conseil communautaire du 13 février 2020 instaurant une prime annuelle de rémunération pour le personnel sous contrat de droit privé de la régie des déchets,

Vu l'avis du Conseil d'exploitation de la régie des déchets en date du 1^{er} décembre 2022,

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 25 novembre 2022,

Considérant que les agents de droit privé de la régie des déchets perçoivent une prime annuelle de rémunération, équivalent au Complément Indemnitaire Annuel (CIA) perçu, sous certaines conditions, par les agents publics de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant que les conditions d'attribution du CIA pour les agents de droit public de la Communauté d'Agglomération de Saintes vont être modifiées, il est proposé de modifier dans les mêmes conditions, l'attribution de la prime annuelle pour le personnel sous contrat de droit privé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'abroger** la délibération n°2020-65 du 13 février 2020 susvisée.
- **de mettre en place** la prime annuelle pour le personnel de droit privé de la Régie des déchets selon les modalités ci-dessous :

ARTICLE 1 : BENEFICIAIRES

Les métiers concernés sont :

- Adjoint responsable collecte
- Adjointe au directeur/responsable accueil, redevance, proximité
- Agent de Brigade
- Agent de maintenance PAE
- Agent de déchetterie
- Agent entretien PAV
- Agent de rotation Benne PAE/PAV
- Agent de redevance
- Agent d'accueil
- Assistante de direction
- Chauffeur/Ripeur
- Responsable collecte
- Responsable déchetterie
- Responsable moyens généraux
- Responsable opérationnel
- Ripeur

Une prime tenant compte de la valeur professionnelle sera appliquée à l'ensemble des personnels sous statut de droit privé en contrat à durée indéterminée (CDI) de la régie des déchets occupant un emploi qu'ils soient à temps complet, temps non complet ou à temps partiel.

ARTICLE 2 : PART ET PLAFOND

Le montant plafond de la prime annuelle est fixé à 700 euros quel que soit le métier exercé. Il est calculé uniquement sur la manière de service et sur l'engagement professionnel de l'agent évalué.

ARTICLE 3 : MISE EN PLACE DE LA PRIME ANNUELLE

1) Principe

Il est instauré au profit des personnels occupant les métiers, visés à l'article 1, une prime annuelle qui vise à valoriser la valeur professionnelle. Cette prime annuelle repose sur une formalisation précise de critères professionnels.

Les critères professionnels à partir desquels la valeur professionnelle des personnels est appréciée portent notamment sur les critères et les sous-critères ci-après définis :

CRITERES	SOUS CRITERES	NOMBRE DE POINTS
L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs	Effectuer son travail dans les temps impartis (gestion du temps)	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Gérer les priorités	
	Souci d'efficacité et de résultat	
	Fiabilité et qualité du travail	
Les compétences techniques	Maîtrise des techniques de travail (fiche de poste)	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Connaissances théoriques spécifiques de son métier (cf fiche de poste)	
	Entretien et développement de ses compétences	
Les compétences relationnelles	En relation avec le public, sens du service public	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Capacité de travail en équipe	
	Relation avec la hiérarchie et les collègues	
Les compétences d'adaptation	Innover, faire des propositions, apporter des idées	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Réagir de façon appropriée face à l'imprévu et à l'urgence	
	Capacité à replacer son action au sein des objectifs de l'établissement public	
La capacité d'encadrement	Définir des objectifs	1 - insatisfaisant 2 - à améliorer 3 - satisfaisant 4 - très satisfaisant
	Animer, fédérer une équipe	
	Gérer les compétences de son équipe	
	Organiser le travail et les ressources de l'équipe	

Le nombre de points maximum sans encadrement est fixé à 52 points

Le nombre de points maximum avec encadrement est fixé à 68 points

3) Conditions d'attribution

La grille des critères est intégrée au document « entretien professionnel » et le nombre de points sera déterminé au moment de cet entretien professionnel.

Les critères évalués lors de l'entretien professionnel représenteront 100% du montant de la prime annuelle pouvant être attribué. L'application est fixée selon la répartition suivante des points obtenus par l'employé :

Pour les personnels évalués sur 52 points :

Jusqu'à 13 points : 25% du montant de la prime
de 14 à 25 points : 50% du montant de la prime
de 26 à 37 points : 75% du montant de la prime
de 38 à 52 points : 100 % du montant de la prime

Pour les personnels évalués sur 68 points :

Jusqu'à 17 points : 25% du montant de la prime
de 18 à 32 points : 50% du montant de la prime

de 33 à 49 points : 75 % du montant de la prime
de 50 à 68 points : 100 % du montant de la prime

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PRIME ANNUELLE

La prime annuelle fera l'objet d'un versement annuel.

Les personnels admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, ainsi que les personnels quittant la régie des déchets ou étant recrutés en cours d'année mais ayant eu une activité de plus de 6 mois sont admis au bénéfice de la prime annuelle.

ARTICLE 5 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

Les dispositions de la présente délibération permettront l'attribution de la prime annuelle au personnel de droit privé à compter de 2023.

- **de prévoir et d'inscrire les crédits correspondants aux budgets.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-234. Instauration de l'indemnité forfaitaire annuelle pour fonctions essentiellement itinérantes au sein de la Communauté d'Agglomération de Saintes

Madame Marie-Line CHEMINADE précise qu'au regard de l'engagement de la CDA en faveur de la transition écologique, et face aux impacts économiques liés à la crise énergétique, la CDA propose aux agents amenés à se déplacer fréquemment pendant leur travail une indemnité pour fonctions itinérantes d'un montant de 615 euros par an. Les personnes concernées par cette indemnité sont celles qui vont effectuer au minimum 250 kilomètres au cours de l'année civile, dans le cadre de ces déplacements récurrents. Il s'agit de personnes devant se déplacer sur plusieurs établissements au cours d'une journée type. Le service éducation est principalement concerné, au travers des ATSEM, des agents de restauration, d'animation et d'entretien, ainsi que des agents de la petite enfance.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle aux membres de l'assemblée que, certains agents sont amenés à se déplacer fréquemment, pour les besoins du service et dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, à l'intérieur du territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Par application de l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 :

« Les fonctions essentiellement itinérantes, à l'intérieur d'une commune, dotée ou non d'un réseau de transport en commun régulier, au titre desquelles peut être allouée, une indemnité forfaitaire dont le montant maximum est fixé par un arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget sont déterminées par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ».

Les agents concernés, qui utilisent leurs propres véhicules personnels, ne peuvent pas disposer d'un véhicule de service permanent.

Les trajets pris en compte ne concernent que les déplacements à partir d'un site professionnel (ou lieu de travail) vers un autre lieu pour les besoins de la collectivité, effectués dans une même journée et à la demande de l'employeur, et excluent les trajets domicile-travail.

Compte tenu des déplacements réalisés au cours de l'année civile par certains agents au sein de l'établissement, il est proposé dès lors de fixer le montant de l'indemnité annuelle à 615 euros.

Seront concernés, par l'attribution de ladite indemnité, les personnels ci-dessous titulaires, stagiaires, contractuels, occupant un emploi dans les conditions définies ci-avant, ayant effectués, au moins, 250 Kms dans l'année civile :

SERVICES :

- Petite enfance
- Education
- Restauration
- Entretien
- Animation

FONCTIONS :

tous métiers
ATSEM
Agent de restauration
Agent d'entretien
Agent d'animation, animateur, directeur

Il est précisé que :

- ce sont les fonctions exercées qui permettent l'attribution de cette indemnité forfaitaire annuelle de fonctions itinérantes et que par voie de conséquence, l'agent qui n'en remplit plus les conditions ne peut plus y prétendre.
- le montant de l'indemnité ne sera pas modulé selon la durée de présence dans l'année au titre de laquelle l'indemnité est versée.
- un ordre de mission permanent pour une durée d'un an sera délivré au personnel exerçant des fonctions itinérantes, que l'autorisation d'utiliser son véhicule personnel ne sera délivrée qu'au vu de la souscription par l'agent d'une assurance particulière et au vu de son permis de conduire en cours de validité, l'assurance de l'agent devant couvrir de manière illimitée la responsabilité personnelle de ce dernier pour ses déplacements professionnels, la responsabilité de l'employeur dans le cas où celle-ci serait engagée vis-à-vis des personnes transportées, et enfin, l'assurance contentieuse. Une copie de ces documents sera conservée dans le dossier individuel de l'agent.
- cette indemnité sera versée aux agents concernés, en janvier de l'année N+1 après remontée d'un état mensuel validé par le responsable hiérarchique auprès du service des ressources humaines. En cas de départ d'agent en cours d'année, le versement sera effectué au plus tard le mois suivant le départ si les 250 kms sont effectués.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié par le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991,

Vu l'arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022,

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 25 novembre 2022,

Considérant que l'indemnité forfaitaire annuelle allouée, est fixée par voie d'arrêté interministériel au montant maximum de 615 euros,

Considérant que ces dépenses seront inscrites au budget,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de mettre en place**, à compter du 1^{er} janvier 2023, l'indemnité de fonctions essentiellement itinérantes d'un montant de 615 euros par an au bénéfice des agents de la Communauté d'Agglomération de Saintes dès lors qu'ils remplissent les conditions décrites ci-dessus,

- *de verser annuellement et à terme échu, cette indemnité de fonctions essentiellement itinérantes aux personnels ci-dessous titulaires, stagiaires et contractuels occupant un emploi dans les conditions définies ci-avant, ayant effectués, au moins, 250 Kms dans l'année civile.*

SERVICES :

- Petite enfance
- Education
- Restauration
- Entretien
- Animation

FONCTIONS :

- Tous métiers
- ATSEM
- Agent de restauration
- Agent d'entretien
- Agent d'animation, animateur, directeur

En cas de départ d'agent en cours d'année, le versement sera effectué au plus tard le mois suivant le départ.

- *d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document à cet effet.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-235. Régie des déchets : Indemnité horaire pour travail normal de nuit

Madame Marie-Line CHEMINADE indique qu'il s'agit d'un réajustement pour les horaires de nuit. Une délibération permet de rémunérer les personnes concernées par jour. Or, il est nécessaire d'appliquer un paiement par heure effectuée pour ce temps entre 21 heures et 6 heures du matin. Le montant est de 0,97 euros par heure effectuée.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que, compte tenu des besoins de service, les agents de la collecte de la Régie des Déchets travaillent à partir de 5 heures du matin la semaine et peuvent être amenés à faire la tournée du samedi soir/dimanche matin.

Pour les agents publics, la réglementation permet de valoriser cette activité en versant une indemnité pour chaque heure effectuée de nuit de 21h à 6h du matin.

A ce jour, le taux de l'indemnité horaire normal de nuit est de 0,17 euros, qui peut être majoré jusqu'à 0,80 euros en cas de travail intensif soit au total 0,97 euros par heure.

Actuellement, les agents concernés perçoivent l'indemnité de nuit intensive de 0,97 euros par jour de présence et non en fonction du nombre d'heures effectué sur la plage horaire 21h/6h du matin, il est donc proposé de modifier la délibération du Bureau Communautaire n°2013-85 du 20 juin 2013 portant primes, indemnités et avantages en nature versés au personnel du service environnement, afin de la rendre conforme aux textes juridiques et permettre ainsi le paiement de ladite indemnité à l'heure de nuit réellement effectuée entre 21h et 6h du matin.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les décrets n°61-647 du 10 mai 1961 et n°76-208 du 24 février 1976 relatifs à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit,

Vu l'arrêté ministériel du 30 août 2001 fixant les taux de l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et de la majoration spéciale pour travail intensif,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 7°), « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés»,

Vu la délibération n°2013-85 du Bureau Communautaire en date du 20 juin 2013 portant primes, indemnités et avantages en nature versés au personnel du service Environnement,

Considérant que les agents de droit public du service de la collecte de la Direction de la Politique des déchets effectuent une partie de leur service entre 21 heures et 6 heures du matin,

Considérant que l'indemnité de travail de nuit est versée à l'heure de présence effectuée entre 21h et 6h du matin dans le cadre du cycle normal de travail,

Vu l'avis du Comité technique du 25 novembre 2022,

Vu l'avis du Conseil d'exploitation de la Régie des déchets en date du 1^{er} décembre 2022,

Considérant les crédits inscrits au budget de la régie des déchets, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'abroger à partir du 1^{er} janvier 2023, les éléments relatifs à l'indemnité pour travail de nuit intensif présents dans le tableau annexé à la délibération du Bureau communautaire n°2013-85 du 13 juin 2013 susvisée.

- de verser, à compter du 1^{er} janvier 2023, l'indemnité horaire pour travail de nuit intensif aux agents publics (fonctionnaires, stagiaires et contractuels de droit public) travaillant au service collecte de la régie des déchets, à raison de 0,97 euros par heure effectuée entre 21h et 6h du matin.

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour***
- 0 Voix contre***
- 0 Abstention***
- 0 Ne prend pas part au vote***

2022-236. Modification du tableau des effectifs

Madame Marie-Line CHEMINADE explique qu'il s'agit de réajuster le tableau des effectifs. Une augmentation du temps de travail a lieu au niveau de la direction Enfance. Un grade d'auxiliaire de puériculture doit être réajusté. Le recrutement d'un chargé d'instruction du droit des sols au niveau de la direction aménagement et développement durable a eu lieu. Au niveau de la direction des ressources humaines, un conseiller de prévention doit être recruté. Il dispose du grade d'agent de maîtrise. Or, la personne qui a muté exerçait un autre emploi, puisqu'elle était technicienne. Au niveau de la direction du patrimoine, le poste de conducteur d'opérations est supprimé. Ce poste était calibré en catégorie B, cependant au vu de la difficulté à recruter au niveau de ce poste, il est supprimé du tableau des emplois. Un autre poste sera proposé avec un meilleur calibrage, afin qu'il corresponde réellement aux besoins et à l'actualité. Ces postes sont très tendus, et la CDA ne parvient pas à trouver les candidats adéquats. Ensuite, un réajustement des postes a lieu au regard de la promotion interne. Deux postes d'agent de maîtrise ont été proposés, et les postes précédemment occupés par les personnes ayant reçu ces promotions sont supprimés. Le poste de technicien, dont la promotion avait été anticipée mais n'a pas été acceptée, est supprimé. Il s'agit d'un toilettage du tableau des emplois.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.

Les agents concernés sont les agents titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet ainsi que les agents non titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet.

Conformément au Code général de la fonction publique, aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas.

Considérant les besoins de la Direction Education, Enfance, Jeunesse,

Considérant la nécessité d'augmenter le temps de travail d'un agent de la direction compte tenu des besoins de service,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement d'auxiliaire de puériculture, l'agent retenu sera recruté sur le grade d'auxiliaire de puériculture de classe normale,

Considérant les besoins de la Direction Aménagement Durable du Territoire,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement de chargé de l'instruction du droit des sols, l'agent retenu est titulaire du grade d'adjoint administratif,

Considérant que suite à la vacance du poste d'animateur OPAH-RU Habitat indigne (départ d'un agent), il convient d'ouvrir ce poste de catégorie B à la filière technique, cadre d'emplois des techniciens territoriaux et à la filière administrative, cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,

Considérant les besoins de la Direction des Ressources Humaines,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement de conseiller de prévention, l'agent retenu est titulaire du grade d'agent de maîtrise,

Considérant les besoins de la Direction du Patrimoine,

Considérant que par délibération n° 2021-220 du 14 décembre 2021 a été créé un poste de conducteur d'opération, emploi de catégorie B, cadre d'emplois des techniciens,

Considérant que, compte tenu des difficultés de recrutement, il convient d'ouvrir également ce poste à la catégorie A de la filière technique et de la filière administrative, cadre d'emplois respectivement des ingénieurs et des attachés territoriaux,

Promotions internes (budget principal et budget annexe Régie des déchets),

Considérant que par délibération n° 2022-124 du 7 juin 2022, le Conseil communautaire a validé notamment la création de 2 postes d'agents de maîtrise et d'un poste de technicien dans le cadre des dossiers de promotions internes présentés auprès du Centre de gestion départemental,

Considérant que les 2 agents de maîtrise ont été inscrits sur liste d'aptitude et nommés sur ledit grade et que le dossier de l'agent proposé pour la promotion interne de technicien n'a pas été retenu par le Centre de gestion, il convient de supprimer, au tableau des effectifs, les anciens grades des agents nommés agents de maîtrise et de supprimer le grade de promotion de technicien non pourvu,

Considérant ainsi, qu'après avis du comité technique du 25 novembre 2022 et compte tenu des besoins susvisés des services de l'établissement, il est proposé de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Budget principal et budget annexe de la régie des déchets

GRADES	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Agent de maîtrise	+ 1 TC	
Agent de maîtrise		- 1 TNC (30h)
Auxiliaire de puériculture de classe normale	+ 1 TC	
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure		- 1 TC
Adjoint administratif	+ 1 TC	
Rédacteur		- 1 TC
Emplois de catégorie B - cadres d'emplois des rédacteurs et techniciens territoriaux	+ 1 TC	
Technicien principal de 1 ^{ère} classe		- 1 TC
Agent de maîtrise	+ 1 TC	

Technicien		- 1 TC
Ingénieur	+ 1 TC	
Ingénieur principal	+ 1 TC	
Ingénieur hors classe	+ 1 TC	
Attaché	+ 1 TC	
Attaché principal	+ 1 TC	
Directeur	+ 1 TC	
Attaché hors classe	+ 1 TC	
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		- 2 TC
Technicien (budget régie des déchets)		- 1 TC

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022,

Vu l'avis du Comité technique du 25 novembre 2022,

Considérant les crédits prévus au budget 2022, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les éléments de modification mentionnés ci-avant.
- **de procéder** à la modification du tableau des effectifs du Budget Principal et du Budget annexe de la Régie des déchets ci-annexés, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

MARCHÉS PUBLICS

2022-237. Autorisation de signer le marché de "Prestation d'entretien, de réparation et de dépannage des véhicules poids lourds de la régie des déchets de la CDA de Saintes"

Monsieur Francis GRELLIER indique que le marché comprend les pièces détachées ainsi que la main-d'œuvre. Le précédent marché arrivait à son terme, d'où la nécessité d'en lancer un nouveau. Le marché sera conclu pour une durée de douze mois et reconductible trois fois, pour un montant maximum de dépenses d'1,5 million d'euros hors taxes sur la durée totale du marché. Le choix a été relativement simple, dans la mesure où un seul candidat s'est présenté. La Commission d'Appels d'Offres, qui s'est réunie le 23 novembre dernier, a attribué le marché à l'entreprise ATLANTIC VI, située zone des Charriers à Saintes.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'entretien, les réparations et le dépannage des véhicules poids lourds de la Régie des déchets qui comprend la fourniture des pièces détachées et la main-d'œuvre sont externalisés depuis le 1^{er} octobre 2021.

Le marché relatif à ces prestations étant arrivé à échéance, la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé une consultation relative aux « prestations d'entretien, de réparation et de dépannage des véhicules poids lourds de la régie des déchets de la CDA de Saintes », sous la forme d'un appel d'offres ouvert (publicité en date du 21 septembre 2022).

La commission d'Appel d'offres de la Communauté d'Agglomération de Saintes a attribué le 23 novembre 2022 le marché à l'entreprise ATLANTIC VI - 17 Avenue de GEMOZAC - ZI des CHARRIERS 17 100 SAINTES. Il s'agit d'un marché conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 500 000 € HT sur la durée totale du marché (reconductions comprises). Le marché sera conclu à compter de sa notification pour une durée de 12 mois et pourra être reconduit 3 fois 12 mois.

Il est ainsi proposé d'autoriser la signature du marché et toutes les pièces liées à la procédure avec l'entreprise ATLANTIC VI - 17 Avenue de GEMOZAC - ZI des CHARRIERS 17 100 SAINTES, pour un montant maximum de 1 500 000 € H.T sur la durée totale du marché.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 1111-1, L. 2124-2, L. 2125-1, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2162-13 et R. 2162-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022,

Vu la délibération n°2020-121 du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020 portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment le point n°4 relatif à la passation des marchés et de leurs avenants,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que le marché présenté dans le rapport ci-avant pour la prestation d'entretien, de réparation et de dépannage des véhicules poids lourds de la régie des déchets de la CDA de Saintes est d'un montant supérieur au seuil susvisé,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres a attribué le 23 novembre 2022 le marché à l'entreprise ATLANTIC VI,

Considérant l'avis du Conseil d'exploitation de la Régie des déchets en date du 1^{er} décembre 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer le marché « prestations d'entretien, de réparation et de dépannage des véhicules poids lourds de la régie des déchets de la CDA de Saintes » et toutes les pièces liées à la procédure avec l'entreprise ATLANTIC VI - 17 Avenue de GEMOZAC - ZI des CHARRIERS 17 100 SAINTES, pour un montant maximum de 1 500 000 € H.T sur la durée totale du marché.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION ATTRACTIVE ET INNOVANTE

ÉCONOMIE

2022-238. Société Publique Locale (SPL) Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes - Approbation du projet de statuts et prise de participation

Monsieur le Président explique qu'il s'agit d'approuver le projet des statuts et la prise de participation de la SPL. Cette agence apparaît comme une nécessité pour le territoire. Elle est plus agile et rapide que les services d'une Agglomération. La demande figurait dans le Livre Blanc des entreprises.

Monsieur le Président tient à remercier le service juridique de l'Agglomération, qui a effectué un travail remarquable afin qu'une solution puisse être trouvée. Plusieurs idées avaient été envisagées, comme une association ou une SEM, sans donner pleinement satisfaction. La solution d'une SPL a été trouvée. L'avantage de cette forme est que les fonds sont publics, ainsi les élus conservent le pouvoir de cette agence. Cet outil sera au service de l'Agglomération, notamment pour le développement économique. Il s'agira d'un guichet unique, d'une porte d'entrée pour celles et ceux qui vont s'installer sur le territoire, qu'il s'agisse d'entreprises, de personnel médical ou de futurs habitants. Ce guichet unique permettra d'apporter des réponses rapides et d'orienter les personnes qui se présenteront. Il sera également l'occasion de promouvoir la marque de territoire, qui permet à l'Agglomération d'être reconnue ailleurs. L'outil permettra aussi de prospecter pour attirer les personnes sur le territoire. Il est nécessaire d'accompagner les porteurs de projets qui auront besoin d'être orientés. De nombreuses agglomérations se sont déjà dotées d'un outil de ce type.

Le capital de la SPL s'élève à 37 020 euros. La CDA apportera 30 380 euros. Un deuxième actionnaire public était nécessaire, et la ville de Saintes participera à hauteur de 4 220 euros. Les communes de l'Agglomération intègrent progressivement l'agence. Les plus importantes se verront appliquer une cotisation de 340 euros, et les autres un montant de 200 euros. Il sera nécessaire de délibérer prochainement concernant la gouvernance, et de nommer le Président et le Conseil d'Administration. Chaque actionnaire fait partie de l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration sera composé de 18 membres.

Monsieur Jean-Philippe MACHON se demande si le nombre de 18 membres pour le Conseil d'Administration ne s'apparente pas à une grosse machine, ou à une petite structure. Ensuite, il s'interroge sur l'article 23.1 relatif à la rémunération des administrateurs. Le premier paragraphe semble assez clair et précise que les représentants des collectivités territoriales exerçant les fonctions de membres du Conseil d'Administration peuvent percevoir une rémunération ou des avantages particuliers s'ils y ont été autorisés par une délibération expresse de l'assemblée les ayant désignés, à savoir le Conseil de la CDA. Le deuxième paragraphe indique que l'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs une somme fixe annuelle qu'elle détermine. Le Conseil d'Administration répartit ensuite cette rémunération entre ses membres. Enfin, le troisième paragraphe stipule que la rémunération du représentant de la collectivité assurant les fonctions de Président est fixée par le Conseil d'Administration (de la SPL). Le Conseil Communautaire n'a donc aucun regard sur le montant de rémunération que peut fixer l'Assemblée Générale ou le Conseil d'Administration. Monsieur MACHON demande si ces deux derniers paragraphes ne devraient pas faire référence au premier, et soumettre ces questions au Conseil Communautaire plutôt qu'au Conseil d'Administration de la SPL.

Monsieur le Président explique que ces statuts ont été travaillés par le service juridique, et correspondent aux statuts-types des SPL. Les 18 membres correspondent à la réglementation. Monsieur le Président considère qu'il s'agit d'une petite structure en devenir. Il pense qu'elle va grandir, et montrer toute sa nécessité sur le territoire. La question de la rémunération des administrateurs est elle aussi purement réglementaire. Il n'a jamais été question d'une rémunération. Le cas de figure est identique dans les SEMIS, où le Président peut être rémunéré.

Monsieur Jean-Philippe MACHON précise que pour qu'il puisse être rémunéré, un vote du conseil municipal doit avoir lieu.

Monsieur le Président dément ces propos, le conseil municipal désigne mais ne gère pas. La SEM décide si une rémunération est attribuée ou non à ses administrateurs. Dans le cas de la SPL, il n'est pas question de rémunération. Seules des personnes issues de l'Agglomération vont en faire partie. L'idée est de disposer d'un outil nouveau, facilitant et demandé par le monde économique. Il s'agit de faire avancer le territoire.

Monsieur Rémy CATROU est rempli de doutes en ce qui concerne les SPL. Une structure différente de la CDA est inventée pour gérer des dossiers mis en avant par la CDA, et l'actionnariat y sera intégré.

Monsieur le Président souligne qu'il s'agit d'actionnariat public. L'actionnariat privé n'est pas possible dans le cadre d'une SPL.

Monsieur Rémy CATROU considère qu'il s'agit d'un nouvel outil à la mode. Il n'est pas particulièrement enclin à suivre cette démarche vers la SPL, il n'en voit pas l'intérêt.

Monsieur le Président souligne que les plaintes à l'égard des lourdeurs du carcan administratif sont nombreuses. La SPL est conçue pour le public, il n'est pas possible qu'un actionnaire privé vienne capter cet outil. Les fonds sont placés et gérés uniquement par la collectivité, qui rend des comptes devant son Assemblée Générale et son Conseil Communautaire. Il s'agit d'un dispositif d'une souplesse remarquable, qui permet d'avancer plus vite.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle le contexte de création de la Société Publique Locale (SPL) Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes et présente la répartition du capital social ainsi que les modalités d'organisation de la gouvernance de la société.

L'objet de la présente délibération vise à approuver le projet de statuts ci-joint de la SPL et d'approuver la participation de la Communauté d'Agglomération de Saintes au capital social de la SPL à hauteur de 30 380 € soit 1519 actions, d'une valeur nominale de 20 €.

1. Contexte de création de la Société Publique Locale (SPL) Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes

Les élus de la Communauté d'agglomération de Saintes ont initié dès 2020 une stratégie volontariste en matière d'attractivité du territoire qui porte ses fruits et redonne progressivement à l'Agglomération de Saintes la place qui est la sienne dans le paysage départemental.

Depuis le début de l'actuelle mandature, plus de 20.2 millions d'euros ont d'ores-et-déjà été investis au service d'un territoire toujours plus attractif, plus vert et plus proche de ses habitants. La stratégie d'attractivité portée par l'exécutif produit des résultats tangibles. Jour après jour, l'agglomération se transforme et l'image positive que dégage le territoire attire désormais les investisseurs privés qui portent de nombreux projets innovants, structurants et toujours plus qualitatifs.

C'est dans ce cadre et avec l'objectif notamment de créer une porte d'entrée unique pour l'accueil des porteurs de projets et nouveaux salariés sur le territoire qu'il est proposé de créer une agence d'attractivité sous la forme d'une société publique locale (SPL).

Cette agence aura notamment pour objectif de conduire toutes politiques ou actions de promotion du territoire, de marketing territorial, de prospection et d'accompagnement de nouvelles entreprises ou activités, d'accompagnement des porteurs de projets d'événements professionnels et d'animation d'événements avec pour vocation principale de développer l'attractivité sur le territoire de ses actionnaires.

Comme indiqué à l'article 3 du projet de statuts ci-joint, la société aura ainsi la possibilité d'assurer, entre autres activités :

- de coopérations et de partenariats économiques de dimension locale, nationale, européenne et internationale ;*
- d'agence de développement économique et notamment de mettre en œuvre des politiques de promotion économique du territoire, de prospection et d'accueil de porteurs de projets, d'implantation d'entreprises ;*
- d'agence de marketing territorial et notamment de mettre en œuvre toutes politiques de communication et de marketing territorial tendant à améliorer la visibilité, l'image et la notoriété du territoire de ses actionnaires, notamment en promouvant l'excellence des filières professionnelles ;*
- d'accueil de tournages de films, et notamment de bureau des tournages (accueil, information et accompagnement des professionnels des tournages et de l'audiovisuel, etc.), et d'assurer la promotion du territoire des actionnaires en tant que lieu de tournages de films ;*
- de communication et de promotion des animations et du patrimoine du territoire de ses actionnaires ;*

- de médiation culturelle et d'organisation de visites guidées à vocation, patrimoniale, historique ou artistique, notamment dans le cadre du label Ville d'art et d'histoire décerné à Saintes ;
- de bureau des congrès et notamment de réaliser l'accueil, l'information et l'accompagnement des organisateurs d'événements (congrès, réunions, manifestations professionnelles, grands événements, etc), de promouvoir la destination du territoire de ses actionnaires pour le secteur des congrès, conventions et événements professionnels et de contribuer à coordonner les interventions des divers partenaires participant à l'attractivité du territoire dans ces domaines, de représenter la destination du territoire de ses actionnaires auprès des organismes professionnels nationaux et internationaux ;
- l'incubation et l'accompagnement de structures et d'entreprises et la mise à disposition de ressources et d'équipements.
- la gestion de sites ou d'équipements touristiques, sportifs ou culturels ;

L'article L 1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) issu de la loi n° 2010-559 du 29 mai 2010 pour le développement des sociétés publiques locales permet la création de SPL dont le capital est détenu à 100 % par des collectivités ou groupements de collectivités territoriales.

Les SPL doivent exercer leur activité exclusivement pour le compte de leurs actionnaires et sur le territoire des collectivités et de leurs groupements qui en sont membres.

La SPL permet ainsi :

- de garantir un contrôle étroit de l'ensemble des actionnaires, y compris ceux ayant une faible participation et siégeant, à ce titre, au sein de l'Assemblée Spéciale,
- de bénéficier, du fait de son statut de société commerciale, d'une agilité dans son mode de fonctionnement et sa gouvernance,
- d'être dispensé de toute procédure de publicité et de mise en concurrence au titre du régime dit de « quasi-régie » ou de « in house », dans ses relations contractuelles avec ses actionnaires.

2. Capital

Le capital de la SPL est fixé à 37 020 €.

Le capital sera détenu majoritairement par la Communauté d'Agglomération de Saintes qui a également vocation à porter provisoirement des actions destinées à être cédées aux Communes souhaitant, postérieurement à la création de la SPL, en devenir actionnaires et faire appel à ses services.

A ce titre, et dans la perspective de la constitution de la SPL courant janvier 2023, il est prévu que puissent participer au capital initial :

- La CDA de SAINTES à hauteur de 82,06 %, soit une participation de 30 380 € ;
- La Ville de SAINTES à hauteur de 11,4 %, soit une participation de 4 220 € ;
- Les autres communes à hauteur de 6,54 % avec une participation :
- des communes de CHANIERES, SAINT GEORGES DES COTEAUX, et FONTCOUVERTE à hauteur de 340 € chacune,
- des communes de CORME-ROYAL, LES GONDS, MONTILS, PISANY, VARZAY, VENERAND, VILLARS-LES-BOIS à hauteur de 200 € chacune.

Dès sa constitution, il sera également envisagé de faire entrer les autres communes qui le souhaiteraient et ce, via la cession, par la Communauté d'Agglomération d'actions, sous réserve d'être agréées par le Conseil d'administration de la SPL.

3. Gouvernance

La gouvernance de la SPL sera organisée autour :

- d'une Assemblée Générale au sein de laquelle siégera le représentant légal de chaque actionnaire,
- d'un Conseil d'Administration composé de dix-huit membres,

- de l'Assemblée Spéciale composée de l'ensemble des actionnaires ne bénéficiant pas, en raison du niveau de leur participation au capital, d'une représentation directe au Conseil d'Administration,
- d'un(e) Président (e),
- d'un(e) Directeur(ice) général(e).

Selon les principes énoncés par l'article L 1524-5 du CGCT, le Conseil d'Administration sera composé de :

- 15 administrateurs désignés par la Communauté d'Agglomération de Saintes,
- 2 administrateurs désignés par la Ville de Saintes,
- 1 administrateur nommé en qualité de représentant commun des actionnaires siégeant au sein de l'Assemblée Spéciale.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 1521-1 et L 1531-1,

Vu le Code du Commerce et notamment les articles L 251-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 1°) relatif au développement économique et 6, III, 1°) relatif au tourisme,

Vu la délibération n°2022-209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022 relative au vote du Budget Principal 2023 et inscrivant le montant de la participation de la Communauté d'Agglomération de Saintes au capital social de la SPL agence d'attractivité,

Considérant le rapport présenté ci-avant portant sur la constitution d'une société publique locale dénommée Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes dont le siège est fixé 12 boulevard Guillet Maillet, 17100 Saintes et la durée fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023, en investissement au compte 261,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le projet de statuts de la SPL Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes joint en annexe à la présente délibération et d'autoriser le Président à les signer.
- **d'approuver** la participation de la Communauté d'agglomération de Saintes au capital social de la SPL Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes à hauteur de 30 380 euros, soit 1519 actions d'une valeur nominale de 20 €.
- **d'autoriser** le versement de la totalité de cette somme en une seule fois, laquelle sera prélevée sur le budget principal au compte 261.
- **d'approuver** la composition du Conseil d'Administration, telle que décrite ci-avant.
- **de désigner**, par délibération distincte, un représentant permanent à l'Assemblée Générale des actionnaires et 15 représentants mandataires au Conseil d'Administration de la SPL.
- **d'autoriser** le Président à prendre ou signer tous actes utiles à la constitution de ladite société et à l'anticipation de son activité, parmi lesquels l'ouverture d'un compte de dépôt, la sélection des commissaires aux comptes, les conventions nécessaires à la domiciliation et les actes de recherche d'un potentiel directeur général.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 3 Abstentions (Mme Florence BETIZEAU, M. Rémy CATROU et M. Michel ROUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-239. Société Publique Locale (SPL) Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes - Désignation des représentants de la CDA de Saintes au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration

Monsieur le Président indique qu'il s'agit désormais de nommer quinze administrateurs mandataires au Conseil d'Administration de la SPL, ainsi qu'un représentant permanent à l'Assemblée Générale. Les quinze membres ont été désignés de sorte à disposer d'une forte représentativité géographique, et à s'approcher de la parité.

Monsieur le Président donne la liste des quinze candidats. Il précise que l'accord de l'ensemble des membres est nécessaire pour voter à main levée.

En l'absence de questions, le Président demande aux Conseillers communautaires de se prononcer sur le vote à main levée pour cette délibération puis soumet sa candidature au poste de Président et la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que par la délibération précédente, le Conseil Communautaire a eu à se prononcer sur le projet de statuts de la SPL Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes et à approuver une participation au capital social de celle-ci.

Il importe, dès lors, de procéder à la désignation des représentants de la CDA de Saintes qui siègeront au sein de la SPL.

Au vu du montant de sa prise de participation, la Communauté d'Agglomération de Saintes doit procéder à la désignation de :

- 15 administrateurs mandataires au Conseil d'Administration de la SPL.*
- de son représentant permanent à l'Assemblée Générale des actionnaires.*

Se portent candidats :

- pour le Conseil d'Administration : M. Bruno DRAPRON, M. Eric PANNAUD, M. Frédéric ROUAN, Mme Amanda LESPINASSE, M. Francis GRELLIER, Mme Marie-Line CHEMINADE, M. Alain MARGAT, M. Philippe ROUET, Mme Eliane TRAIN, M. Gérard PERRIN, M. Alexandre GRENOT, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, Mme Françoise LIBOUREL, Mme Aurore DESCHAMPS et M. Jean-Marc AUDOUIN.*
- pour l'Assemblée Générale : M. Frédéric ROUAN.*

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2121-21 et L 2121-33,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022,

Vu la délibération n°2022-238 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022 relative à l'approbation du projet de statuts de la SPL Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes et la prise de participation de la CDA de Saintes au capital social de la SPL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la désignation de son représentant permanent pour siéger à l'Assemblée générale des actionnaires et de 15 administrateurs mandataires au Conseil d'administration de la SPL Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de désigner M. Bruno DRAPRON, M. Eric PANNAUD, M. Frédéric ROUAN, Mme Amanda LESPINASSE, M. Francis GRELLIER, Mme Marie-Line CHEMINADE, M. Alain MARGAT, M. Philippe ROUET, Mme Eliane TRAIN, M. Gérard PERRIN, M. Alexandre GRENOT, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, Mme Françoise LIBOUREL, Mme Aurore DESCHAMPS et M. Jean-Marc AUDOUIN, comme mandataires représentant la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Conseil d'Administration de la SPL Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes.

- d'autoriser les mandataires ci-dessus à se prononcer sur la dissociation ou le cumul des fonctions de Président et de Directeur général de la société ;

- de désigner M. Frédéric ROUAN, comme son représentant permanent à l'Assemblée Générale des actionnaires de la SPL Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes.

- **d'autoriser** M. Bruno DRAPRON à assurer la présidence du conseil d'administration au nom de la collectivité dans le cas où le conseil d'administration la ou le désigne à cette fonction.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- Approuve, à l'unanimité, la désignation des représentants de la CDA de Saintes au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la SPL Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes par un vote à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L. 2121-21 du CGCT.

- Désigne M. Bruno DRAPRON, M. Eric PANNAUD, M. Frédéric ROUAN, Mme Amanda LESPINASSE, M. Francis GRELLIER, Mme Marie-Line CHEMINADE, M. Alain MARGAT, M. Philippe ROUET, Mme Eliane TRAIN, M. Gérard PERRIN, M. Alexandre GRENOT, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, Mme Françoise LIBOUREL, Mme Aurore DESCHAMPS et M. Jean-Marc AUDOUIN, comme mandataires représentant la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Conseil d'Administration de la SPL Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes.

- Autorise les mandataires ci-dessus à se prononcer sur la dissociation ou le cumul des fonctions de Président et de Directeur général de la société ;

Par : - 6 Abstentions (Mme Florence BETIZEAU, M. Rémy CATROU, M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET)

- 50 Voix pour

- 0 Voix contre

- Désigne M. Frédéric ROUAN, comme son représentant permanent à l'Assemblée Générale des actionnaires de la SPL Agence d'attractivité de l'Agglomération de Saintes,

Par : - 2 Abstentions (Mme Florence BETIZEAU et M. Rémy CATROU)

- 54 Voix pour

- 0 Voix contre

- Autorise M. Bruno DRAPRON à assurer la présidence du conseil d'administration au nom de la collectivité dans le cas où le conseil d'administration le désigne à cette fonction,

Par : - 6 Abstentions (Mme Florence BETIZEAU, M. Rémy CATROU, M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET)

- 50 Voix pour

- 0 Voix contre

2022-240. Société TONNELLERIE BARON - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises

Monsieur le Président indique qu'il s'agit d'une aide à la tonnellerie BARON, située aux Gonds. Elle a été créée en 1875, et a pris un virage industriel à la cinquième génération de dirigeants dans les années 1990. Elle compte actuellement 41 salariés. Ses clients sont les grandes maisons de vins et de spiritueux. Le projet consiste en l'agrandissement du bâtiment principal pour l'extension des ateliers de fabrication, l'aménagement de nouveaux bureaux et la création d'une salle de réception. Cette extension basse consommation permettra à la société d'augmenter sa capacité de production, de diversifier son activité et d'améliorer son offre, tout en restant engagée en faveur du développement durable. L'entreprise est assez remarquable de ce point de vue. Le recrutement pour augmenter la capacité de production portera sur 8 ETP, avec un coût prévisionnel du projet de 741 917 euros éligibles à l'aide. Une aide de 20% est proposée, soit 148 383 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises adopté par le Conseil Communautaire le 24 novembre 2021 lui permet d'intervenir en utilisant une compétence propre au bloc communal dans le respect de la réglementation des aides économiques.

Le dispositif de soutien à l'immobilier d'entreprises ainsi adopté s'applique en examinant différents critères d'impact portant sur l'attractivité, la création d'emploi, l'effort en matière d'environnement et la réutilisation des friches.

C'est dans ce cadre que la société TONNELLERIE BARON a sollicité, une aide auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Créée en 1875, la Tonnellerie Baron est toujours implantée sur son site historique sur la commune de Les Gonds. Cette PME familiale allie le savoir-faire ancestral du métier de tonnelier à une grande capacité d'innovation. Depuis 1996, elle est dirigée par les cousins Xavier Baron et Nicolas Tombu (5^{ème} génération) qui ont été rejoints en 2001 par Lionel Kreff au développement commercial. Le chiffre d'affaires de la société à fin décembre 2021 est de 10 M€ (14 M€ attendus en 2022) et elle compte 41 salariés.

La société fabrique et commercialise une large gamme de barriques en chêne de haute qualité dont environ les 2/3 sont destinés à l'export (USA, Italie, Australie, Afrique du Sud, Espagne, Chili, Argentine). Les clients sont de grandes maisons de vins et spiritueux.

Le projet immobilier de Tonnellerie Baron consiste en l'agrandissement de son bâtiment principal pour l'extension des ateliers de fabrication, l'aménagement de nouveaux bureaux et la création d'une salle de réception. Dans la continuité de sa croissance, cette extension basse consommation permettra à la société d'augmenter sa capacité de production, de diversifier son activité et d'améliorer son offre tout en restant engagée en faveur du développement durable.

Le projet d'extension s'inscrit dans cette stratégie et fera uniquement appel à des matériaux à faible émission de GES (structure en lamellé-collé en douglas, aménagement intérieur en peuplier, pas de béton et pas d'acier) et l'approvisionnement sera le plus local possible. Il sera entièrement isolé à partir de laine de bois. 50% de l'électricité consommée proviendra d'un générateur photovoltaïque existant.

L'entreprise prévoit de recruter jusqu'à 8 nouvelles personnes pour soutenir sa croissance.

Le montant total des investissements éligibles s'élève à 741 917 €.

Le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises proposé par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la société TONNELLERIE BARON s'élève à 148 383 €, correspondant à un taux d'intervention de 20 % des dépenses éligibles présentées.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement économique,

Vu la délibération n° CC_2021_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n° CC_2021_184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,

Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprise en date du 25 septembre 2022, présentée par la société TONNELLERIE BARON,

Considérant le projet de cette entreprise qui consiste en l'agrandissement de son bâtiment principal pour l'extension des ateliers de fabrication, l'aménagement de nouveaux bureaux et la création d'une salle de réception pour développer son activité fabrication de barriques et le déploiement d'une nouvelle activité de négoce de barriques d'occasion,

Considérant l'impact positif du projet sur la création d'emploi par la création de 8 postes à temps complet sur les 2 ans à venir,

Considérant l'engagement de la société TONNELLERIE BARON en faveur du développement durable par les actions réalisées en matière de compensation carbone, de recours aux énergies renouvelables et à des matériaux à faible émission de gaz à effet de serre,

Considérant que l'activité de l'entreprise a un impact fort sur l'attractivité du territoire au regard de son rayonnement et de sa zone de chalandise (clients sur 4 continents, 2/3 du chiffre d'affaires à l'exportation),

Considérant que ces investissements d'un montant total de 741 917 € H.T. sont éligibles à l'aide de la Communauté d'agglomération,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 au compte 20421,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant maximum de 148 383 € à la société TONNELLERIE BARON pour financer les travaux l'extension des ateliers de fabrication, l'aménagement de nouveaux bureaux et la création d'une salle de réception, cette aide correspondant à 20% du montant des dépenses éligibles estimées à 741 917 € H.T..
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe ainsi que tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-241. SCI Chipie et SARL les Dames Blanches/Bistrot des Halles - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises

Monsieur le Président indique que l'établissement se situe au 15, rue Saint-Pierre. Une extension est prévue au 17, où une friche commerciale sera résorbée. La création de trois emplois aura lieu sous trois ans. Le montant éligible est de 329 250 euros. Une aide de 49 387,50 euros est proposée. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le règlement d'aide à l'immobilier de la Communauté d'Agglomération de Saintes permet d'intervenir en faveur des projets d'entreprises au titre d'une compétence propre au bloc communal et dans le respect de la réglementation sur les aides économiques.

Les critères fixés pour la sélection des projets portent sur la réutilisation de friches industrielles ou commerciales, l'attractivité du territoire, la création d'emplois et l'effort en matière d'environnement.

C'est dans ce cadre que le Bistrot des Halles a sollicité la Communauté d'Agglomération via les deux entités de la SCI Chipie et de la SARL les Dames Blanches exploitant l'activité de bar-restaurant depuis 2016.

La SCI a acheté en 2021 les murs du bâtiment voisin du Bistrot des Halles, au numéro 17 rue Saint Pierre, pour étendre son activité exercée au numéro 15 de la même rue. Elle a également acheté, en octobre 2022, le bâtiment du numéro 15 rue Saint Pierre qu'elle louait depuis 2016 pour son activité de bar-restaurant.

Le numéro 17 rue Saint Pierre, ex Bar le Saint Pierre, est inoccupé depuis 2003, il s'agit donc d'une réhabilitation de friche commerciale en centre-ville.

Des travaux vont être entrepris pour lier les deux rez-de-chaussée des numéros 15 et 17 et en faire une salle de restaurant de capacité double de la précédente soit 100 couverts, avec un déplacement de la cuisine et le réaménagement des locaux.

Les travaux sont entrepris sans PC mais dans un souci de minimiser les consommations (isolation des murs, du plafond et du sol, chauffage pompe à chaleur, éclairage LED...). L'entreprise exploite son activité dans une logique RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) travaillant notamment en partenariat avec les associations Roule ma Frite pour le recyclage de l'huile et Echo Mer pour les bouchons en liège.

La croissance importante de l'activité de l'entreprise avec le doublement de sa capacité d'accueil va l'amener à passer de 3 emplois permanents actuels à 6 emplois permanents à l'horizon 2025.

Le montant total du projet s'élève à 478.350 € HT et les dépenses éligibles à 329.250 € HT comprenant l'acquisition du numéro 15 rue Saint Pierre (numéro 17 non retenu car acquis avant la demande d'aide) et les travaux de cloisons sèches, électricité, plomberie, chauffage, peinture et revêtement de sol.

Le montant de l'aide à l'immobilier d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Saintes est proposé à hauteur de 15% des dépenses éligibles et plafonné ainsi à 49.387.50€ des dépenses seront réparties entre deux bénéficiaires, la SCI Chipie pour le coût d'acquisition immobilière et la SARL les Dames Blanches pour les travaux d'aménagement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1511-3, L.4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Vu la délibération n°2021-183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n°2021-184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,

Considérant la demande présentée le 22 septembre 2022 par Mme Séverine TREMBLAY au nom des SCI Chipie et SARL les Dames Blanches,

Considérant l'impact du projet tant en termes de résorption de friche commerciale en centre-ville que de qualité environnementale dans la réalisation des travaux d'aménagement et le fonctionnement de l'activité et enfin de création d'emplois avec un doublement de l'effectif salarié.

Considérant les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2022 au compte 20421,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier globale de 49.387.50€ maximum au projet du Bistrot des Halles, représentant 15% d'un montant de dépenses éligibles de 329.250€ HT, décomposée en une aide de 25.500€ représentant 15% d'une dépense de 170.000€ en faveur de la SCI Chipie et une aide de 23.887.50€ représentant 15% d'une dépense de 159.250€ en faveur de la SARL les Dames Blanches.

- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe à signer à cet effet.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, à signer ladite convention et tous documents relatifs à l'attribution de la subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-242. SCI LA PINELLERIE pour la société CESIUM INFORMATIQUE - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises

Monsieur le Président précise qu'il est question de l'acquisition d'un bâtiment à Saintes. L'entreprise agrandit les locaux et recrute deux CDI à temps complet. La performance énergétique du bâtiment va être améliorée. Le montant éligible à l'aide est de 298 000 euros, et il est proposé d'attribuer une subvention à hauteur de 26 719 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises adopté par le Conseil Communautaire le 24 novembre 2021 lui permet d'intervenir en utilisant une compétence propre au bloc communal dans le respect de la réglementation des aides économiques.

Le dispositif de soutien à l'immobilier d'entreprises ainsi adopté s'applique en examinant différents critères d'impact portant sur l'attractivité, la création d'emploi, l'effort en matière d'environnement et la réutilisation des friches.

C'est dans ce cadre que la SCI LA PINELLERIE a sollicité, en faveur de la SARL CESIUM INFORMATIQUE, une aide auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Monsieur RIGAUDEAU, le gérant de la société CESIUM INFORMATIQUE et son épouse ont créé cette entreprise en 2018.

CESIUM INFORMATIQUE s'adresse aux professionnels pour la mise en place de réseaux et de solutions informatiques. Depuis 2018, cette entreprise connaît un développement régulier aussi bien en chiffre d'affaires qu'en personnel puisque l'équipe est composée aujourd'hui de 5 personnes.

L'activité initialement concentrée sur la Charente-Maritime, s'est développée également en Charente et en Sud-Vendée.

La société est actuellement installée dans des locaux situés sur la zone de Recouvrance à Saintes.

Ces locaux se révèlent trop exigus pour faire face aux développements à venir.

M. et Mme RIGAUDEAU ont l'opportunité de faire l'acquisition d'un bien professionnel situé au 12-14 cours Apôtres de la liberté à Saintes. Le bâtiment acquis fera l'objet de travaux de rénovation complets pour les transformer en bureau et en améliorer la performance énergétique.

Dans le cadre de ce projet, la société CESIUM INFORMATIQUE prévoit le recrutement de 2 salariés à temps complet en CDI (un commercial et un technicien).

Le montant total des investissements s'élève à 290 492,69 €. L'aide accordée sera assise uniquement sur le coût d'acquisition du local et les travaux de rénovation réalisés, soit un montant de dépenses éligibles de 267 192,67 € H.T.

Ainsi, le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la SCI LA PINELLERIE s'élève à 26 719 €, correspondant à un taux d'intervention de 10% des dépenses éligibles présentées.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement économique,

Vu la délibération n° CC_2021_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n° CC_2021_184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,

Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprise en date du 10 octobre 2022, présentée par la SCI LA PINELLERIE pour le compte de la SARL CESIUM INFORMATIQUE,

Considérant le projet de cette entreprise qui dans le cadre de l'extension de son activité souhaite acquérir, réhabiliter et rénover un bien professionnel sur la commune de Saintes pour y développer son activité de prestataire informatique pour les professionnels,

Considérant l'impact positif du projet sur la création d'emploi par la création de 2 postes à temps complet,

Considérant que les travaux de rénovation entraîneront une amélioration des performances énergétiques du bâtiment existant,

Considérant que l'activité de l'entreprise a un impact sur l'attractivité du territoire au regard de sa zone de chalandise (Charente-Maritime, Charente, Sud-Vendée),

Considérant que ces investissements d'un montant total de 290 492,69 euros H.T. incluent des dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'agglomération à hauteur de 267 192,67 euros H.T. pour l'acquisition d'un local professionnel et la réalisation de travaux de rénovation,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 au compte 20421,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant maximum de 26 719 € à la SCI LA PINELLERIE pour financer l'acquisition et les travaux de rénovation de son futur local d'activité, cette aide correspondant à 10% du montant des dépenses éligibles estimées à 267 192,67 €.
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe ainsi que tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-243. Projet EURL LA MARMOTTE GOURMANDE - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises et d'une aide aux investissements productifs

Monsieur le Président indique que l'entreprise est située sur la commune de Les Gonds. Il s'agit d'une jeune femme qui a créé une biscuiterie artisanale sans allergènes. Ses gâteaux sont excellents. Une subvention de 2 645 euros est proposée. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le règlement d'aide à l'immobilier d'entreprises adopté par le Conseil Communautaire le 24 novembre 2021 lui permet d'intervenir en utilisant une compétence propre au bloc communal dans le respect de la réglementation des aides économiques.

Le dispositif de soutien à l'immobilier d'entreprises ainsi adopté s'applique en examinant différents critères d'impact portant sur l'attractivité, la création d'emploi, l'effort en matière d'environnement et la réutilisation des friches.

LA MARMOTTE GOURMANDE est une biscuiterie artisanale biologique et sans allergène, fondée début 2021 par Madame Claire BRUNAUD sur la commune des Gonds. Tous les biscuits sont certifiés Agriculture Biologique et Sans Gluten et ne comportent aucun autre allergène dans les recettes (pas d'œufs, de lait, de fruits à coque, de soja ou d'arachide). La Marmotte Gourmande fait partie des 2 seules entreprises agroalimentaires en Europe à fabriquer des gâteaux sans les 14 allergènes majeurs de la réglementation Européenne.

Pour mettre en œuvre son activité, Madame BRUNAUD a fait l'acquisition en nom propre d'un local professionnel situé au 26 C rue Paul Claudel sur la commune des Gonds.

Depuis le lancement elle exerce seule l'ensemble des activités : fabrication, préparation des commandes, gestion des audits qualité, marketing, comptabilité etc...

Un an et demi après le démarrage, la Marmotte Gourmande compte une centaine de points de vente (magasins BIO et épiceries) sur le territoire national, elle commercialise ses produits également en direct via son site internet.

Pour répondre à une demande croissante, Madame BRUNAUD doit adapter ses moyens de production. Le projet porte sur le réaménagement du local professionnel, l'embauche de collaborateurs et l'investissement matériel.

Madame BRUNAUD envisage de réaliser des travaux de couverture et d'isolation thermique par l'extérieur de la totalité des locaux ce qui permettra de réduire de manière significative les dépenses énergétiques et ainsi d'optimiser les charges fixes et le résultat de la société. Ces travaux représentant un investissement de l'ordre de 40 000 € seront pris en charge à titre personnel et par conséquent non éligibles à l'aide de la CDA.

Pour sa part la société LA MARMOTTE GOURMANDE prendra à sa charge les travaux de second œuvre (chauffage, plomberie, électricité, menuiserie, carrelage, installation téléphonique, peinture) pour un montant estimé à 18 812,70 €. Ces travaux permettront de doubler la surface de l'atelier de fabrication, la création d'un bureau dédié à la partie commerciale et d'une zone de stockage des produits finis.

Il est également prévu l'achat d'un équipement de production (dresseuse coupe fil) qui permettra de faire des gains de productivité dans la fabrication des biscuits.

Madame BRUNAUD prévoit de recruter rapidement une personne pour s'occuper de la production, puis en 2024 d'un autre salarié pour prendre en charge la partie commerciale.

Le montant total des travaux éligibles à l'aide à l'immobilier d'entreprise s'élève à 18 812,70 € H.T.

Le montant total du matériel éligible à l'aide aux investissements productifs des entreprises agroalimentaires s'élève à 26 450,00 € H.T.

Le montant total de l'aide à l'immobilier d'entreprises proposé par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la société LA MARMOTTE GOURMANDE s'élève à 4 703 €, correspondant à un taux d'intervention de 25 % des dépenses éligibles présentées.

Le montant total de l'aide aux investissements productifs des entreprises agroalimentaires proposé par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la société LA MARMOTTE GOURMANDE s'élève à 2 645 €, correspondant à un taux d'intervention de 10 % des dépenses éligibles présentées.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au Développement économique,

Vu la délibération n° 2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2018, relative à l'autorisation de signer la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et la Région Nouvelle Aquitaine et notamment le dispositif d'aide aux investissements productifs des entreprises du secteur agroalimentaire,

Vu la délibération n°2022-79 du Conseil Communautaire du 7 juin 2022 relative à un avenant à la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SREDII) pour les aides aux entreprises,

Vu la délibération n°CC_2021_183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n°CC_2021_184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,

Considérant la demande d'aide à l'immobilier d'entreprise en date du 21 novembre 2022, présentée par la société LA MARMOTTE GOURMANDE,

Considérant le projet immobilier de cette entreprise qui consiste en l'agrandissement de son atelier de fabrication, de la création d'un bureau dédiée à la partie commerciale et d'une zone de stockage des produits finis,

Considérant l'impact positif du projet sur la création d'emploi par la création de 2 postes à temps complet sur les 2 ans à venir,

Considérant l'impact positif du projet sur l'isolation thermique du bâtiment et la consommation d'énergie,

Considérant le rayonnement de l'activité avec une zone de chalandise à l'échelle nationale,

Considérant que les travaux d'un montant total 18 812,70 € H.T. sont éligibles à l'aide à l'immobilier d'entreprise de la Communauté d'agglomération,

Considérant que l'achat d'un matériel de production d'un montant total 26 450,00 € H.T. est éligible à l'aide aux investissements productifs des entreprises agroalimentaires de la Communauté d'agglomération,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 au compte 20421,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant maximum de 4 703 € à la société LA MARMOTTE GOURMANDE pour l'agrandissement de son atelier de fabrication, de la création d'un bureau dédiée à la partie commerciale et d'une zone de stockage des produits finis, cette aide correspondant à 25% du montant des dépenses éligibles estimées à 18 812,70 € H.T..
- **d'attribuer** une subvention au titre de l'aide aux investissements productifs des entreprises agroalimentaires d'un montant maximum de 2 645 € à la société LA MARMOTTE GOURMANDE pour l'acquisition d'une dresseuse coupe fil, cette aide correspondant à 10% du montant des dépenses éligibles estimées à 26 450 € H.T.
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention ci-jointe ainsi que tous documents relatifs à l'attribution et au versement de ladite subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-244. Modification du règlement du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises

Monsieur le Président déclare qu'il s'agit de modifier le règlement. Plusieurs activités commerciales en sont exclues, notamment les services financiers, les banques, les professions libérales, les assurances et les activités liées à l'agriculture, la pêche et les activités polluantes. Il convient d'ajouter à cette liste les enseignes nationales qui souhaitent s'implanter dans les zones d'activités et les entreprises qui ont acheté un terrain de la CDA dans les ZAC. En effet, il ne s'agit pas de redonner de l'argent supplémentaire à une entreprise alors qu'elle a bénéficié d'une aide en s'installant au sein de la CDA. Ce point n'était pas écrit. La volonté est d'inscrire ces aides pour le productif industriel et les artisans. Afin que les grandes enseignes ne puissent pas bénéficier de ce statut, il est proposé d'approuver cette modification. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que lors du Conseil Communautaire du 24 novembre 2021, la Communauté d'Agglomération de Saintes a adopté un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise.

Ce règlement permet de soutenir largement (commerce, artisanat, industrie) les projets d'investissement immobiliers des entreprises sur le territoire. Pour rappel, quelques activités ont été exclues du champ de l'aide : les services financiers, les banques, les professions libérales, les assurances, les activités liées à l'agriculture, la pêche et les activités polluantes.

Si le soutien au secteur industriel et artisanal est cohérent avec l'objectif de soutien au secteur productif, un dispositif ouvert à l'ensemble des activités sur secteur commercial pose question car plus contestable en matière de plus-value pour le territoire.

Il est notamment question à titre d'exemple des grandes enseignes commerciales nationales, des concessionnaires automobiles, des loueurs d'équipement et de matériel.

Il est proposé pour les enseignes de commerce de détail de rendre inéligibles les enseignes « nationales » organisées en réseau pour leur implantation en zone d'activité mais de conserver la possibilité d'aider les enseignes nationales qui viendraient s'implanter en centre-ville ou dans les centralités rurales.

Par ailleurs, considérant que la CDA de Saintes a une politique de cession des terrains en zone d'activité au plus juste prix, il a été décidé de rendre inéligibles à l'aide à l'immobilier d'entreprises les terrains cédés par la CDA de Saintes.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1 à L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité,

Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.100189 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014, (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020 et (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021,

Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.103603 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) tiré des possibilités offertes par le règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 tel que modifié par les Règlements (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021,

Vu la loi NOTRe n°2015-991 sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République votée le 7 août 2015, confiant notamment au bloc communal la compétence exclusive dans le domaine des aides à l'immobilier d'entreprise,

Vu l'instruction du gouvernement relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issus de l'application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 22 décembre 2015,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu la délibération n°2018-88 du conseil communautaire en date du 12 avril 2018 approuvant le régime communautaire d'aides directes aux entreprises et autorisant la signature de la convention relative à la mise en place du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation avec la Région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n°2018-227 du Conseil Communautaire en date du 8 novembre 2018 portant définition de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n°2021-183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 portant modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n°2021-184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 portant approbation du règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise,

Vu la délibération n°2022-79 du Conseil Communautaire en date du 7 juin 2022 approuvant les termes de l'avenant n°2 de la convention relative à la mise en place du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation avec la Région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n° 2022.950.SP de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 20 juin 2022 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,

Considérant la volonté de la CDA de Saintes de soutenir prioritairement les projets immobiliers des entreprises relevant de l'industrie, de l'artisanat et du commerce indépendant, et d'exclure de l'aide à l'immobilier d'entreprise les activités commerciales et de location de biens relevant d'enseignes organisées en réseau (franchises, succursalistes, commerces de détail indépendant organisés) hors implantation en centre-ville ou en centralité rurale,

Considérant la volonté de la CDA de Saintes de ne pas subventionner les terrains qu'elles cèdent pour de l'activité économique,

Considérant l'avis favorable de la commission économie en date du 25 novembre 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'abroger la délibération n°2021-184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 portant approbation du règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

- d'adopter le règlement joint à la présente délibération à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

- de charger Monsieur le Président, de l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-245. Attribution du Prix "coup de cœur citoyen" au lauréat de l'appel à projet ESS 2022 gagnant à l'issue du vote du public

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS rappelle que l'appel à projets ESS 2022 avait été évoqué dans le cadre du précédent Conseil Communautaire. Les lauréats 2022 ayant été désignés, les citoyens avaient ensuite le loisir de voter sur internet pour leur prix Coup de cœur. Ce dispositif avait été lancé l'an dernier, il permet au gagnant de bénéficier de 2 000 euros supplémentaires pour son projet. Lors du lancement, le nombre de votants était légèrement inférieur à 500. Il a quasiment doublé cette année et est proche de 1 000 votants. L'équipe du 17 à la Ferme a remporté le prix avec près de la moitié des voix.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé en 2022 un appel à projets à destination du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

11 projets ont été déposés et 7 associations ont été désignées comme lauréates. 33.000 € sont dédiés aux projets des lauréats dont 10.000 € affectés par COOP Atlantique qui est partenaire cette année de notre appel à projets ESS avec son fonds de soutien à l'économie (issu de son Plan de Sauvegarde de l'Emploi):

- Des Racines et des Pro en Territoire Saintais (1 000 €) pour le « Prix de la compensation carbone » relatif à un projet collectif de plantations d'arbres pour les entreprises du territoire dans une logique de Responsabilité Sociétale des Entreprises,*
- Le 17 à la Ferme (2 000 €) pour le « Prix de la consommation responsable en circuit court », consistant à organiser des manifestations commerciales le 17 du mois à 17h00 de façon tournante dans une quinzaine de fermes du territoire engagées dans l'opération,*
- MCA EPISOL (Maison des Consom'Acteurs, Epicerie Solidaire - 3 000 €) pour le « Prix de la solidarité alimentaire » et la pérennisation de l'emploi du chauffeur du véhicule frigorifique de collecte nécessaire à l'activité de l'association,*
- SPOT (9 000 €) pour le « Prix du soutien à l'activité locale » portant sur la mise en valeur du territoire saintais dans les domaines de l'économie et des activités associatives, sociales, culturelles, touristiques,*
- Les Piafs Actifs (6 000 €) pour le « Prix de l'audace éducative citoyenne » offrant au public un projet pédagogique unique d'école alternative,*
- Le SAS (7 000 €) pour le « Prix de l'économie circulaire et de l'insertion », projet de construction d'un four à chaux ouvrant non seulement un support d'insertion nouveau et enrichissant aux salariés en insertion mais encore une activité d'économie circulaire valorisant les résidus de pierre calcaire,*
- L'Arche en Sel (5 000 €) et son projet « la Lucarne » pour le « Prix de la dynamique sociale de quartier » portant sur la création d'un lieu intergénérationnel d'échange et de transmission de savoir-faire.*

L'appel à projets prévoyait cette année, comme en 2021, que l'un des lauréats puisse bénéficier d'un bonus de 2 000 € versé par la CDA de Saintes à l'issue d'une campagne de communication à destination du grand public invité à désigner le projet qu'il préfère.

La campagne de vote, qui proposait notamment au public de visionner une courte vidéo de chaque projet en se connectant à la page web de la CDA de Saintes, s'est déroulée du 17 novembre à 0h00 jusqu'au 5 décembre à minuit.

A la date de rédaction du projet de délibération du Conseil communautaire le résultat du vote n'était pas connu. Aussi, une note d'information a été adressée aux membres du Conseil, le 7 décembre 2022, pour les informer du gagnant du prix « Coup de cœur citoyen » : l'Association « le 17 à la Ferme ».

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1, L. 1511-2 et L. 4251-17,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au « développement économique »,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2018, relative à l'autorisation de signer la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et la Région Nouvelle Aquitaine,

Vu la délibération n°2022-61 du Conseil Communautaire du 5 avril 2022 approuvant le règlement de l'appel à projets ESS 2022 et du prix « Coup de cœur citoyen » associé,

Vu la délibération n°2022-79 du Conseil Communautaire du 7 juin 2022 relative à un avenant à la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SREDII) pour les aides aux entreprises,

Vu la délibération n°2022-88 du Conseil Communautaire du 7 juin 2022 modifiant le règlement de l'appel à projets ESS 2022 concernant le montant de la dotation affectée,

Considérant que, conformément aux délibérations des 5 avril et 7 juin 2022 les 7 lauréats de l'appel projets ESS de la CDA de Saintes peuvent prétendre au Prix « Coup de cœur citoyen »,

Considérant la campagne de communication auprès du grand public pour le Prix « Coup de cœur citoyen » ouverte du 17 novembre au 5 décembre 2022,

Considérant que le résultat des votes a été clos en conséquence le 5 décembre à minuit,

Considérant la note d'information sur le gagnant du Prix « Coup de cœur citoyen » adressée aux élus du Conseil communautaire en amont de la présente séance,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget principal 2022 au compte 6574,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'accorder le Prix « Coup de cœur citoyen » soit une subvention de fonctionnement de 2.000 € au lauréat de l'appel à projets ESS ayant reçu le plus de votes du public lors de la campagne de communication qui s'est déroulée du 17 novembre au 5 décembre 2022 : l'Association « le 17 à la Ferme ».

- d'approuver les termes du modèle d'avenant ci-joint à la convention signée avec l'association « le 17 à la Ferme » lauréat de l'appel à projets ESS 2022 ayant remporté le Prix « Coup de cœur citoyen », fixant les modalités d'octroi de ce prix.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'économie sociale et solidaire, des chantiers d'insertion et de l'économie circulaire à signer ledit avenant avec cette association.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-246. Octroi des subventions aux bénéficiaires d'un financement participatif dans le cadre du dispositif mis en place avec ADEFIP cofinancé par COOP Atlantique et la CDA de Saintes

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS précise qu'il s'agit du résultat du financement participatif initié pour la première fois avec le soutien de l'équipe de jadopteunprojet.com et de l'ADEFIP, et le cofinancement de la COOP Atlantique. L'ensemble des cinq projets repérés a réussi à lever les fonds attendus. Si les porteurs de projets arrivaient à lever 2 000 euros, la CDA et COOP Atlantique s'engageaient à lever également 2 000 euros. Ainsi, pour un euro levé, les porteurs de projets récupéraient trois euros. La CDA abonde à hauteur de 10 000 euros. Il s'agit des 10 000 euros qu'elle n'a pas eu à payer cette année dans le cadre de l'appel à projets, du fait de la participation de la COOP Atlantique sur ce dispositif.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que COOP Atlantique a engagé un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) à la suite de la suppression de plus de 80 emplois dans ses entrepôts de Saintes en 2020 et que ce PSE comprend un fonds spécifiquement dédié à l'ESS.

COOP Atlantique a décidé grâce à ce fonds d'aider des projets ESS non seulement en appui de l'appel à projets ESS de la CDA de Saintes (10.000 € affectés) mais encore en partenariat avec ADEFIP (plateforme

jadopteunprojet.com) dans un fonds de financement participatif (10.000 € supplémentaires affectés par COOP).

Grâce à la contribution de COOP Atlantique, la CDA n'a budgété cette année que 25.000 € pour son appel à projets (contre 35.000 € en 2021). Cette décision a été prise par le Conseil communautaire le 7 juin 2022 et il a été acté dans les considérants de la délibération à ce titre la possibilité d'affecter 10.000 € à la plateforme de financement participatif ESS en partenariat avec la COOP Atlantique. Soit une logique $1\text{€} + 1\text{€} + 1\text{€} = 3\text{€}$ pour le financement des projets retenus (1 € de contribution citoyenne, 1€ de COOP et 1€ de la CDA via la plateforme d'ADEFIP jadopteunprojet.com).

5 projets sociaux et solidaires locaux ont été retenus par ADEFIP avec le concours de partenaires ESS du territoire et des services de la CDA pour participer à ce financement participatif. Avec la logique pour chacun des projets d'atteindre au minimum une collecte auprès du public de 2.000 € générant 2.000 € supplémentaires de COOP et 2.000 € supplémentaires de la CDA soit 6.000 € pour financer leur projet.

Les 5 projets retenus ont tous atteints 6.000 € de financement comme prévu, ce qui constitue en soi un succès. Ce sont ceux des projets et associations suivants :

- MCA EPISOL pour l'aménagement de carrés potagers ouverts au public sur son site saintais,
- EREQUASOL pour la Bretelle, friperie solidaire de la Régie de Quartier Boiffiers-Bellevue et une action de sensibilisation à la réutilisation de vêtements de seconde main au travers d'un défilé engagé, solidaire et inclusif,
- L'ARCHE EN SEL pour son projet d'installation d'un apprentis et d'équipements de son café associatif mobilisé pour « les Mercredis de la Lucarne » (lieu artistique de rencontre et de partage),
- LES PIAFS ACTIFS pour son projet d'ateliers pédagogiques alternatifs pour les enfants dans une logique d'ouverture d'esprit au monde et à la citoyenneté,
- EMULSION pour son projet de création d'ateliers de transformation alimentaire et cosmétique.

Le règlement d'aide économique de la Communauté d'Agglomération de Saintes permettant d'aider les projets à hauteur de 2.000 € maximum chacun est celui de l'aide à la création et au développement des structures de l'Economie Sociale et Solidaire, figurant dans la convention liant la CDA à la Région Nouvelle Aquitaine au titre du SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 1511-1, L. 1511-2 et L.4251-17,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au « développement économique »,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2018, relative à l'autorisation de signer la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et la Région Nouvelle Aquitaine,

Vu la délibération n°CC_2022_61 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 approuvant le règlement de l'appel à projets Economie Sociale et Solidaire (ESS) 2022 et du prix « Coup de cœur citoyen » affectant la somme de 33.000 € maximum à laquelle s'ajoute 2.000 € au titre du prix « Coup de cœur citoyen »,

Vu la délibération n°CC_2022_88 du Conseil Communautaire en date du 7 juin 2022 modifiant le règlement de l'appel à projet ESS et la somme affectée audit appel à projet pour la porter de 33.000€ à 23.000€ (hors prix « coup de cœur citoyen » de 2.000 € inchangé),

Vu la délibération n°CC_2022_89 du Conseil Communautaire en date du 7 juin 2022 approuvant l'octroi à ADEFIP d'une subvention de fonctionnement pour permettre à cette association de créer et gérer une plateforme de financement participatif mobilisant le fonds de revitalisation de COOP Atlantique et l'aide

de la Communauté d'Agglomération de Saintes aux actions collectives finançant la création ou le développement des entreprises,

Considérant les projets des associations MCA EPISOL, d'EREQUASOL, de L'ARCHE EN SEL, des PIAFS ACTIFS et d'EMULSION, qui ont été visibles via le site de la Communauté d'Agglomération de Saintes (<https://jadopteunprojet.com/nos-partenaires/view/communaute-d-agglomeration-de-saintes>) dans le cadre d'un partenariat avec ADEFIP et COOP Atlantique,

Considérant que ces 5 associations, mobilisées pour l'opération de financement participatif organisée par ADEFIP, COOP Atlantique et la Communauté d'Agglomération de Saintes, ont toutes atteint ou dépassé le niveau minimum requis de 6.000 € de financement avec les contributions de COOP Atlantique (2.000 €) et de la CDA (2.000 €) et sont donc éligibles au dispositif de financement ainsi développé,

Considérant qu'ADEFIP, organisateur de l'opération par le biais de sa plateforme de financement « jadopteunprojet.com », est dépositaire des fonds perçus du public par chaque association dans le cadre d'une campagne de financement s'étant déroulée du 1^{er} octobre au 15 novembre 2022 et peut attester de la bonne perception des fonds et de leur versement aux bénéficiaires, déclenchant ainsi les participations de COOP Atlantique et de la CDA de Saintes,

Considérant les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022, nature 6574, chapitre 65,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'octroyer** les subventions au titre de l'aide à la création et au développement des structures de l'ESS aux 5 associations ayant participé à la campagne de financement participatif d'ADEFIP - Jadopte Un Projet, ayant toutes atteint ou dépassé leur objectif de financement,

- **d'établir** comme modalités et justificatifs de versement :

- d'une part la remise par ADEFIP, pour chaque bénéficiaire, de l'attestation de versement des fonds collectés, confirmant que l'opération de levée de fonds au-delà du minimum attendu est réussie pour chacun d'eux,
- d'autre part un état récapitulatif des dépenses engagées par l'association pour son projet de financement participatif (salaires, achats de petits équipements, frais divers...), visé par le Président ou le Trésorier de l'association,
- étant précisé que l'état récapitulatif sera transmis dans les 12 mois maximum après que la présente délibération soit rendue exécutoire et que l'aide de la Communauté d'Agglomération sera plafonnée à 50% des dépenses ainsi justifiées,

- **d'attribuer ainsi à MCA EPISOL** (Maison des Consom'Acteurs EPicerie SOLidaire), domiciliée 3 rue Eugène FROMENTIN à Saintes, une subvention de 2.000 € maximum pour son projet d'équipement et d'aménagement d'un carré potager ouvert au public,

- **d'attribuer à la Régie de Quartier Solidaire EREQUASOL**, domiciliée 13 rue des Rabannières à Saintes, une subvention de 2.000 € maximum pour son projet la Bretelle et une opération de sensibilisation à la réutilisation de vêtements de seconde main au travers d'un défilé engagé, solidaire et inclusif,

- **d'attribuer à L'ARCHE EN SEL**, domicilié 159 rue de la Boule à Saintes, une subvention de 2.000 € maximum pour son projet d'installation d'un apprentis et d'équipements de son café associatif mobilisé pour « les Mercredis de la Lucarne » (lieu artistique de rencontre et de partage),

- **d'attribuer aux PIAFS ACTIFS**, domiciliés 24 rue de Rétaud à Saintes, une subvention de 2.000 € maximum pour son projet d'atelier pédagogique alternatif pour les enfants dans une logique d'ouverture d'esprit au monde et à la citoyenneté,

- **d'attribuer à EMULSION**, domiciliée 3 grande rue des Mottes à Saint Sauvant (17610), une subvention de 2.000 € maximum pour son projet de création d'ateliers de transformation alimentaire et cosmétique,

- **d'autoriser Monsieur le Président**, ou son représentant en charge de l'économie sociale et solidaire, de l'économie circulaire et des chantiers d'insertion à signer tout document utile se rapportant à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour

- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

2022-247. Approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU de Fontcouverte

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique qu'une modification simplifiée a été prescrite le 13 juillet dernier. Cette modification présentait deux objectifs. Le premier était d'intégrer dans la zone d'activités de la Sauzaie, qui a reçu une extension récemment, la possibilité de voir du commerce s'installer. Seule la partie initiale de la zone disposait de cette possibilité. La modification propose d'étendre la commercialité sur la deuxième partie de la zone. La modification portait ensuite sur des évolutions mineures du document d'urbanisme, en particulier les zones AU, afin de leur accorder la réglementation de la zone U. Les personnes publiques associées ont été consultées et ont rendu des avis. La population a quant à elle été consultée entre le 24 octobre et le 25 novembre. Aucune remarque n'a été consignée sur le registre, et les personnes publiques associées ont apporté quelques remarques mineures, dont il a été tenu compte dans la rédaction du nouveau règlement.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes a prescrit, par arrêté n°2022-41 du 13 juillet 2022, la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fontcouverte.

Cette procédure s'est donnée pour objectif de faire évoluer les règles applicables à la zone d'activités « La Sauzaie », d'intérêt communautaire, en vue de permettre l'implantation d'activités commerciales dans cette dernière. Il a également été procédé à d'autres ajustements réglementaires mineurs au sein du document d'urbanisme.

Sur la base de ces objectifs, il a été constitué un dossier répondant aux exigences du Code de l'Urbanisme, qui a été transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) de Nouvelle-Aquitaine. Par décision du 16 septembre 2022, celle-ci a décidé que le dossier n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Parallèlement, le dossier a été notifié aux personnes publiques associées, conformément aux termes de l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme. Consécutivement à cette notification, ont été reçus :

- *L'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), attirant l'attention de l'intercommunalité sur la nécessité de prévenir les nuisances des projets économiques vis-à-vis des espaces résidentiels voisins, et sur la protection des activités artisanales et industrielles de production dans la zone d'activités « La Sauzaie »,*
- *L'avis du Département, souhaitant que le règlement interdise expressément tout accès direct à la zone d'activités « La Sauzaie » depuis les routes départementales 129 et 150,*
- *L'avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), ayant fait connaître :*
 - *Son opposition à l'autorisation d'activités commerciales au sein de la zone d'activités compte-tenu des objectifs du Schéma de Développement Économique de la Communauté d'Agglomération de Saintes,*
 - *Son opposition au reclassement des zones « à urbaniser » (1AU) des lieux dits « Chez Pillet » et « La Sauzaie Est » ayant fait l'objet d'opérations d'aménagement d'ensemble, mais n'ayant pas accueilli à ce jour la totalité des constructions initialement prévues,*
 - *L'absence d'observations concernant les autres modifications apportées au PLU.*

Par la suite, le dossier a été mis à disposition auprès du public, du lundi 24 octobre au vendredi 25 novembre 2022, selon les modalités fixées par la délibération n°2022-161 du Conseil Communautaire en date du 5 octobre 2022.

Suite à l'étude des registres mis à disposition au sein de la mairie de Fontcouverte et de la Communauté d'Agglomération de Saintes, il a été constaté une observation consignée dans le registre en date du 24 novembre 2022.

Par ailleurs, il n'a été réceptionné aucun courrier postal ou courriel de la part du public concernant ce dossier.

Suites à ces diverses consultations, le rapporteur précise que le dossier soumis au vote du conseil communautaire a été modifié pour tenir compte des observations émises.

Donnant suite aux observations de la DDTM :

- Il est proposé de maintenir le classement initial des zones « à urbaniser » (AU) « Chez Pillet » et « La Sauzaie Est »,
- Il est proposé de renoncer au reclassement de la zone d'activités « La Sauzaie » en une unique zone UY et de maintenir le classement antérieur en zone 1AUY,
- Tenant compte de la délibération n°2022-60 du conseil communautaire en date du 4 avril 2022 emportant modification du Schéma de Développement Économique de la Communauté d'Agglomération de Saintes, le paragraphe introductif et l'article 2 de la zone 1AUY sont modifiés de façon à autoriser la destination « commerce » au sein de la zone d'activités « La Sauzaie »,
- Les autres modifications apportées au PLU sont maintenues.

Par ailleurs, il est pris acte des observations de la Chambre de Commerce et d'Industrie ainsi que du Département, considérant qu'il n'y a pas lieu d'apporter de nouvelles modifications au dossier.

Enfin, il est pris acte de l'observation portée sur le registre mis à disposition au public, émise par Monsieur Francis GRELLIER en qualité de maire de la commune de Fontcouverte. Ce dernier se prononce en faveur de l'ensemble du dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU.

A l'appui de cette observation, il est proposé au Conseil Communautaire d'entériner l'autorisation de la destination « commerce » au sein de la zone d'activités « La Sauzaie » par le règlement du PLU, tout en tenant compte des observations des personnes publiques associées.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 153-36 à L. 153-48, R. 153-20 et R. 153-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, I, 2°), d) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fontcouverte approuvé par délibération du conseil municipal en date du 15 février 2017, et ayant fait l'objet d'une révision allégée n°1 approuvée le 10 juillet 2019,

Vu l'arrêté n°2022-41 du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 13 juillet 2022, prescrivant la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de Fontcouverte,

Vu la délibération n°2022-60 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 5 avril 2022, portant sur la modification de la vocation de l'extension de la zone d'activités de « La Sauzaie » à Fontcouverte et la mise à jour du Schéma de Développement Économique,

Vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 16 septembre 2022,

Vu les avis émis par les personnes publiques associées, précédemment étudiés,

Vu la délibération n°2022-161 du Conseil Communautaire en date du 5 octobre 2022, définissant les modalités de mise à disposition au public du dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de Fontcouverte,

Considérant les avis transmis par les personnes publiques associées à propos du dossier, et les propositions de suite qui leur sont données,

Considérant le bilan de la mise à disposition du dossier au public dressé par le rapporteur,

Considérant que les réserves émises par l'État sur certaines évolutions apportées au PLU de Fontcouverte peuvent être levées par les suites énoncées précédemment ; que ces suites apparaissent appropriées et proportionnées aux observations émises ; qu'il ne ressort pas d'opposition majeure au dossier de la part des personnes publiques associées,

Considérant qu'une unique observation a été faite à l'occasion de la mise à disposition du dossier au public ; que cette observation se prononce en faveur du dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de Fontcouverte ;

Considérant que le dossier est à présent prêt à être approuvé par le Conseil Communautaire,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'acter** le bilan des observations émises par les personnes publiques associées.
- **d'acter** le bilan de la mise à disposition du dossier au public.
- **d'approuver** le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de Fontcouverte, tel qu'il est annexé à la présente.
- **d'acter** que conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et en mairie de Fontcouverte pendant un mois, et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **d'acter** que conformément à l'article L. 153-48 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération deviendra exécutoire à compter de sa publication et sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'État dans les conditions définies aux articles L. 2131-1, L. 2131-2 et R. 153-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-248. Lancement d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Pisany

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise qu'il s'agit d'intégrer la possibilité de recevoir une nouvelle école dans le PLU de Pisany. Le terrain de football a été ciblé. Il se situe en zone NE. La procédure la plus pertinente et la plus conforme a été évaluée, en particulier avec les services de l'État. S'agissant d'une zone NE, la procédure la plus adaptée est celle de la déclaration de projet. Les services de l'Agglomération vont établir un dossier prouvant l'intérêt général de ce projet, dans la mesure où il s'agit d'un projet communautaire et qui a vocation à recevoir une école.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle qu'il a été décidé la construction d'un nouveau groupe scolaire sur la commune de Pisany. A cet effet, le stade de sport du bourg de Pisany a été retenu pour l'implantation de ce nouvel équipement.

Pour ce faire, la commune est assistée par la Société d'Économie Mixte pour le Développement de l'Aunis et la Saintonge (SEMDAS). La nature du projet, sa dimension intercommunale ainsi que la composition de sa maîtrise d'ouvrage permettent de qualifier ce dernier d'intérêt général.

Par ailleurs, le rapporteur précise que le classement réglementaire du site de projet est inadapté à la réalisation du projet. Une évolution du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pisany est donc nécessaire.

Le rapporteur ajoute que le Code de l'Urbanisme permet aux collectivités publiques de se prononcer sur l'intérêt général d'un projet, laquelle emporte alors mise en compatibilité du document d'urbanisme. Dès lors, le rapporteur propose de mettre en œuvre cette procédure pour que le projet de nouveau groupe scolaire puisse voir le jour.

Conformément aux termes du Code de l'Urbanisme, cette procédure sera conduite par le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes. Le dossier qui en résultera établira d'une part, la

démonstration de l'intérêt général du projet, et d'autre part, la mise en compatibilité du PLU de Pisany avec le projet.

Ce dernier fera l'objet d'un examen conjoint avec les personnes publiques associées, préalablement à l'ouverture d'une enquête publique. A son issue, le dossier pourra être approuvé par le conseil communautaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 103-2, L. 153-54 et suivants, R. 153-13, R.153-15 et L. 300-6,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment son article 6, I, 2°), relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,

Vu la délibération n°2020-117 du conseil communautaire en date du 16 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 22 juillet 2020, portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pisany, approuvé en date du 17 mars 2015 et modifié le 14 décembre 2021,

Considérant que la réalisation d'un nouveau groupe scolaire sur la commune de Pisany, dans le cadre du regroupement pédagogique intercommunal des communes de Pisany, Luchat et La Clisse, relève d'un intérêt général, tant au regard de la nature et la dimension intercommunale du projet, qu'au vu des différents acteurs publics impliqués dans sa réalisation,

Considérant que ce projet nécessite la mise en compatibilité du PLU de la commune de Pisany afin de permettre sa réalisation au sein d'une emprise actuellement délimitée dans un secteur de la zone « naturelle et forestière » (N), indicé « Ne », restreignant les possibilités d'implantation de nouvelles constructions conformément à sa vocation initiale ; qu'un nouveau classement assorti de règles adaptées sont justifiés au regard de l'intérêt général du projet,

Considérant qu'en application de l'article R. 153-15 du Code de l'Urbanisme, le Président de l'organe délibérant de l'établissement public est chargé de mener la procédure de mise en compatibilité du PLU,

Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU prévoit l'examen conjoint du dossier par l'État, la commune de Pisany et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU nécessite la réalisation d'une enquête publique, conformément à l'article L. 153-55 du Code de l'Urbanisme,

Considérant qu'en application de l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme, la procédure fera l'objet d'une concertation avec le public,

Il est proposé au conseil communautaire :

- **d'engager** une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pisany, telle qu'elle est prévue aux articles L. 300-6, R. 153-15 et L. 153-54 et suivants du Code de l'Urbanisme, considérant que la construction d'un équipement scolaire sur la commune de Pisany relève d'un intérêt général.
- **de définir** les objectifs de cette procédure, qui aura ainsi pour but de qualifier l'intérêt général du projet et de mettre en compatibilité les différents aspects réglementaires du PLU de la commune de Pisany avec ce dernier.
- **de soumettre** le dossier formalisant cette procédure à l'examen conjoint de l'État, de la commune de Pisany et des personnes publiques associées définies par le Code de l'Urbanisme préalablement à l'ouverture d'une enquête publique.

- **de définir** différentes modalités de concertation avec le public, à savoir :
 - o La mise à disposition d'un dossier, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, aux sièges de la Communauté d'Agglomération de Saintes et de la mairie de Pisany,
 - o La mise à disposition d'une adresse mail au public (consultation-plu@agglo-saintes.fr) afin de lui permettre de formuler ses observations sur le dossier,
 - o La réalisation d'une réunion publique au plus tard avant l'ouverture de l'enquête publique,
 - o La parution d'un article au sein d'un support communal régulièrement diffusé auprès de la population,
- **de charger** le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes de l'exécution de la présente délibération, et de l'autoriser à signer tout document nécessaire à son bon déroulement et aboutissement.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et en mairie de Pisany durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Débat sur la politique intercommunale de l'urbanisme

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise qu'il est question du débat sur la politique locale de l'urbanisme. La prise de compétence documents d'urbanisme et PLU par l'Agglomération en 2020 oblige à tenir chaque année au minimum un débat sur l'urbanisme.

Les documents d'urbanisme communaux, le marché foncier, les DIA et les autorisations de droit des sols seront évoqués.

En ce qui concerne les documents d'urbanisme communaux, une cartographie montre que malgré le fait que le PLUI est en cours d'élaboration, les documents communaux ne sont pas figés et sont amenés à évoluer en cas de besoin, comme cela vient d'être le cas pour Fontcouverte ou Pisany par exemple. La cartographie reprend les communes ayant sollicité une évolution de leur document, les projets en cours ainsi que les procédures arrivées à terme. La répartition est assez générale sur l'ensemble du territoire. Les procédures sont menées en interne, et le service aménagement a bénéficié d'un recrutement supplémentaire pour mener les procédures d'évolution des documents d'urbanisme.

Pour ce qui est de l'avancement du PLUI, un séminaire à destination des élus de l'Agglomération a eu lieu deux jours auparavant. Il a reçu un bon accueil, avec plus de cent élus présents. Il a permis de vulgariser le dossier et de l'aborder sous un angle différent. La réglementation n'a pas tellement été abordée, mais plutôt les outils qui permettront d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de ce projet de PLUI. La période de diagnostic est en cours, et les entretiens bilatéraux ont été entamés en juin dernier. Les maires et adjoints ou conseillers à l'urbanisme des 36 communes ont été rencontrés afin d'effectuer un état des lieux et d'étudier les perspectives. Un comité de pilotage de lancement s'est tenu le 19 septembre 2022, et trois ateliers dynamiques de territoire ont été organisés, avec les acteurs économiques, les services de l'État ainsi que le pays de Saintonge Romane, afin d'étudier l'articulation entre le SCOT qui va être révisé prochainement et le PLUI. En effet, ce dernier doit être en compatibilité avec le SCOT. Le diagnostic sera poursuivi en début d'année 2023, avec un diagnostic partagé à l'échelle des bassins. Des élus des communes de chacun des bassins vont être réunis afin de travailler à cette échelle. Les élus de la ville de Saintes seront intégrés à chacun des quatre bassins. Entre avril et mai, le travail portera sur les potentiels fonciers. La fin du diagnostic est prévue pour le mois de juin, pour qu'il soit possible de commencer à travailler sur le PADD à la rentrée prochaine.

La loi climat résilience est entrée en application après avoir été votée en août 2021. Son objectif principal est le ZAN (Zéro Artificialisation Nette) à l'horizon 2050. La manière d'aménager l'espace va se trouver totalement changée. Un séminaire organisé par le CAUE a eu lieu en octobre sur le thème « Recycler la ville ». Avant de consommer de l'espace agricole, il sera nécessaire d'intensifier celui déjà disponible en

densifiant l'espace bâti, réhabilitant l'existant et recyclant de l'espace. La manière de réfléchir la ville et le développement des communes se trouve révolutionnée. Un important travail est engagé depuis quelques mois à ce sujet, et les séminaires et réflexions vont se poursuivre. Le PLUI devra intégrer ce nouveau concept. Les documents comme le SCOT ou le STRADET suivront la même trajectoire, avec une diminution de 50% de la consommation d'espace dans les dix prochaines années, puis encore de 50% dans les dix années suivantes, pour arriver au ZAN à l'horizon 2050. Des discussions et des arbitrages sont toujours en cours au niveau des ministères, toutefois la trajectoire est bien celle-là.

Concernant le marché foncier, en 2020, plus de 1 600 mutations foncières ont été enregistrées au niveau de la CDA, soit 210 millions d'euros à l'échelle du territoire. Il est à noter que 66% des mutations concernent le bâti résidentiel.

Pour ce qui est des Déclarations d'Intention d'Aliéner, la prise de compétence documents d'urbanisme et PLU par l'Agglomération de Saintes fait qu'elle récupère le droit de préemption urbain. Certaines communes ont souhaité récupérer ce droit de préemption en direct, tandis que d'autres l'ont laissé à l'Agglomération. Dans tous les cas, en cas de DIA, un échange a lieu entre l'Agglomération et la commune afin de savoir si elle souhaite préempter ou pas. Le chiffrage des DIA reçues sur les différentes communes figure sur le document. Les DIA concernent uniquement le bâti. La CDA a conservé la compétence en ce qui concerne les zones UX et UY, c'est-à-dire celles qui concernent l'activité. Sur 1 541 DIA déposées, 28% concernent la partie conservée par les communes, et 71% celles où la CDA est titulaire. Par ailleurs, 52% concernent le centre-ville, 27% les communes rurales, 16% l'espace d'agglomération et 5% les pôles. Les DIA de l'année 2022 sont à jour à la date du 23 novembre.

Pour ce qui est de l'autorisation du droit des sols, 5 000 dossiers sont déposés, et gérés par le service ADS de l'Agglomération. Un nombre important de certificats d'urbanisme arrive à l'Agglomération ainsi qu'aux communes. La répartition est présentée dans le document.

Monsieur le Président observe qu'il serait rentable de faire payer les certificats d'urbanisme.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS souligne que l'architecte ou le notaire ne rendent pas ce service gratuitement.

Un tableau montre la répartition des autorisations du droit des sols par typologie de territoire. Les typologies sont celles figurant dans le SCOT, c'est-à-dire le cœur d'agglomération, les communes rurales, l'espace d'agglomération et les polarités. La majorité des dossiers concernent les communes rurales, ainsi que la ville de Saintes. Le tableau fait apparaître les demandes d'autorisation et le nombre total de permis de construire. L'année 2021 a constitué une année record en matière de nombre de dossiers à traiter et de permis de construire. L'année 2023 demeure incertaine, avec l'augmentation des coûts des matériaux, les difficultés pour les ménages d'obtenir des prêts et la raréfaction du foncier. Il s'agit d'une période charnière, dans laquelle il n'est pas facile de se loger.

Monsieur Michel ROUX souhaite souligner l'excellent travail réalisé par les services de la CDA, de même que l'excellent relationnel qu'il est possible de nouer avec eux.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS ajoute que plusieurs rendez-vous ont été mis en place tout au long de l'année, comme les cafés autour de l'urbanisme, à destination des secrétaires de mairie. Il a fallu encaisser la mise en place de la dématérialisation, qui a constitué un réel chantier porté par la CDA. Une fluidité a été observée entre les secrétaires de mairies, les élus et les services.

UNE AGGLOMÉRATION SENSIBLE AUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

EAUX ET MILIEUX NATURELS

2022-249. Convention de mandat et de délégation de maîtrise d'ouvrage - Commune de Chaniers - Travaux d'aménagement du carrefour Maine Allain

Monsieur Fabrice BARUSSEAU précise que les travaux relèvent du pluvial. Plusieurs délibérations ont déjà été prises à ce sujet. Il s'agit cette fois de déléguer la maîtrise d'ouvrage globale à la commune de Chaniers. L'Agglomération devra apporter sa part concernant le pluvial, soit 10 685 euros.

Monsieur Michel ROUX considère qu'il convient d'éviter que les communes servent de banque à la CDA, c'est-à-dire qu'elles paient la totalité du pluvial en attendant que la CDA rembourse.

En l'absence d'autres remarques, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes exerce la compétence Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU) depuis le 1^{er} janvier 2020.

Dans ce cadre, un travail a été réalisé par la CDA afin de définir le périmètre de la compétence.

La commune de Chaniers porte un projet d'aménagement du carrefour « Maine Allain » avec les services de l'Etat.

Le réseau eaux pluviales est en très mauvais état et ne fonctionne plus correctement.

Les travaux engagés par la commune en partenariat avec les services de l'Etat sont une opportunité pour renouveler ce réseau.

Aussi, pour satisfaire les besoins des différentes collectivités, les aménagements de voirie et de pluvial doivent être réalisés dans la même temporalité et avec la même entreprise de travaux.

L'article L. 2422-12 du Code de la commande publique dispose que : « lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages [...], ces derniers peuvent désigner par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».

Ainsi, s'agissant en l'espèce de la réalisation d'un ensemble d'ouvrages qui relèvent simultanément de la compétence de la CDA de Saintes et de la commune de Chaniers, il est proposé d'user de la faculté offerte par la loi et de confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la commune de Chaniers.

Pour ce faire, il est proposé de conclure la convention de mandat et de délégation de maîtrise d'ouvrage ci-annexée. Celle-ci comporte entre autres la description du projet, le montant de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération, les modalités de paiement des marchés ainsi que les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage unique.

Sur ce dernier point, il convient de préciser :

- *que l'exercice temporaire de la maîtrise d'ouvrage unique par la commune de Chaniers s'achèvera à la date de la remise des ouvrages à la CDA de Saintes.*
- *que, pendant toute cette durée, la commune de Chaniers exercera l'ensemble des droits et obligations du maître d'ouvrage. Aussi, en sa qualité de maître d'ouvrage unique, la commune de Chaniers est exclusivement compétente, aussi bien pour la passation des marchés de prestations intellectuelles et de travaux que pour leur exécution.*

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022 et notamment l'article 6, I, 10°) relatif à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L. 2226-1 »,

Considérant les capacités budgétaires de la CDA de Saintes,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 au compte 21538 pour les dépenses et 13 pour les recettes,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe portant désignation d'un maître d'ouvrage unique en vue de l'aménagement du carrefour Maine Allain à Chaniers.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment des marchés publics

et des travaux, à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents à l'opération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS

ÉDUCATION ENFANCE FAMILLE

2022-250. Majoration du prix des repas en restauration scolaire en cas de non réservation - détermination du tarif

Monsieur Éric PANNAUD indique que cette question est un peu compliquée. En juin dernier, la commission Éducation avait souhaité le passage à la réservation de repas. Une communication a eu lieu durant l'été, et la réservation a commencé sous forme de tests à partir de septembre. L'idée était de poursuivre la période de test jusqu'en décembre. La réservation s'effectue par le biais d'appels téléphoniques auprès du service ou à travers l'espace famille, sur lequel les familles utilisatrices du centre de loisirs avaient l'habitude de réserver.

La loi EGalim oblige à surveiller les gaspillages alimentaires. Pour une école concernée, la fabrication correspond au nombre le plus important d'enfants qui mangent habituellement le jour en question, avec deux ou trois repas supplémentaires. Toutefois, des écarts assez conséquents peuvent être observés entre la fabrication et la réalité de consommation. Jusqu'au mois de juin, il n'existait pas de réservation, et seul le repas mangé était facturé. L'Agglomération s'engage par ailleurs dans une démarche qualitative particulièrement forte, en dépassant largement les 80% de produits bios, issus des circuits courts ou produits locaux. Le montant alloué à la restauration a dû être augmenté en 2022 du fait des hausses de produits. Le budget s'élève actuellement à près de 1,2 million d'euros. Or, 10 à 12 % de produits sont gaspillés. Par respect pour le travail des producteurs locaux, il était nécessaire de fabriquer au plus proche du besoin. La commission Éducation a donc souhaité adopter ce principe de réservation.

Lors de la dernière commission qui s'est tenue fin novembre, une difficulté est remontée. Il reste encore 10 à 15% des familles qui ne réservent pas. Ainsi, les chiffres disponibles ne permettent pas au service restauration de pouvoir fabriquer pour la semaine suivante, et la commission a souhaité modifier le mode de réservation tel qu'il est proposé aux familles actuellement. La période actuelle est une période de test, et aucune modification n'est intervenue au niveau de la facturation. L'idée était d'obtenir un certificat médical en cas d'absence de l'enfant, afin de vérifier que celle-ci était bien justifiée et ne pas facturer le repas le cas échéant. Dans le cadre du Covid, les demandes des parents qui ne sont pas appuyées par un certificat médical peuvent également être prises en compte. Il paraissait néanmoins compliqué de faire figurer explicitement ce point. Le mode de fonctionnement tel qu'il a été testé ne permet pas de faire fabriquer le bon nombre de repas.

Une évolution a eu lieu, et à partir du 1^{er} janvier prochain, le souhait est de réserver pour tous les enfants, la grande majorité d'entre eux mangeant tous les jours au sein des restaurants. Les familles pourront décrocher le repas qui n'est pas souhaité jusqu'à 10 heures la veille du jour ouvré. Un élément a été rajouté au niveau de la réservation, il s'agit de l'accueil périscolaire. Le service était en effet dépassé par les demandes, et du personnel était nécessaire pour répondre aux demandes par téléphone ou par mail tous les jours. Si un enfant vient manger alors qu'il n'a pas réservé, il sera évidemment accueilli. En revanche, un supplément de 0,50 euros sera facturé aux parents qui auraient oublié de réserver. Il s'agit de l'objet de cette délibération. Le mode de fonctionnement présenté sera proposé à partir du 1^{er} janvier, avec une période de test de plusieurs semaines. Le système sera ensuite officiellement mis en route, sans doute après les vacances de Pâques. L'aval du Conseil Communautaire est nécessaire pour valider le surplus de 0,50 euros lié aux repas qui n'auraient pas été réservés. Un benchmark a été réalisé auprès d'autres collectivités, et beaucoup souffrent de cette problématique de parents qui n'adhèrent pas au système. Certaines ne laissent pas manger l'enfant si le repas n'est pas réservé, tandis que d'autres proposent un repas de substitution. La démarche de la CDA est de proposer un interclasse de qualité. Il doit s'agir d'un moment reposant, lors duquel les enfants retrouvent un repas équilibré.

Monsieur Rémy CATROU ne votera pas pour cette délibération. Il s'agit d'une punition pour les familles, qui impacterait davantage les enfants qui bénéficient des repas les moins chers. Il considère qu'une autre solution doit être trouvée.

Monsieur Éric PANNAUD souligne qu'il ne s'agit pas d'une punition. Si chacun réserve convenablement, il n'y aura pas de problèmes. Par ailleurs, la plupart des collectivités appliquent un tarif beaucoup plus élevé dans ce cas. Il s'agit d'un problème d'organisation. Il paraît honteux de jeter des kilos de nourriture après chaque repas. Tous les moyens sont mis à disposition pour pouvoir réserver sans difficultés.

Monsieur Rémy CATROU déplore que cette punition soit inversement proportionnelle aux revenus des familles. Il trouve cet état de fait scandaleux.

Monsieur Philippe CALLAUD note que 650 repas par jour ne sont pas réservés. Or, des personnes se mobilisent derrière ces repas, un service public se met en place. Cette somme de 0,50 euros a une vertu pédagogique.

Monsieur Éric PANNAUD précise que l'objectif n'est en aucun cas de facturer davantage, mais simplement de connaître le nombre de repas la veille pour le lendemain.

Monsieur Rémy CATROU déclare que la liste qu'il conduisait avait pour proposition de travailler à la cantine gratuite et bio pour tous.

Madame Mireille ANDRÉ remarque que la date de la commission qui apparaît est celle du 1^{er} juin, alors que la proposition retenue est celle qui a été formulée en novembre. Il conviendra de modifier la date.

Monsieur Éric PANNAUD précise que la question des 0,50 euros a été actée lors de la commission de juin. En revanche, le règlement a été finalisé lors de la commission de novembre.

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence Education, Enfance, Jeunesse, la Communauté d'Agglomération de Saintes propose plusieurs offres de services en direction des enfants et des jeunes et notamment la restauration scolaire.

Depuis la rentrée scolaire de septembre 2022, la réservation des repas est devenue obligatoire et doit s'effectuer via l'espace famille.

Afin d'éviter qu'un trop grand nombre d'enfants non-inscrits fréquente les restaurants scolaires, la Commission éducation-enfance-jeunesse, lors de sa réunion du 1^{er} juin 2022, a proposé qu'une majoration des tarifs de 0,50€ par repas consommé non réservé soit appliquée.

Il est ainsi proposé par la présente délibération d'approuver cette majoration tarifaire des repas consommés non réservés à 0,50€/repas à compter du 1^{er} janvier 2023 et de modifier l'annexe 4 des tarifs de la restauration scolaire conformément à l'annexe ci-jointe.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'éducation,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,

Vu la délibération n°2022-75 du Conseil communautaire du 5 avril 2022, approuvant les tarifs éducation-enfance-jeunesse, et notamment l'annexe 4 concernant les tarifs de la restauration applicable à compter du 1^{er} septembre 2022,

Considérant le rapport présenté ci-avant,

Considérant la proposition de la commission éducation du 1^{er} juin 2022, d'appliquer une majoration de 0,50€ par repas consommé non réservé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- ***de fixer la majoration des repas consommés non réservés à 0,50€/repas à compter du 1^{er} janvier 2023.***

- **de modifier** l'annexe 4 des tarifs de la restauration scolaire conformément à l'annexe ci-jointe applicable à compter du 1^{er} janvier 2023.
- **De charger** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à exécuter la présente délibération et à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 2 Voix contre (Mme Florence BETIZEAU et M. Rémy CATROU).
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

MOBILITÉS

2022-251. Augmentation du taux de Versement Mobilité

Monsieur le Président précise que cette augmentation permettra de bénéficier de recettes supplémentaires pour le transport. Les entreprises disposant de plus de onze salariés sont assujetties à cette taxe. Le taux de 0,55 appliqué était le plus faible du département. Il est proposé de le passer à 0,80, soit le taux maximum autorisé pour les collectivités de la taille de la CDA, à partir du 1^{er} juillet 2023. Sur une année complète, l'augmentation de recettes s'élèverait à environ un million d'euros. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que par délibération du 24 janvier 2013, le Conseil Communautaire avait institué le versement transport dans la continuité de l'action de la communauté de communes du Pays Santon qui avait pris la compétence « Transport » au 1^{er} janvier 2012 en lieu et place du Syndicat Intercommunal de Transport Urbains de Saintes.

Le taux avait été fixé à 0,55% et n'a pas été modifié depuis cette date.

Avec la Loi d'Orientation sur les Mobilités (Loi 2019-1428 du 24 décembre 2019), le versement transport (VT) est devenu le versement mobilité (VM). Il permet aux autorités organisatrices de transport de financer leur politique de déplacement. Les personnes physique ou morales, publiques ou privées employant plus de onze salariés sont assujettis au versement mobilité.

Le budget annexe des transports, comme les autres budgets, est impacté par le contexte inflationniste ; les recettes de ce budget proviennent essentiellement du produit du versement mobilité, de conventionnement avec la Région Nouvelle Aquitaine, de la tarification et d'une contribution du budget principal.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération a entamé la procédure concernant le renouvellement de la concession de service public en matière de transport dans laquelle elle devra intégrer les évolutions concernant les modes de transports publics tant sur le plan réglementaire que sur les aspects environnementaux ou sociaux.

De plus, par délibération du 5 avril 2022 la Communauté d'Agglomération a adopté son schéma directeur cyclable qui prévoit l'aménagement de plusieurs itinéraires cyclables sur le territoire.

Aussi, pour financer sa politique en matière de mobilité et faire face aux enjeux de transition énergétique et de déplacement, des investissements sont à programmer sur les années à venir nécessitant d'augmenter le taux de versement mobilité.

Enfin, conformément à la loi d'orientation des mobilités, la Communauté d'Agglomération a institué un comité des partenaires de la mobilité par délibération du 5 avril 2022. Il associe des représentants des principaux employeurs du territoire, ainsi que des associations d'usagers et des habitants. Le projet d'évolution du taux, à 0,80%, a été présenté lors de la séance du 28 Novembre 2022.

Dans la mesure où cette délibération est soumise au Conseil Communautaire en décembre 2022 et compte tenu du délai de prévenance des organismes collecteurs, cette augmentation sera effective au 1^{er} juillet 2023.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2019-1428 d'Orientation sur les mobilités en date du 24 décembre 2019,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération annexés à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022, notamment l'article 6, I, 2°), c) « organisation de la mobilité »,

Vu la délibération n°2013-44 du Conseil Communautaire en date du 24 janvier 2013 portant institution et vote du taux du versement transport,

Vu la présentation au Comité de partenaires du lundi 28 novembre 2022, et l'information donnée lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le même jour,

Considérant les moyens financiers à allouer à la politique de déplacement,

Considérant que les employeurs des secteurs public et privé qui emploient 11 salariés et plus sont assujettis à la contribution du versement mobilité,

Il est proposé au conseil communautaire :

- ***de fixer le taux du versement mobilité, à compter du 1^{er} juillet 2023, applicable sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, à 0,80 %.***
- ***d'autoriser le Président, ou son représentant en charge des transports et de la Mobilité, à signer tout document relatif à la présente délibération.***

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- ***56 Voix pour***
- ***0 Voix contre***
- ***0 Abstention***
- ***0 Ne prend pas part au vote***

2022-252. Vote de principe sur le choix du mode de gestion du service de transports publics de la Communauté d'Agglomération de Saintes

Monsieur le Président rappelle que le cadre est celui d'une Délégation de Service Public. La CDA est Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) de 36 communes. Le contrat actuel avec la société KEOLIS se terminera en juillet 2024. Une réflexion concernant le mode de gestion doit être mise en œuvre en 2022-2023. Un cabinet a apporté son aide sur le sujet. Le principe est d'externaliser la gestion, la gestion en régie n'entrant pas dans les capacités actuelles de la CDA. L'objectif du contrat est le transport urbain, le péri-urbain, le scolaire et le transport à la demande à destination des PMR et des services de mobilité active et partagée comme le service de location de vélos de courte et longue durée. Le contrat sera exécuté aux risques et périls du délégataire pour une durée de sept ans à compter du 9 juillet 2024. Il s'agit désormais d'adopter le choix d'une concession de service public, qui permettra à la CDA de continuer à externaliser la couverture des risques industriels et commerciaux. Le vote porte sur le principe de relancer une exploitation du service des transports de la CDA dans le cadre d'une concession de service public.

Monsieur Jean-Philippe MACHON souhaite savoir si le contrat permet d'inclure un certain nombre de contraintes, notamment en matière d'environnement, d'écologie ou encore d'évolution du parc de transport, et donc de refléter une politique liée à l'objectif de durabilité du territoire.

Monsieur le Président rappelle que l'Agglomération achète les bus, qui sont ensuite mis à la disposition du délégataire. Un bus à hydrogène représente deux fois et demie le prix d'un bus normal, de plus il n'existe pas de station à hydrogène à proximité. Monsieur BARUSSEAU travaille sur le sujet d'un futur dispositif de station à hydrogène, ce qui permettrait éventuellement de passer des bus ainsi que des bennes à ordures ménagères à l'hydrogène. Certains plans du gouvernement visent à aider les collectivités à investir dans le développement durable, et la CDA pourrait peut-être obtenir des subventions. Les possibilités seront étudiées. L'hydrogène est compliqué à mettre en place, mais semble être un bon système pour une agglomération de la taille de la CDA.

Monsieur Rémy CATROU a pris connaissance du document. Il informe que la version papier des documents de la CDA arrive de Poitiers. Il a relevé différents points lors de la lecture, dont le recours à une SPL. Il a également lu que le recours à un opérateur privé pour la concession de service public semblait approprié, et offrait les meilleures garanties pour assurer la continuité du service. Il doute de ce point, et considère que la conclusion était écrite d'avance dès lors qu'un cabinet travaillait sur le sujet. Il ne peut soutenir ce projet.

Monsieur le Président en prend note.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS se fait le relais de Françoise DURAND, qui s'occupe du CCAS pour la commune de Bussac, et qui était en relation avec les Restaurants du Cœur. Elle se trouve en grande difficulté concernant les cadeaux de Noël. Depuis le Covid, la direction des Restos du Cœur a décidé que les jouets d'occasion ne pouvaient plus être donnés par les familles pour être redistribués auprès des enfants qui en ont besoin. Seuls des jouets neufs peuvent être reçus. Françoise DURAND souhaitait lancer cet appel afin que les communes participent.

Monsieur le Président prend note du message, et rappelle que la délibération doit être votée, en l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes est, depuis 2013, l'autorité organisatrice de la mobilité sur son ressort territorial composé de 36 communes et représentant près de 62 000 habitants.

Le réseau BUSS est actuellement exploité par le groupe Keolis via sa filiale Keolis Saintes, dans le cadre d'un contrat de concession de service public négocié en 2017 et signé en mai 2018, qui arrive à échéance le 8 juillet 2024.

A l'approche de l'échéance du contrat, la CDA de Saintes entend organiser une procédure de mise en concurrence afin de désigner le prochain concessionnaire du service public.

Dans ce cadre et avant que se prononce le conseil communautaire sur l'approbation du recours à une concession de service public et sur l'autorisation du lancement de la procédure, les avis du Comité Technique lors de sa réunion du 25 novembre 2022 et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa réunion du 28 novembre 2022 ont été sollicités et ont émis un avis favorable et le Comité des partenaires réuni le même jour a été consulté sur le projet de recourir à une concession de service public et sur les caractéristiques des prestations que devra assurer le concessionnaire au titre du contrat à intervenir sur la base du rapport ci-joint.

Ce rapport est articulé autour de 5 chapitres rappelés ci-dessous :

- Chapitre 1 : présentation générale*
- Chapitre 2 : présentation synthétique des modes de gestion envisageables*
- Chapitre 3 : justification du recours à un contrat de concession de service public*
- Chapitre 4 : caractéristiques des prestations exercées par le délégataire*
- Chapitre 5 : procédure à mettre en oeuvre*

Les principales caractéristiques du contrat de concession de service public proposé sont présentées ci-après.

Le contrat de concession de service public de transports urbains et de services de mobilités de la CDA aura pour objet de confier l'exploitation des services de mobilité suivants :

- le transport urbain ;*
- le transport périurbain ;*
- le transport scolaire ;*
- le transport à la demande ;*
- le transport à destination des personnes à mobilité réduite ;*
- des services de mobilité active et partagée (service de location de vélo de courte et longue durée notamment).*

Prise d'effet du contrat : le 9 juillet 2024.

Durée du contrat : 7 ans

Dans le cadre du contrat, les missions du délégataire seront principalement les suivantes :

- Mettre en place une organisation interne adaptée à la consistance du service (exploitation, maintenance, fonctions supports, direction, etc.) ;
- Supporter l'ensemble des charges directement liées à l'exécution du contrat dans le respect des normes comptables, fiscales et réglementaires en vigueur ;
- Percevoir les recettes d'exploitation du service pour le compte de l'AO ;
- Mettre à disposition les biens nécessaires aux services autres que ceux mis à disposition par la CDA ;
- Assurer la gestion du personnel ;
- Mettre en œuvre une politique de marketing et de communication pour développer la fréquentation, en lien avec la CDA ;
- Mettre en œuvre des modalités adaptées d'informations voyageurs et les améliorer au cours de l'exécution du contrat ;
- Assurer un niveau optimal de qualité de service pour les usagers tout au long du contrat et assurer le suivi de la qualité ;
- Assurer l'entretien et la maintenance des biens et du matériel mis à disposition par l'agglomération ;
- Coordonner et contrôler les sous-traitants et plus généralement l'ensemble des intervenants associés à l'exploitation et à la gestion du réseau ;
- Apporter à la CDA son conseil et son expertise pour améliorer le réseau de transport et les services de mobilité au cours de l'exécution du contrat ;
- Produire pour le compte de la CDA l'ensemble des informations de suivi de l'activité permettant le contrôle de l'AOM via la production d'un rapport annuel et de toute information prévue au contrat (tableaux de bord de suivi, etc.).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 1410-1 et suivants relatifs aux contrats de concession dont fait partie la délégation de service public,

Vu l'application de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) 2019-1428 du 24 décembre 2019,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), c) relatif à l' « Organisation de la Mobilité »,

Vu le rapport du Président de la CdA de Saintes, annexé à la présente délibération présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire,

Considérant l'avis favorable du Comité Technique en date du 25/11/2022,

Considérant l'avis favorable du Comité des partenaires en date du 28/11/2022,

Considérant l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) en date du 28/11/2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire, au vu des éléments qui viennent d'être exposés :

- **d'approuver** le principe d'exploitation du service des transports de la Communauté d'Agglomération de Saintes dans le cadre d'une Concession de Service Public, au vu du rapport ci-joint.
- **d'approuver** le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire du futur contrat, telles qu'elles sont définies dans le rapport sur le principe d'une concession de service public pour l'exploitation des services de mobilité annexé à la présente délibération, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Président d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales pour la délégation de service public.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de délégation de service public.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour

- 2 Voix contre (M. Rémy CATROU et Mme Florence BETIZEAU)
- 1 Abstention (M. Michel ROUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Michel ROUX déclare qu'un affichage public a été reçu de la part de la Préfecture concernant une demande d'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement d'eau sur le bassin de la Charente aval et de ses affluents.

Monsieur le Président considère que les communes doivent voter une délibération sur le sujet.

Monsieur Michel ROUX a parcouru le document, qui est très technique et ardu. Cette demande d'autorisation est prévue sur quinze ans. Il alerte sur le fait que le document mentionne des projets de réserves de substitution en discussion afin d'être intégrées dans le programme des PTEG. Il y aura donc bien des bassines. Par ailleurs, la durée de quinze ans est colossale. Le réchauffement climatique a des conséquences, et cette étude porte sur des prélèvements durant quinze ans. Il incite les communes à donner leur avis sur cette enquête publique. Celle-ci s'étend du 13 novembre au 13 décembre, toutefois les communes disposent encore de quinze jours après la clôture, soit jusqu'au 27 décembre, pour donner un avis. Une démarche commune serait souhaitable afin de répondre à cette enquête.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU confirme que cette enquête publique est assez ardue. Une analyse technique de ce document est en cours, et un compte-rendu ainsi qu'un avis technique devraient arriver prochainement dans les communes. Afin d'établir les volumes, il est tenu compte de la demande, avec la moyenne des quinze dernières années. En revanche, il n'est pas tenu compte de la disponibilité de la ressource, qui risque de diminuer d'environ 30% dans les prochaines années. Le courrier qui sera envoyé comprendra des questions liées à cette demande, qu'il convient de mieux cerner, en particulier en réservant l'irrigation, qui sera nécessaire. Cependant, il conviendra d'irriguer des produits de première nécessité, et surtout de nécessité locale. Une priorisation est indispensable. Le sujet est complexe. Jusqu'alors, le monde agricole de la Charente refuse de prioriser ces domaines, et il serait important d'avoir une discussion constructive avec le monde agricole afin de prioriser certaines cultures.

Monsieur le Président souligne que Gilles BŒUF, qui est le pont de la biodiversité, est venu à Saintes. Son intervention était très intéressante. Une dame lui a demandé son avis concernant les bassines. Il a répondu qu'il y était défavorable si le prélèvement est effectué directement dans la nappe phréatique sans aucune anticipation du manque. En revanche, si le prélèvement est effectué de manière organisée, sur des flux d'eau importants en période hivernale, et que le stockage est effectué en plus de l'eau de ruissellement, il considère qu'il s'agit plutôt d'une bonne idée. Si le prélèvement est effectué de manière raisonnée, il serait dommage de s'en priver. L'eau est nécessaire pour les cultures, et pour nourrir les habitants.

Monsieur Philippe ROUET observe qu'en dépit d'une pluviométrie importante en novembre, le niveau de la Seugne n'a pas monté et est resté identique à celui de juillet. L'hypothèse est que les nappes phréatiques ne seraient pas reconstituées. Il convient de rester prudent.

Monsieur le Président confirme que la gestion de l'eau devient un enjeu, qui aurait sans doute dû préoccuper plus tôt. L'eau est indispensable à la vie.

Madame Amanda LESPINASSE revient sur la question des jouets à destination des enfants. Elle indique que le Conseil Municipal des Jeunes de Saint-Georges-des-Coteaux organise une collecte en partenariat avec le Secours Populaire de Saintes dans le cadre du Père Noël Vert. La collecte aura lieu le samedi matin entre 10 heures et 12 heures, et le mercredi suivant entre 14 heures et 16 heures.

Monsieur le Président déclare que le prochain Conseil aura lieu le 8 février. En l'absence d'autres questions diverses, il clôt la séance à 21h13.